Commission
européenne



EUROBAROMÈTRE FLASH 585

Jeunesse et Démocratie

RAPPORT SUR L'EUROBAROMÈTRE

Juin 2026

ON-LINE
EUROBAROMETER

Eurobaromètre Flash Jeunesse et Démocratie

Enquête réalisée par Demoscopy à la demande de la direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture (DG EAC)

Enquête coordonnée par la Commission européenne, direction générale de la communication (unité «Opinion publique et engagement des citoyens» de la DG COMM)

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne. Les interprétations et opinions qu'il contient sont uniquement celles des auteurs.

Intitulé du projet	Eurobaromètre Flash 585 «Jeunesse et démocratie» – rapport 2026
	EN
Numéro de catalogue	NC-01-26-226-FR-N
ISBN	978-92-68-44145-9
	doi: 10.2766/5739162

© Union européenne, 2026

https://europa.eu/eurobarometer

Document préparé par Pierre Dieumegard pour Europokune- Europe Together - et Europe Democracy Esperanto.

L'objectif de ce document "provisoire" est de permettre à un plus grand nombre de personnes dans l'Union européenne de prendre connaissance des documents produits par l'Union européenne (et financés par leurs impôts).

S'il n'y a pas de traduction, les citoyens sont exclus du débat.

Ce document «Eurobaromètre» n'existait qu'en anglais, dans un fichier pdf. À partir du fichier initial, nous avons créé un fichier odt, préparé par le logiciel Libre Office, pour la traduction automatique vers d'autres langues. Les résultats sont maintenant disponibles dans toutes les langues officielles.

Il est souhaitable que l'administration de l'UE prenne en charge la traduction des documents importants. Les «documents importants» ne sont pas seulement des lois et des règlements, mais aussi les informations importantes nécessaires pour prendre ensemble des décisions éclairées.

Afin de discuter ensemble de notre avenir commun et de permettre des traductions fiables, la langue internationale espéranto serait très utile en raison de sa simplicité, de sa régularité et de sa précision.

Contactez-nous :

Kontaktu nin-Ek ! Eŭropo kune !

https://e-d-e.org/fr/-Kontakti-EDE

Table des matières

Introduction....4
1. Principales conclusions....6
2. Perceptions du monde et de l'avenir par les jeunes Européens....9
2.1 Pensée à long terme des décideurs politiques nationaux et européens et équité intergénérationnelle....9
2.2 Apprentissage des enjeux sociétaux....14
2.3 Sentiments et attentes à l'égard de l'UE dans la vie quotidienne....21
3. Participation des jeunes à la vie civique....26
3.1 Attentes concernant les politiques en faveur de la jeunesse....26
3.2 Participation aux actions de changement sociétal....34
3.3 Connaissance des moyens de dialoguer avec l'UE....40
3.4 Sources pour rester informé sur l'UE....43
4. Participation à des organisations et activités dans un autre pays de l'UE....45
4.1 Participation à des organisations....45
4.2 Activités dans un autre pays de l'UE....50
4.3 Connaissance des possibilités de séjour dans un autre pays de l'UE financées par l'UE….57
5. Éducation numérique....60
5.1 Confiance dans la capacité d'utiliser des outils d'IA....60
5.2. Apprendre à utiliser l'IA....62
6. Spécifications techniques....66
7. Questionnaire....68
Observations....79

Introduction

Dans le contexte de la phase finale de mise en œuvre de la stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse 2019-2027 et des préparatifs de la stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse pour la période postérieure à 2027, la Commission européenne a lancé l'Eurobaromètre Flash 2026 sur la jeunesse et la démocratie, ciblant les jeunes âgés de 15 à 30 ans. Le précédent Eurobaromètre Flash sur la jeunesse et la démocratie (FL545), réalisé en avril 2024, juste avant les élections européennes de 2024, a montré que les jeunes Européens restent engagés dans la vie démocratique.[1] Toutefois, l'enquête a également mis en évidence des différences entre les États membres et les groupes sociodémographiques en termes de sensibilisation et de participation. Depuis lors, la transformation numérique, le rôle croissant de l'intelligence artificielle et les préoccupations liées à la désinformation ont continué de remodeler l'environnement dans lequel les jeunes s'informent, participent à la société et interagissent avec les institutions démocratiques.

L'Eurobaromètre Flash 2026 fournit des données probantes solides, comparables et actualisées sur la perception qu'ont les jeunes de l'équité intergénérationnelle, de la participation civique et du soutien de l'UE à l'engagement des jeunes. L'étude mesure les niveaux et les canaux actuels de participation aux activités civiques, politiques et sociétales, y compris la participation à des organisations, à des actions sociétales et à des activités dans un autre pays de l'UE. Il évalue également la sensibilisation et l'utilisation par les jeunes des mécanismes d'engagement au niveau de l'UE, des outils de participation institutionnels, des canaux d'information et des programmes en faveur de la jeunesse financés par l'UE. En outre, l'enquête examine comment les jeunes évaluent différents canaux de participation, tels que le vote, la participation aux médias sociaux, les consultations publiques et les organisations de jeunesse, tout en examinant le rôle de l'éducation civique, de l'habileté numérique et de la formation dans le renforcement de la confiance et de l'engagement démocratiques.

En combinant les questions sur les tendances des enquêtes Eurobaromètre précédentes avec de nouvelles questions, l'enquête donne également un aperçu de la perception qu'ont les jeunes de l'égalité des chances et de l'équité intergénérationnelle, ainsi que de leurs attentes à l'égard de l'Union européenne dans des domaines tels que la démocratie, les droits de l'homme, l'inclusion, le climat, l'emploi et la cohésion sociétale. Les résultats soutiendront la préparation de la prochaine stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse en aidant la Commission européenne à déterminer dans quelle mesure les jeunes se sentent entendus, habilités et équipés de manière adéquate pour participer à la vie démocratique, et quels domaines devraient être prioritaires dans l'action future en matière de politique de la jeunesse.

Au nom de la direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture (DG EAC) de la Commission européenne, Demoscopy a interrogé des jeunes âgés de 15 à 30 ans dans les 27 États membres de l'UE.

Entre le 19 juin et le 1er juillet 2026, 26 806 entretiens ont été menés en utilisant un mode de collecte de données CAWI (Computer Assisted Web Interviewing), avec environ 1 000 entretiens réalisés dans chaque grand pays et 500 entretiens dans chaque petit pays (LU, CY, MT).

1 Commission européenne, Eurobaromètre Flash 545 – Jeunesse et démocratie, avril 2024.

Notes

- Les données d'enquête sont pondérées
- Les résultats de l'enquête sont soumis à des tolérances d'échantillonnage, ce qui signifie que toutes les différences apparentes entre les pays ou les groupes peuvent ne pas être statistiquement significatives.
- Lorsque les répondants ont pu sélectionner plus d'une réponse, la somme des pourcentages de réponse peut dépasser 100 %.
- Dans le présent rapport, les pays sont désignés par leur abréviation officielle comme indiqué ci-dessous

BE	Belgique	FR	France	Pays-Bas	Pays-Bas
BG	Bulgarie	RH	Croatie	AT	Autriche
CZ	Tchéquie	Informatique	Italie	PL	Pologne
DK	Danemark	CY	République de Chypre	PT	Portugal
DE	Allemagne	LV	Lettonie	RO	Roumanie
EE	Estonie	LT	Lituanie	SI	Slovénie
IE	Irlande	LU	Luxembourg	SK	Slovaquie
EL	Grèce	HU	Hongrie	FI	Finlande
ES	Espagne	MT	Malte	SE	Suède

* Chypre dans son ensemble est l'un des 27 États membres de l'UE. Pour des raisons pratiques, des entretiens ont été menés dans la partie du pays contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre.

1. Principales conclusions

Les jeunes demandent tout d'abord que les politiques en faveur de la jeunesse abordent les véritables problèmes auxquels ils sont confrontés.

▪ 40 % des jeunes Européens affirment que les objectifs visant à résoudre les véritables problèmes auxquels sont confrontés les jeunes sont parmi les plus importants pour obtenir des résultats dans les politiques en faveur de la jeunesse, avant de veiller à ce que les jeunes et les organisations de jeunesse aient leur mot à dire dans les décisions (32 %), en apportant un soutien financier aux programmes et initiatives en faveur de la jeunesse (32 %) et en veillant à ce que les jeunes soient informés des politiques et des possibilités (29 %).

Les jeunes Européens continuent d'en apprendre davantage sur les défis sociétaux, principalement par l'intermédiaire des médias plutôt qu'à l'école

- 84 % des jeunes Européens ont appris quelque chose de nouveau au cours de l'année écoulée sur au moins un des cinq sujets testés: les droits de l'homme et la justice sociale (41 %), l'égalité, la diversité et la lutte contre la discrimination (39 %), l'éducation aux médias et au numérique (33 %), la durabilité environnementale (32 %) et les processus démocratiques, la participation politique et les institutions (31 %). Les médias traditionnels et numériques sont le premier canal (48 %), bien en avance sur l'école (36 %). Malte (98 %), le Luxembourg (97 %) et l'Estonie (93 %) affichent les pourcentages les plus élevés de jeunes ayant appris au moins un sujet au cours de l'année écoulée.

Les trois quarts des jeunes Européens estiment que l'UE a une incidence sur leur vie quotidienne, leurs attentes variant peu d'un sujet à l'autre

- 75 % estiment que les mesures prises par l'UE ont une incidence sur leur vie quotidienne, passant à 94 % à Malte. Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils attendaient de l'UE pour leur génération, les jeunes ont le plus souvent mentionné la préservation de la paix (33 %), la lutte contre la pauvreté et les inégalités économiques et sociales (32 %) et l'augmentation des possibilités d'emploi pour les jeunes (31 %).

Les jeunes Européens sont sceptiques quant à la pensée politique à long terme et à l'équité intergénérationnelle

- Seuls 38 % pensent que les décideurs politiques de l'UE tiennent compte des conséquences à long terme de leurs décisions, et seulement un tiers pensent que les jeunes d'aujourd'hui ont les mêmes chances de réussite que les jeunes d'il y a 30 ans ou auront les mêmes chances dans 30 ans. Malte, l'Estonie, le Luxembourg et la Lettonie sont systématiquement les pays où les réponses ont été les plus positives.

Le vote et les médias sociaux sont considérés comme les deux moyens les plus efficaces de faire entendre la voix des jeunes

- Le vote est cité par 33 % des jeunes Européens comme l'un des moyens les plus efficaces d'être entendu, juste avant de s'engager dans les médias sociaux (32 %). La participation à une consultation publique sur les initiatives politiques proposées arrive en troisième position avec 29 %.

Une majorité de jeunes Européens ont pris des mesures pour changer la société, principalement autour des droits de l'homme

- 55 % ont participé à au moins une initiative visant à apporter des changements sociétaux au cours de l'année écoulée, soit sept points de pourcentage de plus qu'en 2024 (48 %). La proportion de répondants varie de 26 % à Chypre à 72 % au Luxembourg. Les droits de l'homme sont le

principal domaine d'engagement (36 %), se classant au premier rang dans 23 des 27 États membres. Ce domaine est suivi par l'égalité des droits indépendamment du sexe, de la race et de la sexualité (33%) et de la santé et du bien-être (30%).

Lorsqu'on demande aux jeunes de toute l'UE à quel point ils sont familiarisés avec les moyens de dialoguer avec l'UE, 36 % déclarent être au courant des élections européennes. Une majorité de jeunes utilisent les médias sociaux pour rester informés sur l'UE.

- 36 % des jeunes Européens déclarent connaître les élections européennes, qui restent le moyen le plus connu de dialoguer avec l'UE parmi les options proposées dans l'enquête, devant les médias sociaux de l'UE (27 %). Parmi les jeunes répondants, les médias sociaux sont la source d'information la plus couramment utilisée sur l'UE dans tous les États membres (52 %), bien avant la télévision (38 %) ou l'école (23 %).

Une grande majorité de jeunes Européens ont participé aux activités d'au moins une organisation au cours de l'année écoulée, et le manque de temps est le principal obstacle pour les autres.

- 75 % des jeunes Européens ont participé aux activités d'au moins une organisation au cours des 12 derniers mois, contre 64 % en 2024, le plus souvent un club sportif (26 %) ou un club ou une organisation de jeunesse (20 %). Parmi les 23% qui n'ont participé à aucun, le manque de temps est la barrière dominante (41%). Un manque d'intérêt (20%) et le fait de ne jamais avoir été sollicité ou invité (16%) sont les raisons suivantes les plus fréquemment mentionnées.

Bien plus de jeunes Européens qu'en 2024 ont participé à des activités dans un autre pays de l'UE, mais les contraintes financières freinent encore beaucoup, même lorsque les programmes de l'UE sont bien connus

- 60 % des jeunes Européens ont participé à au moins une activité dans un autre pays de l'UE, contre 43 % en 2024. Ce chiffre varie de 47 % en Suède à 88 % à Malte. Étudier, se former ou faire un apprentissage dans un autre pays de l'UE est l'activité la plus fréquemment mentionnée (23 %), devant la participation à des activités culturelles ou sportives dans un autre pays de l'UE (21 %), le volontariat ou des activités similaires (18 %), le travail dans un autre pays de l'UE (16 %) et la participation à des activités politiques dans un autre pays de l'UE (14 %). Pour ceux qui n'ont pas pris part à une activité dans un autre pays de l'UE, le manque de moyens financiers est le principal obstacle (41 %). Erasmus+ pour les étudiants reste la possibilité la plus connue de l'UE (41 %), mais une sensibilisation élevée ne conduit pas toujours à une mobilité réelle: La Grèce et Chypre affichent toutes deux des taux de non-participation parmi les plus élevés et des taux de sensibilisation parmi les plus élevés.

Les jeunes Européens sont plus confiants dans leur capacité à utiliser l'IA de manière sûre que pour obtenir les résultats qu'ils recherchent. Ils apprennent à utiliser l'IA par divers moyens, dans les écoles et à l'extérieur

72% se sentent confiants dans leur capacité à utiliser les outils d'IA de manière sûre, mais seulement 56% se sentent confiants dans leur capacité à utiliser les outils d'IA pour atteindre les résultats qu'ils recherchent. Les médias (39 %) et la lecture, la recherche ou la pratique autodirigée (33 %) sont les principaux moyens par lesquels les jeunes apprennent l'IA, avant l'école (31 %). Toutefois, le pourcentage de jeunes apprenant à utiliser l'IA dans les écoles augmente lorsque l'on considère le groupe d'âge des 15-18 ans (40 %) Les proportions à Malte, au Luxembourg et en Estonie sont supérieures à la moyenne sur tous les canaux d'apprentissage.

2. Perceptions du monde et de l'avenir par les jeunes Européens

2.1 Pensée à long terme des décideurs politiques nationaux et européens et équité intergénérationnelle

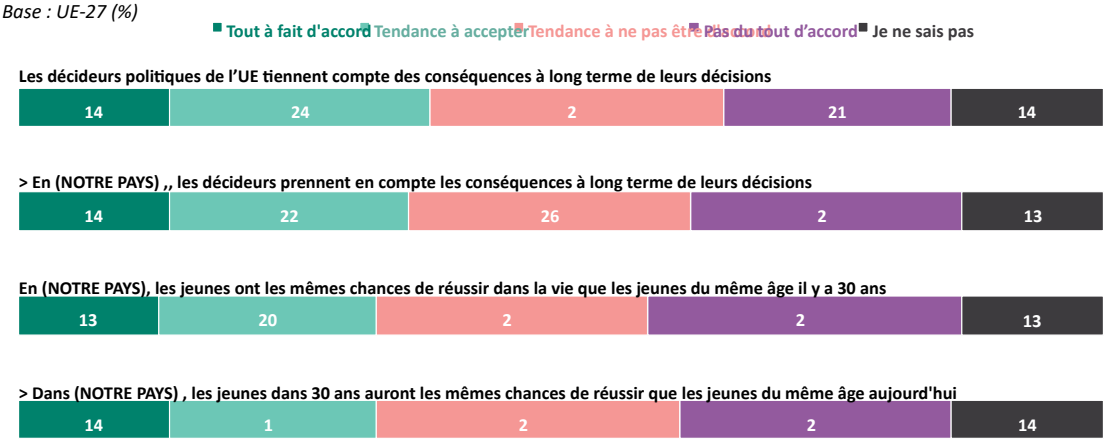
Seule une minorité de jeunes Européens (entre un tiers et 38 %) sont d'accord pour dire que les décideurs politiques européens ou nationaux tiennent compte des conséquences à long terme de leurs décisions, ou que les jeunes ont les mêmes chances de réussir dans la vie que ceux du même âge il y a 30 ans ou dans 30 ans.

Seuls 38 % des jeunes Européens estiment que les décideurs politiques de l'UE tiennent compte des conséquences à long terme de leurs décisions, et 14 % sont «totalement d'accord» sur le fait qu'ils le font. À l'inverse, 48 % d'entre eux pensent qu'ils ne tiennent pas compte des conséquences à long terme, un sur cinq (21 %) déclarant qu'ils sont «totalement en désaccord». 14 % n'expriment pas d'avis sur la question, ce qui représente une part particulièrement élevée de non-réponses pour ce type de question d'avis; il s'agit également de la proportion la plus élevée de réponses «ne sait pas» dans l'étude. L'évaluation est un peu plus faible pour les décideurs politiques nationaux: seuls 36 % des jeunes de 15 à 30 ans pensent que les décideurs politiques de leur propre pays tiennent compte des conséquences à long terme, dont 14 % sont «totalement d'accord». En outre, 51 % pensent que les décideurs politiques nationaux ne le font pas, dont un quart (25 %) sont «totalement en désaccord». Un autre 13% n'expriment aucune opinion.

Les jeunes sont également plus susceptibles de ne pas être d'accord que d'être d'accord sur le fait qu'ils ont les mêmes chances de réussir dans la vie que les jeunes du même âge il y a 30 ans. Un tiers d'entre eux (33%) estiment que dans leur pays, les jeunes ont aujourd'hui les mêmes chances de réussite dans la vie que les personnes du même âge il y a 30 ans. Seul un sur dix (13 %) est «totalement d'accord» avec cette affirmation. En revanche, 54 % estiment que ce n'est pas le cas, dont 29 % qui sont «totalement en désaccord». De plus, 13 % n'expriment aucune opinion. Cette incertitude semble s'étendre aux attentes des jeunes Européens à l'égard des générations futures: un jeune sur trois (33 %) estime que les jeunes de son pays auront les mêmes chances de réussite dans 30 ans que les jeunes du même âge aujourd'hui. 53 % sont en désaccord avec cette affirmation, dont 25 % sont «totalement en désaccord». Bien que les niveaux globaux de désaccord soient d'une ampleur similaire, les deux déclarations diffèrent par l'intensité du désaccord: 29% «totalement en désaccord» avec la déclaration sur la génération précédente, contre 25% pour la déclaration sur la prochaine génération.

Q18 Dans quelle mesure êtes-vous personnellement d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes?

Base : UE-27 (%)



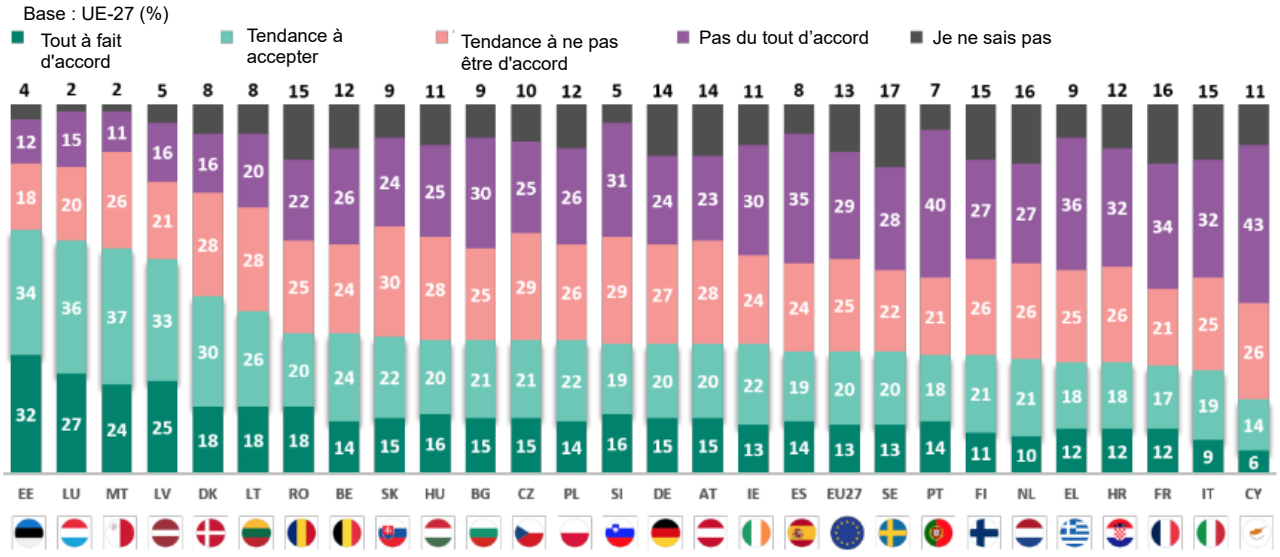
Les jeunes de Malte, d'Estonie, de Lettonie, du Luxembourg et du Danemark ont tendance à exprimer des points de vue plus positifs sur les quatre déclarations relatives à l'équité intergénérationnelle que les jeunes d'autres États membres de l'UE.

L'Estonie, le Luxembourg, Malte, la Lettonie et le Danemark sont les seuls pays parmi les 27 États membres où l'accord l'emporte sur le désaccord sur les quatre déclarations. À Malte, la proportion de répondants qui sont d'accord avec les déclarations proposées varie de 61 % à 87 %. À titre de comparaison, les fourchettes correspondantes sont de 66 % à 75 % en Estonie, de 61 % à 79 % au Luxembourg, de 58 % à 66 % en Lettonie et de 48 % à 61 % au Danemark.

La Slovénie, la Hongrie et la Roumanie sont les trois seuls États membres où l'accord l'emporte sur le désaccord sur les deux déclarations concernant les décideurs politiques, mais le désaccord l'emporte sur l'accord sur les deux déclarations concernant les chances de succès des jeunes. En Slovénie, 58 % des répondants sont d'accord pour dire que les décideurs politiques de l'UE tiennent compte des conséquences à long terme de leurs décisions, contre 35 % qui sont d'accord pour dire que les jeunes ont aujourd'hui les mêmes chances de réussite qu'il y a 30 ans. La même inversion apparaît, bien que moins prononcée, en Hongrie (48% et 36%) et en Roumanie (51% et 38%). Dans 17 des États membres restants, le désaccord l'emporte sur l'accord sur les quatre déclarations.

Si l'on examine spécifiquement si les jeunes d'aujourd'hui ont les mêmes chances de réussite que les jeunes d'il y a 30 ans, dans seulement quatre pays, la majorité des répondants sont-ils d'accord avec l'affirmation suivante: Estonie (66 %), Luxembourg (63 %), Malte (61 %) et Lettonie (58 %). Les répondants au Danemark restent relativement positifs sur ce point, bien qu'en dessous du seuil de la majorité, qui est de 48 %. À Chypre, toutefois, seuls 20 % des jeunes de 15 à 30 ans pensent avoir les mêmes chances que les jeunes d'il y a 30 ans, contre 69 % qui ne sont pas d'accord, dont 43 % qui sont «totalement en désaccord». Les réponses les moins positives proviennent des répondants en Italie (28 % «totalement d'accord»), en France (29 %), en Grèce et en Croatie (30 % chacun).

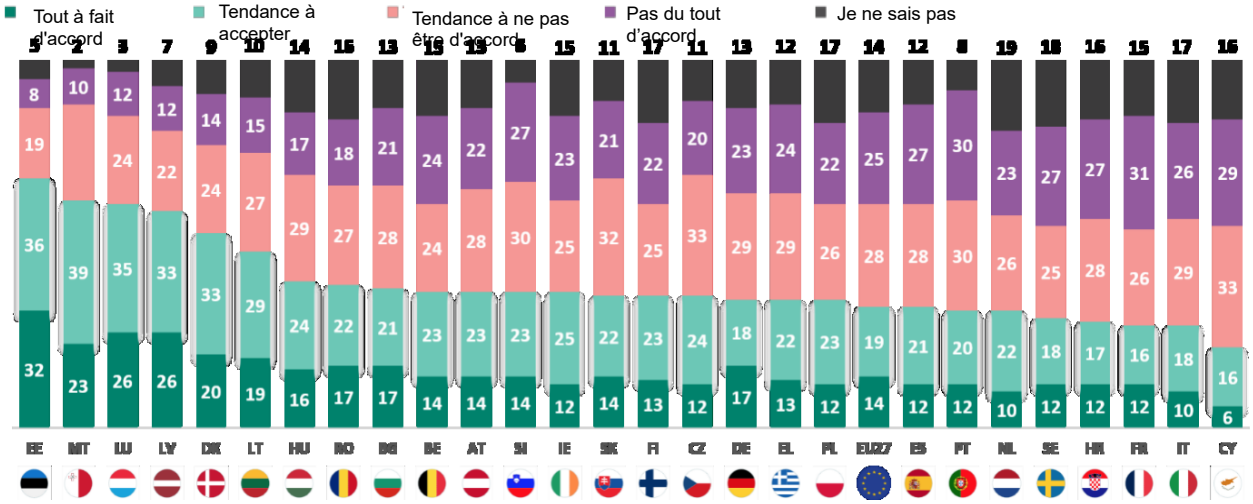
Q18 Dans quelle mesure êtes-vous personnellement d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes?
En (NOTRE PAYS), les jeunes ont les mêmes chances de réussir dans la vie que les jeunes du même âge il y a 30 ans



En ce qui concerne les attentes quant à savoir si les jeunes auront les mêmes chances de succès dans 30 ans qu'aujourd'hui, les quatre mêmes pays enregistrent les niveaux d'accord les plus élevés: Estonie (68 %), Malte (62 %), Luxembourg (61 %) et Lettonie (59 %). Ils sont suivis par le Danemark (53%). L'accord est le plus faible parmi les répondants à Chypre (22 %).

Q18 Dans quelle mesure êtes-vous personnellement d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes?
«Dans (NOTRE PAYS), les jeunes d'ici 30 ans auront les mêmes chances de réussir que les jeunes du même âge aujourd'hui – Total est d'accord»

Base : UE-27 (%)



Les réponses les moins positives proviennent des jeunes en Italie et en France (28% sont d'accord chacun), suivis par la Croatie (29%) et la Suède (30%). En ce qui concerne les chances des générations futures, la proportion de répondants «totalement en désaccord» est la plus élevée en France (31 %), devant le Portugal (30 %) et Chypre (29 %).

Dans toutes les catégories sociodémographiques, une majorité de jeunes n'est pas d'accord avec les quatre déclarations proposées sur l'équité intergénérationnelle. Cependant, les jeunes qui ont participé aux activités d'une organisation au cours des 12 derniers mois sont les plus optimistes.

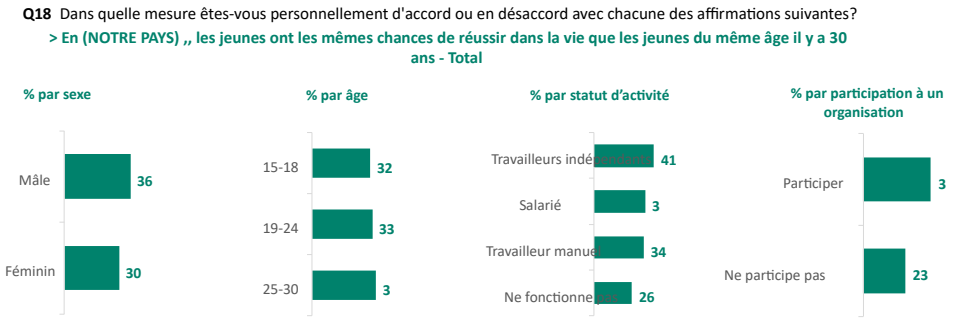
Dans les quatre déclarations proposées, les mêmes profils sociodémographiques apparaissent comme les plus optimistes: les hommes, les travailleurs indépendants, les jeunes vivant dans un ménage avec enfants et les citadins. Les différences les plus notables apparaissent entre ceux qui ont participé aux activités d'une organisation au cours des 12 derniers mois et ceux qui ne l'ont pas fait. Sur l'ensemble des quatre postes, ceux qui participent à une organisation affichent des taux «d'accord total» de 14 à 16 points de pourcentage plus élevés que ceux qui ne le font pas. Plus précisément, 40% de ceux qui participent à une organisation pensent que les décideurs politiques nationaux prennent en compte les conséquences à long terme, contre 24% de ceux qui ne le font pas. En outre, pour l'ensemble des quatre éléments, les jeunes qui ont participé aux activités d'une organisation sont systématiquement deux fois plus susceptibles d'«être totalement d'accord» que ceux qui ne l'ont pas fait (par exemple, 16 % contre 8 % pour les conséquences à long terme, 15 % contre 8 % pour les mêmes chances qu'il y a 30 ans et 16 % contre 7 % pour les mêmes chances en 30 ans).

En ce qui concerne spécifiquement le sentiment d'avoir les mêmes chances de réussir dans la vie que les jeunes il y a 30 ans, 36 % des hommes sont d'accord, contre 30 % des femmes. Cet écart entre les hommes et les femmes se manifeste également dans l'intensité des désaccords (32 % des femmes sont «totalement en désaccord», contre 26 % des hommes).

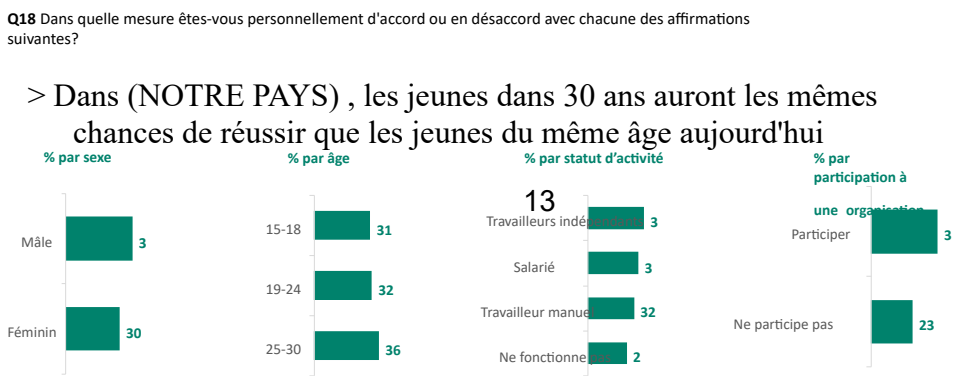
Alors que 32 % des jeunes de 15 à 18 ans et 33 % des jeunes de 19 à 24 ans sont optimistes, l'accord est légèrement plus élevé à l'approche de la trentaine, 35 % des jeunes de 25 à 30 ans pensant avoir autant de chances de réussir que les jeunes d'il y a 30 ans. Les niveaux de désaccord sont proches selon les groupes d'âge (53 % à 54 %), le principal changement étant une baisse de la part des personnes «sans opinion».

L'accord varie également selon le lieu de résidence: les citadins sont les plus optimistes (36 % «totalement d'accord»), devant les habitants des zones rurales (33 %) et ceux des villes ou des banlieues (31 %); le niveau d'éducation n'a que peu d'incidence sur ces points de vue (32 % à 34 % selon les niveaux, sans schéma linéaire clair), bien que la part de «ne sait pas» soit plus élevée chez les répondants ayant un niveau d'éducation inférieur. De même, les indépendants et les salariés sont plus optimistes (respectivement 41 % et 35 %) que ceux qui n'ont pas d'emploi (26 %). Les travailleurs manuels sont en ligne avec la moyenne (34 %), mais sont plus indécis, avec la part la plus élevée de «ne sait pas» (18 %). Enfin, ceux qui vivent dans un ménage sans enfants de moins de 15 ans sont nettement moins optimistes que ceux qui ont des enfants (29 % «totalement d'accord», contre 37 à 38 % chez ceux qui ont des enfants).

jeunes d'aujourd'hui, le même écart entre les hommes et les femmes apparaît: les hommes sont optimistes à 37 %, contre 30 % de femmes. De même, 27 % des femmes sont «totalement en désaccord», contre 22 % des hommes. Il existe également une certaine linéarité dans les différences entre les groupes d'âge: plus les répondants se rapprochent de la trentaine, plus ils sont optimistes quant à la prochaine génération: 31 % des jeunes de 15 à 18 ans pensent que les jeunes d'ici 30 ans auront les mêmes chances que ceux d'aujourd'hui, passant à 32 % chez les 19 à 24 ans et à 36 % chez les 25 à 30 ans. Il convient également de noter que, sur les deux points concernant les décideurs politiques, l'accord ne diffère pas d'un groupe d'âge à l'autre. Le niveau d'instruction n'a qu'un effet limité et les citadins restent plus optimistes (35 %) que ceux qui vivent dans les villes ou les banlieues (32 %), les habitants des zones rurales s'alignant sur la moyenne (34 %). La même hiérarchie par statut d'activité s'applique: les travailleurs indépendants sont en tête (39 %), devant les salariés (35 %) et les travailleurs manuels (32 %), ceux qui n'ont pas d'emploi arrivant en dernière position (27 %). Cependant, pour les parents ayant des enfants de moins de 15 ans, la tendance diffère de celle observée pour le sentiment d'avoir les mêmes chances que les générations précédentes: ici, les parents d'un ou deux enfants de moins de 15 ans restent les plus optimistes (37%), mais les parents de trois enfants ou plus retombent à 33%, proches de ceux sans enfants (31%).



Sur le sentiment que les jeunes d'ici 30 ans auront les mêmes chances de réussite que les



2.2 Apprentissage des enjeux sociétaux

Les jeunes Européens continuent d'en apprendre davantage sur les défis sociétaux. Seulement un sur six n'a rien appris de nouveau au cours des 12 derniers mois sur les sujets mentionnés dans l'enquête

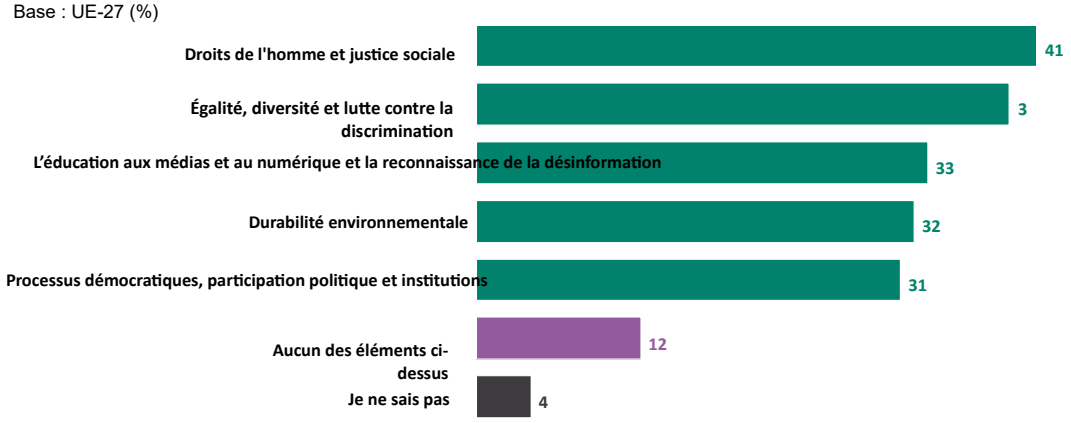
Une écrasante majorité de jeunes ont appris quelque chose de nouveau sur au moins un des sujets énumérés, avec seulement 12% n'ayant rien appris au cours de la dernière année et 4% répondant «ne sait pas». Aucun sujet ne ressort clairement: les droits de l'homme et la justice sociale sont le sujet le plus fréquemment cité (41 %), juste devant l'égalité, la diversité et la lutte contre la discrimination (39 %). Ils sont suivis par l'éducation aux médias et au numérique et la reconnaissance de la désinformation (33 %), de l'environnement (32 %) et des processus démocratiques et de la participation aux institutions politiques (31 %).

chose de nouveau sur les droits de l'homme et 48 % sur la durabilité environnementale, et au Luxembourg, 53 % ayant appris l'égalité/la diversité et 52 % sur l'éducation aux médias. L'Estonie suit de près l'éducation aux médias, avec 51 %.

La plus grande partie des répondants qui estiment n'avoir rien appris de nouveau sur l'un des cinq sujets se trouve à Chypre (27%, dix points de plus que le deuxième pays le plus élevé, la Bulgarie, avec 17%). Chypre enregistre également la plus faible proportion de personnes dans l'UE-27 qui en ont appris davantage sur la durabilité environnementale (19 %). Toutefois, la proportion de ceux qui ont appris davantage sur les processus démocratiques est conforme à la moyenne de l'UE (32 %). Il convient également de noter que la proportion la plus faible de personnes qui ont appris quelque chose de nouveau sur les processus démocratiques se trouve en Irlande (22 %), où les répondants sont néanmoins égaux ou supérieurs à la moyenne sur tous les autres sujets.

Q2 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous appris quelque chose de nouveau sur les sujets suivants?

Base : UE-27 (%)



Les différences nationales varient davantage selon les thèmes que selon le niveau global d'un pays

Lorsqu'il s'agit d'apprendre quelque chose de nouveau sur les défis sociétaux, les répondants à Malte, au Luxembourg et en Estonie se situent au-dessus de la moyenne de l'UE-27 pour chaque sujet énuméré. Les pourcentages les plus élevés par thème sont enregistrés à Malte, 54 % déclarant avoir appris quelque

L'apprentissage des défis sociétaux est plus fréquent chez les jeunes qui ont participé aux activités d'une organisation. Il diffère selon le sexe en fonction du sujet et diminue avec l'âge

Participer aux activités d'une organisation semble aller avec plus d'apprentissage sur les droits de l'homme et la justice sociale. 44% de ceux qui ont participé ont appris quelque chose sur ce sujet au cours de la dernière année, contre 32% de ceux qui ne l'ont pas fait.

Les femmes sont nettement plus susceptibles (43 %) que les hommes (39 %) de dire qu'elles ont appris quelque chose à ce sujet.

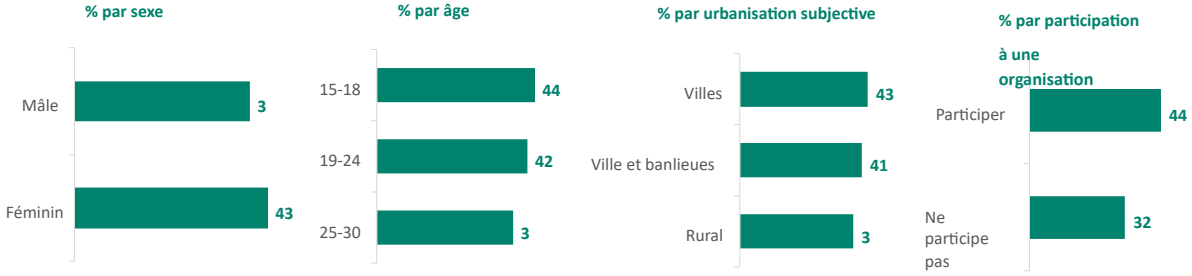
L'apprentissage de quelque chose de nouveau sur les droits de la personne et la justice sociale semble diminuer à partir de l'âge de 25 ans. 44 % des jeunes de 15 à 18 ans ont appris quelque chose à ce sujet, contre 42 % des jeunes de 19 à 24 ans et 38 % des jeunes de 25 à 30 ans. Cela peut sembler lié à la sortie de l'école ou de l'enseignement supérieur, mais le niveau réel d'éducation a peu d'incidence sur le résultat. Des niveaux similaires peuvent être observés dans tous les groupes: 41 % parmi les répondants ayant un niveau d'éducation inférieur, 42 % parmi ceux ayant un niveau d'éducation secondaire et 40 % parmi ceux ayant un niveau d'éducation supérieur. Sur ce sujet, les citadins se distinguent nettement (43%), devant ceux qui vivent dans les villes ou les banlieues (41%) et, surtout, les habitants des zones rurales (38%). Enfin, les travailleurs manuels se distinguent par un score nettement inférieur (37 %), contre 42 % pour les salariés et les personnes sans emploi et 41 % pour les travailleurs indépendants.

En ce qui concerne l'apprentissage de l'«égalité, de la diversité et de la lutte contre la discrimination», l'écart entre les hommes et les femmes se creuse davantage par rapport aux droits de l'homme: 42 % des femmes ont appris quelque chose de nouveau sur ce sujet au cours de l'année, contre 36 % des hommes, soit un écart de 6 points de pourcentage (contre 4 points pour les droits de l'homme). L'apprentissage est encore plus élevé chez les moins de 25 ans (42 % chez les 15 à 18 ans, 40 % chez les 19 à 24 ans, contre 37 % chez les 25 à 30 ans) et chez les citadins (40 % dans les villes et les banlieues, contre 37 % chez les habitants des zones rurales). Mais une fois de plus, c'est la participation à une organisation qui apparaît comme le moteur le plus puissant: 42% de ceux qui ont pris part aux activités d'une organisation ont appris quelque chose de nouveau sur ce sujet, contre seulement 31% de ceux qui ne le font pas, un écart de 11 points. Le niveau d'instruction, en revanche, reste un mauvais facteur de discrimination (39 % parmi les personnes n'ayant pas suivi l'enseignement primaire, primaire ou secondaire inférieur, 39 % parmi celles ayant suivi un enseignement secondaire et 40 % parmi celles ayant suivi un enseignement supérieur).

Q2 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous appris quelque chose de nouveau sur les sujets suivants?

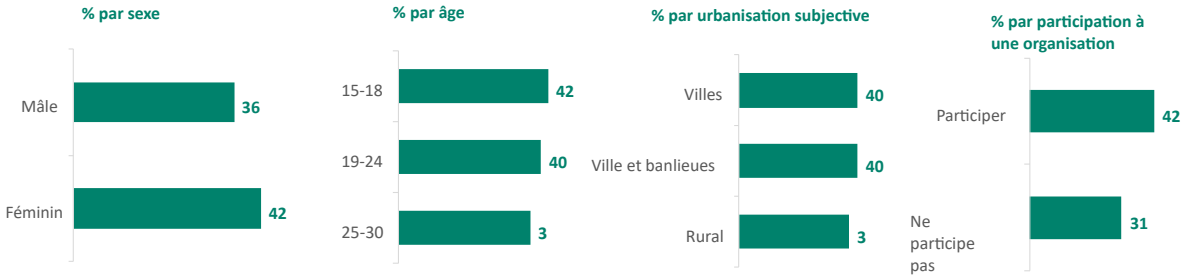
Base : UE-27 (%)

Droits de l'homme et justice sociale



Q2 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous appris quelque chose de nouveau sur les sujets suivants?

Égalité, diversité et lutte contre la discrimination



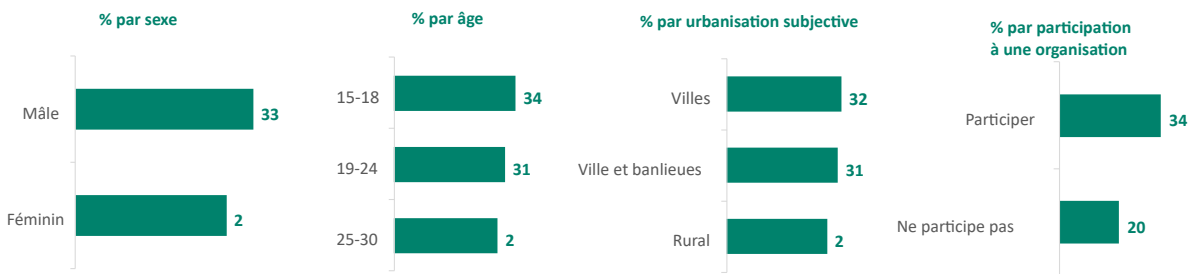
En ce qui concerne l'apprentissage des «processus démocratiques, de la participation politique et des institutions», l'écart entre les hommes et les femmes est inversé: les hommes déclarent avoir appris davantage que les femmes sur ce sujet (33 % contre 28 %, un écart de 5 points), ce qui en fait le sujet d'apprentissage. L'âge joue également un rôle, mais ici, une baisse s'installe à partir de l'âge de 18 ans (34% des 15 à 18 ans ont appris quelque chose de nouveau sur ce sujet au cours de l'année, contre 31% des 19 à 24 ans et 29% des 25 à 30 ans). Le niveau d'instruction est un autre facteur: 34 % des diplômés de l'enseignement supérieur, contre 30 % des diplômés de l'enseignement secondaire et 28 % des diplômés de l'enseignement inférieur. Les citadins se distinguent également (32%, contre 31% pour ceux des villes ou des banlieues et 28% pour les habitants des zones rurales). Enfin, la participation aux activités d'une organisation crée l'écart le plus important de tous: 34 % des jeunes qui ont participé aux activités d'une organisation ont appris quelque chose de nouveau sur ce sujet, contre 20 % de ceux qui ne l'ont pas fait.

Les médias traditionnels et numériques sont les sources d'apprentissage les plus fréquemment rapportées sur les sujets étudiés. Un peu plus du tiers de ceux qui ont appris quelque chose l'ont fait à l'école ou à l'université, par le biais de discussions avec leur famille et leurs amis ou de recherches autodirigées.

La presse et les médias sociaux sont les canaux les plus couramment utilisés pour en savoir plus sur les sujets abordés. Près de la moitié (48 %) des jeunes Européens qui ont appris quelque chose de nouveau au cours de l'année écoulée sur l'un des défis sociétaux testés l'ont fait par l'intermédiaire des médias traditionnels (télévision, radio, presse écrite) ou numériques (médias sociaux, podcasts, blogs). Un peu plus d'un tiers ont appris ces sujets à l'école ou à l'université (36 %) et par le biais de discussions avec leurs amis et leur famille (36 %). 35% ont effectué leurs propres lectures ou recherches sur ces sujets. Seul un jeune sur cinq a appris l'un des sujets sondés dans le cadre d'un événement public ou d'une campagne de sensibilisation (21 %). Enfin, seuls 18 % ont appris quelque chose de nouveau sur l'un des sujets testés en participant à des clubs de jeunes, à des

Q2 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous appris quelque chose de nouveau sur les sujets suivants?

Processus démocratiques, participation politique et institutions



organisations de la société civile ou au volontariat. Néanmoins, les clubs de jeunes et les organisations de la société civile travaillent souvent dans ou à côté de milieux éducatifs, ce qui peut signifier qu'une partie de cet apprentissage a été signalée sous «école ou université» ou sous «discussions avec la famille et les amis». Sur les cinq sujets, la participation aux activités d'une organisation est la répartition qui fait la plus grande différence, avant le sexe, l'âge, le niveau d'éducation, l'urbanisation et le statut d'activité. L'écart varie de 11 à 14 points de pourcentage.



Les médias sont la source d'apprentissage la plus souvent signalée pour les jeunes dans 23 des 27 États membres. En Bulgarie, en Pologne et à Malte, il occupe la deuxième place, après la lecture ou la recherche autodirigée. En Grèce, il se classe derrière les discussions avec la famille et les amis

Les médias, qu'ils soient traditionnels ou numériques, sont signalés par au moins la moitié des répondants dans onze États membres: Roumanie (62 %), Luxembourg (60 %), Slovénie (58 %), Estonie (55 %), Hongrie (54 %), Italie (53 %), France (52 %), Tchéquie (52 %), Lituanie (51 %), Malte (50 %) et Chypre (50 %). La proportion la plus élevée de jeunes utilisant les médias pour s'informer sur des sujets de société est enregistrée en Roumanie, près des deux tiers (62 %) des répondants ayant appris quelque chose sur au moins un des sujets interrogés par l'intermédiaire des médias traditionnels ou numériques, soit 14 points de plus que la moyenne de l'UE-27. C'est aussi presque deux fois plus élevé que le deuxième canal le plus utilisé parmi les jeunes Roumains, les discussions avec la famille et les amis, qui représente un tiers des répondants à cette question (32%). La part la plus faible sur la chaîne scolaire ou universitaire se trouve également en Roumanie (25 %), soit 11 points de moins que la moyenne de l'UE. Parmi les autres États membres dans lesquels les jeunes sont moins nombreux à avoir appris les sujets de l'enquête dans une école ou une université figurent la Hongrie (26 %), la Lituanie (28 %), la Bulgarie (28 %) et la Pologne (29 %). À titre de comparaison, l'Estonie (44 %), la Belgique (43 %) et la France (42 %) enregistrent les parts les plus élevées sur la chaîne scolaire ou universitaire. Les pays où le canal des clubs de jeunes, des organisations de la société civile et du volontariat est utilisé nettement au-dessus de la moyenne de l'UE-27, par exemple Malte (38 %), l'Estonie (37 %), le Luxembourg et la Slovénie (34 % chacun), ont également tendance à être au-dessus de la moyenne sur la plupart des autres canaux. Ces quatre pays sont les seuls États membres où les répondants sont au-dessus de la moyenne de l'UE-27 sur l'ensemble des six chaînes. Leur écart le plus important concerne les clubs de jeunes et les organisations de la société civile, où ils se situent entre 16 et 20 points au-dessus de la moyenne de l'UE-27. Cela pourrait indiquer que les clubs de jeunes ou les organisations de la société civile viennent s'ajouter aux autres canaux plutôt que de les remplacer. À Chypre (13 %), en Croatie et en Tchéquie (14 % chacun) et en Hongrie (15 %),

moins de répondants déclarent avoir appris par l'intermédiaire de clubs de jeunes ou d'organisations de la société civile. Enfin, les médias ne sont pas le premier canal partout: la lecture ou la recherche autodirigée vient en premier en Bulgarie (46 % contre 44 % pour les médias), en Pologne (48 % contre 47 %) et à Malte (51 % contre 50 % pour les médias); les discussions avec la famille et les amis arrivent en tête en Grèce (49% contre 43%).

étant utilisés par 48 % des répondants dans les villes, les zones périurbaines et les zones rurales. Le niveau d'instruction est toutefois un facteur de différenciation plus important: les médias sont utilisés par 45 % des personnes ayant un faible niveau d'instruction, 48 % des personnes ayant fait des études secondaires et 50 % des personnes ayant fait des études supérieures. Cela se retrouve dans la ventilation par statut d'activité: ceux qui n'ont pas d'emploi, qui sont encore étudiants ou qui

Q3 Comment avez-vous entendu parler de ces sujets?

Base: répondants ayant appris au moins un de ces sujets au cours des 12 derniers mois (22672) (%)

	UE-27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	Informatique	CY	LV	LT	LU	HU	MT	Pays-Bas	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Par l'intermédiaire des médias traditionnels (par exemple, télévision, radio, journaux), des médias numériques (par exemple, médias sociaux, podcasts, blogs)	48	47	44	52	48	43	55	48	43	46	52	48	53	50	46	51	60	54	50	42	40	47	45	62	58	42	46	43
Dans une école ou une université (cours, activités parascolaires)	36	43	28	34	38	33	44	40	34	35	42	35	40	32	36	28	40	26	39	35	36	29	34	25	37	30	40	39
Par le biais de discussions avec votre famille ou vos amis	36	31	34	31	39	35	41	36	49	36	37	36	36	45	37	31	42	34	47	37	37	37	36	32	42	31	34	35
Grâce à la lecture ou à la recherche autodirigée	35	26	46	25	39	38	43	35	40	40	27	42	34	32	39	36	40	35	51	34	33	48	35	26	40	32	42	32
Lors d'événements publics ou de campagnes de sensibilisation	21	24	21	20	27	24	35	19	21	20	21	18	18	18	29	22	32	22	35	20	19	19	22	16	32	23	21	19
En participant à des clubs de jeunes, à des organisations de la société civile et au volontariat	18	24	17	14	28	16	37	17	17	18	18	14	20	13	29	19	34	15	38	22	17	18	17	16	34	16	16	20

L'utilisation des médias pour en apprendre davantage sur des sujets sociétaux est cohérente entre les groupes d'âge, mais elle est plus répandue chez les personnes ayant un niveau d'éducation plus élevé et les jeunes sans emploi.

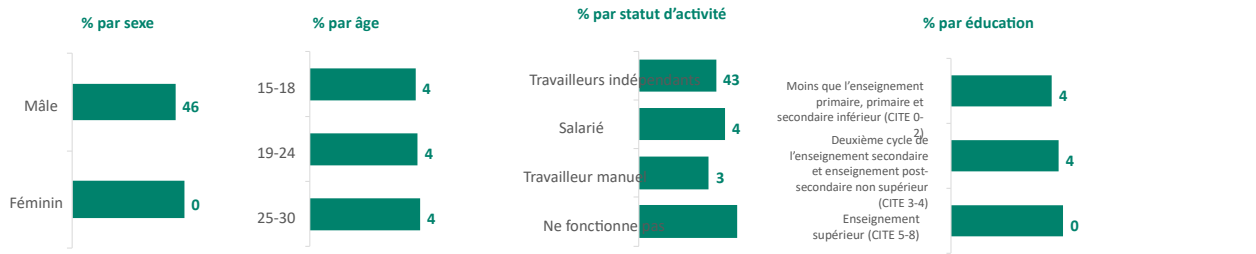
Les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'apprendre sur les sujets étudiés via les médias traditionnels ou numériques: la moitié de ceux qui ont appris quelque chose sur un ou plusieurs des problèmes sociétaux testés l'ont fait via les médias (50%), contre 46% des hommes. L'âge ne joue qu'un rôle limité, l'utilisation des médias apparaissant assez uniforme entre les groupes d'âge des 15 à 30 ans en Europe (47 % chez les 15 à 18 ans, 48 % chez les 19 à 24 ans, 49 % chez les 25 à 30 ans). De même, il n'y a pas de variation apparente dans l'utilisation des médias en fonction du degré d'urbanisation, les médias

ne sont pas encore sur le marché du travail, enregistrent le taux d'utilisation le plus élevé (55 %), les travailleurs manuels sont nettement plus faibles (39 %) et les travailleurs indépendants sont également en dessous de la moyenne (43 %). Il est intéressant de noter que l'effet moteur de la participation aux activités d'une organisation est inversé ici: les jeunes qui participent à une activité d'une organisation utilisent davantage tous les autres canaux couverts par la question que ceux qui ne le font pas. Pour les médias, le contraire est vrai: les non-participants dans les organisations s'élèvent à 54%, contre 47% parmi les participants. Cela suggère que les médias restent un bon moyen d'accès et d'exposition aux questions sociétales pour les jeunes qui ne participent pas à l'activité d'une organisation, tandis que les jeunes qui semblent diversifier leurs sources d'information plus largement.

Q3 Comment avez-vous entendu parler de ces sujets?

Base : répondants ayant appris l'existence d'au moins un de ces toics au cours des 12 derniers mois (22672) (%)

> Par les médias traditionnels tels que la télévision, la radio, les journaux , médias numériques tels que les médias sociaux, les podcasts, les blogs



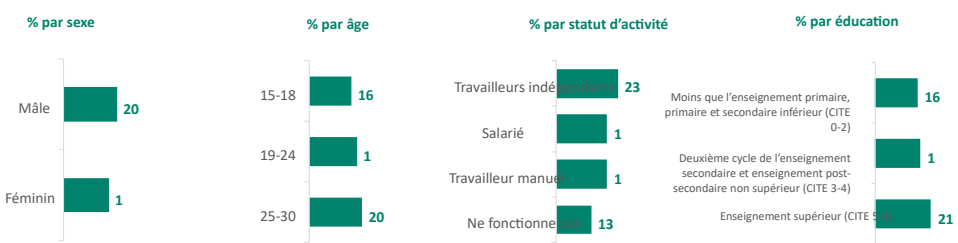
> L'apprentissage des sujets étudiés par la participation à des clubs de jeunes, à des organisations de la société civile ou au volontariat est plus fréquent chez les hommes et se généralise après l'âge de 2 ans . Il est également plus fréquemment mentionné par les répondants ayant un niveau d'éducation plus élevé.

Les hommes sont un peu plus susceptibles que les femmes de déclarer avoir pris connaissance des défis sociétaux par l'intermédiaire de clubs de jeunes, d'organisations de la société civile ou de volontariat: 20% ont appris quelque chose par ce canal sur les enjeux sociétaux testés, contre 17% de femmes. On observe également une progression avec l'âge (16 % chez les 15 à 18 ans, 18 % chez les 19 à 24 ans, 20 % chez les 25 à 30 ans), tandis qu'une tendance inverse est observée à l'école ou à l'université (49 % chez les 15 à 18 ans, 37 % chez les 19 à 24 ans et 27 % chez les 25 à 30 ans). L'apprentissage par ce canal semble donc s'accumuler après la sortie de l'école et à l'entrée dans la vie active. Cela dit, il ne semble pas déconnecté des structures scolaires, étant donné que les personnes ayant un niveau d'éducation supérieur sont également celles qui continuent d'apprendre le plus par ce canal (21 % parmi les personnes ayant un niveau d'éducation supérieur, contre 17 % parmi celles ayant un niveau d'éducation secondaire et 16 % parmi celles ayant un niveau d'éducation inférieur). 21 % des répondants dans les villes citent des associations, contre 16 à 17 % dans les zones périurbaines ou rurales. Enfin, selon le statut d'activité, les travailleurs indépendants sont en tête (23 %), suivis des salariés et des travailleurs manuels (19 % chacun), ceux qui n'ont pas d'emploi étant nettement plus faibles (13 %).

Q3 Comment avez-vous entendu parler de ces sujets?

Base : répondants ayant appris l'existence d'au moins un de ces toics au cours des 12 derniers mois (22672) (%)

En participant à des clubs de jeunes, à des organisations de la société civile et au volontariat



2.3 Sentiments et attentes à l'égard de l'UE dans la vie quotidienne

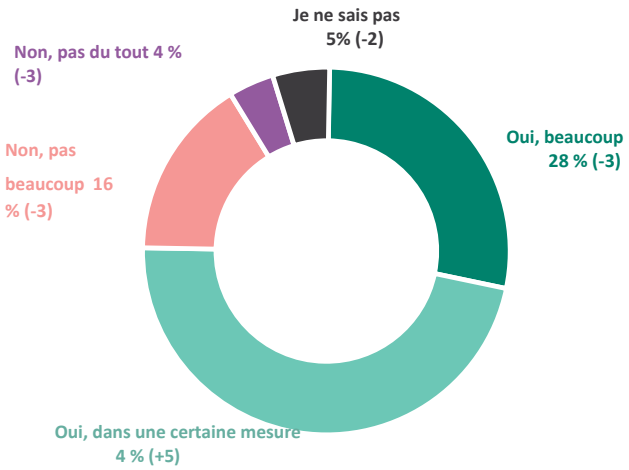
Trois quarts des jeunes Européens estiment que les mesures prises par l'UE ont une incidence sur leur vie quotidienne, et plus d'un quart estiment que ces mesures ont une incidence significative sur eux.

75 % des jeunes de 15 à 30 ans en Europe estiment que les mesures prises par l'Union européenne ont une incidence sur leur vie quotidienne, soit huit points de plus que lors de l'enquête précédente.[2] Plus d'un quart estiment également que l'Union européenne a un fort impact (28 % «oui, beaucoup»). En revanche, seuls 20 % pensent que les mesures prises par l'UE n'ont aucune incidence sur leur vie quotidienne, ou au mieux une incidence limitée (16 % «non, pas grand-chose» et seulement 4 % «non, pas du tout»), tandis que 5 % répondent «ne sait pas».

Bas sont les moins susceptibles de se sentir affectés.

Les pays dans lesquels les répondants sont les plus susceptibles d'affirmer que les mesures prises par l'UE ont une incidence sur leur vie quotidienne sont Malte (94 % «oui total», dont 30 % «oui, très bien»), le Luxembourg (91 %, dont 36 % «très bien»), la Hongrie (85 %, dont 35 % «oui, très bien»), la Pologne (84 %, dont 39 % «oui, très bien») et l'Estonie (84 %, dont 32 % «très bien»). La proportion la plus élevée de répondants ayant répondu «oui, très bien» dans l'UE-27 se trouve en Roumanie (44 %). 82 % des jeunes Roumains pensent donc que ce qui se fait au niveau de l'UE a une incidence sur leur vie quotidienne, et plus de la moitié de ces taux ont une incidence aussi forte. Il convient également de rappeler que les jeunes Roumains étaient une faible majorité (51 %) à penser que les décideurs politiques de l'UE tiennent compte des conséquences à long terme de leurs décisions.

Q14 Diriez-vous que les mesures prises par l'UE ont une incidence sur votre vie quotidienne ou non?



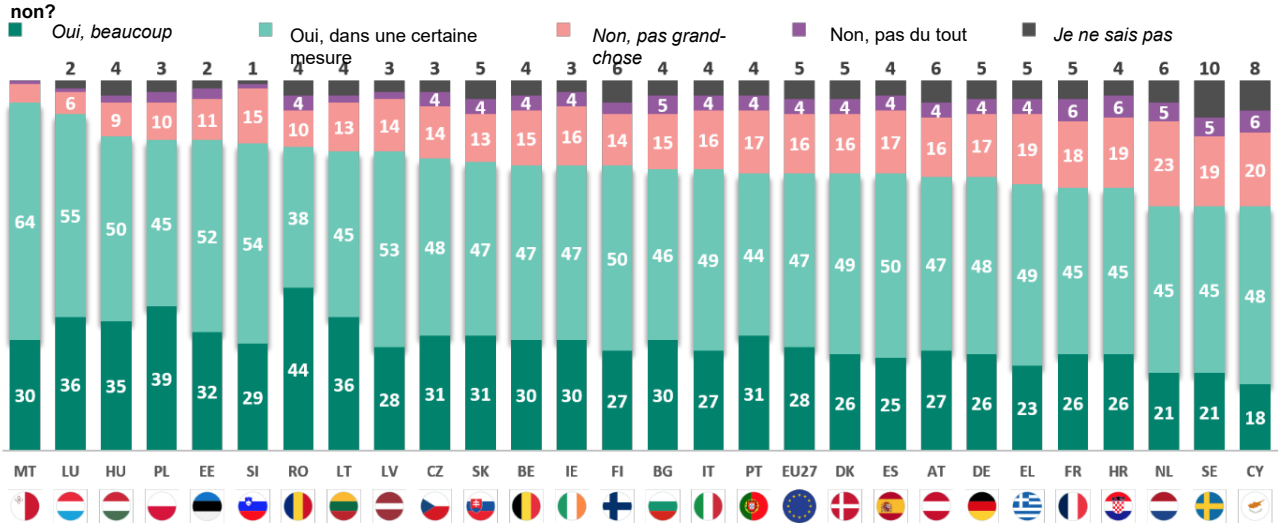
Les analyses des tendances sont fondées sur des comparaisons avec l'Eurobaromètre Flash 545 (Jeunesse et démocratie), réalisé entre le 3 et le 12 avril 2024.

Dans tous les États membres de l'UE, au moins deux tiers des jeunes estiment que les mesures prises par l'UE ont une incidence sur leur vie quotidienne. Les jeunes de Chypre, de Suède et des Pays-

Les Pays-Bas enregistrent la part combinée la plus élevée de répondants ayant répondu «non, pas beaucoup» ou «non, pas du tout» (28 %), devant les jeunes de Chypre (26 %) et de Suède (24 %); dans chacun de ces pays, 66 % des jeunes de 15 à 30 ans pensent néanmoins que l'UE a une incidence sur leur vie quotidienne. Les pourcentages de répondants qui «ne savent pas» sont les plus élevés en Suède et à Chypre (respectivement 10 % et 8 %).

2 Eurobaromètre Flash sur la jeunesse et la démocratie (FL545) réalisé en avril 2024 https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/3181

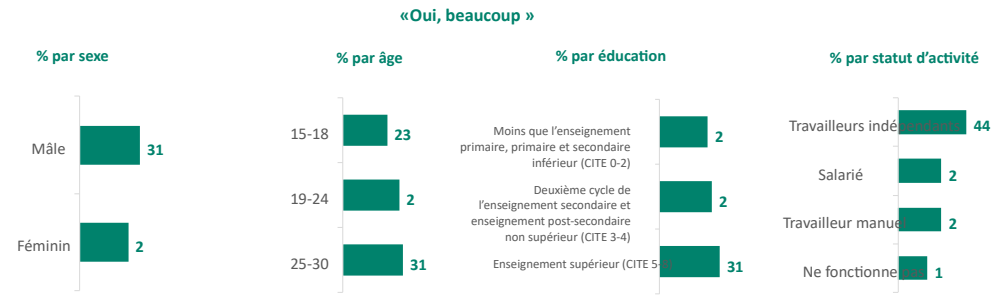
Q14 Diriez-vous que les mesures prises par l'UE ont une incidence sur votre vie quotidienne ou non?



Les hommes se sentent plus touchés que les femmes par les mesures prises par l'UE. Ce sentiment augmente avec l'âge et le niveau d'instruction.

Près d'un tiers des hommes (31 %) perçoivent l'impact des mesures prises par l'UE sur leur vie quotidienne comme «très important», contre un quart des femmes qui disent «oui, beaucoup». L'intensité de ce sentiment varie également avec l'âge, augmentant après 18 ans: 23 % disent «oui, beaucoup» chez les jeunes de 15 à 18 ans, contre 29 % chez les jeunes de 19 à 24 ans et 31 % chez les jeunes de 25 à 30 ans. Cette proportion augmente également avec le niveau d'instruction: 25 % des personnes ayant un niveau d'éducation inférieur se sentent «très» touchées par le niveau européen, contre 27 % des personnes ayant un niveau d'éducation secondaire et 31 % des personnes ayant un niveau d'éducation supérieur. Les travailleurs indépendants se sentent également nettement plus «très» touchés par l'UE: ils s'élèvent à 44 %, contre 28 % pour les salariés et les travailleurs manuels et 19 % pour les personnes sans emploi. Enfin, un tiers des répondants qui ont participé à l'activité d'une organisation se sentent «très» touchés par les mesures prises par l'UE, contre 18 % de ceux qui ne l'ont pas fait.

Q14 Diriez-vous que les mesures prises par l'UE ont ou non une incidence sur votre vie quotidienne?



Les jeunes attendent d'abord de l'UE qu'elle préserve la paix et renforce la sécurité internationale, qu'elle lutte contre la pauvreté et les inégalités économiques et sociales et qu'elle augmente les possibilités d'emploi

Les attentes des jeunes Européens à l'égard de l'Union européenne se concentrent avant tout sur trois priorités sélectionnées chacune par environ un tiers des répondants: préserver la paix, renforcer la sécurité internationale et promouvoir la coopération internationale (33 %, soit une légère baisse de 4 points par rapport à l'enquête précédente),[3] lutter contre la pauvreté et les inégalités économiques et sociales (32 %), et accroître les possibilités d'emploi pour les jeunes (31 %, soit une hausse de 3 points par rapport à la FL545 en 2024 et la plus forte augmentation sur cette question, la faisant passer de la quatrième à la troisième place parmi les attentes des jeunes Européens). Ensuite, 28 % des personnes interrogées déclarent s'attendre à ce que l'UE promeuve les droits de l'homme, la démocratie et les valeurs européennes communes. Un jeune européen sur cinq (21 %) attend de l'Union européenne qu'elle promeuve une politique respectueuse de l'environnement et lutte contre le changement climatique. Si les autres thèmes prioritaires sont restés globalement stables depuis la dernière enquête, le thème du climat et de l'environnement a chuté de 5 points en 2026, ce qui constitue le changement le plus important sur cette question, la portant au même niveau que la promotion de sociétés inclusives, y compris l'égalité entre les hommes et les femmes et la lutte contre la discrimination (21 %, stable). Enfin, de plus petits pourcentages de jeunes déclarent s'attendre à ce que l'UE joue un rôle important dans la résolution des problèmes de santé (18 %), rassemble des jeunes de différentes parties de l'Union européenne (16 %) et promeuve la numérisation de la société (14 %).

> Dans l'ensemble des pays, trois attentes se distinguent le plus clairement en augmentant les possibilités d'emploi pour les jeunes d'abord ou à égalité dans 11 pays , lutter contre la pauvreté et les inégalités économiques et sociales, et préserver la paix 10 chaque . Cependant, parmi les jeunes suédois, la promotion des droits de l'homme, de la démocratie et des valeurs européennes communes est la principale attente.

L'augmentation des possibilités d'emploi pour les jeunes est l'attente la plus fréquemment sélectionnée dans 11 pays, les pourcentages les plus élevés étant enregistrés en Italie et en Croatie (40 % chacun). Préserver la paix, renforcer la sécurité internationale et promouvoir la coopération internationale sont les attentes les plus fréquemment sélectionnées dans 10 pays, avec un pic en Finlande (40%) et à Chypre (41%, le score le

Q15 Qu'attendez-vous de l'Union européenne pour votre génération Vous pouvez sélectionner jusqu'à trois réponses.



3 Eurobaromètre Flash sur la jeunesse et la démocratie (FL545) réalisé en avril 2024 https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/3181

plus élevé sur ce point). La lutte contre la pauvreté et les inégalités économiques et sociales est également l'attente la plus fréquemment sélectionnée dans 10 pays, atteignant un maximum à Chypre (58%), le seul pays et élément à dépasser 50%. Il existe également plusieurs cas de lien entre deux attentes: les jeunes en Bulgarie (39% chacun), en Croatie (40% chacun) et au Portugal (37% chacun) placent l'augmentation des possibilités d'emploi au même niveau que la lutte contre la pauvreté, tandis que ceux de Lituanie (34%) et de Roumanie (33%) la partagent entre les possibilités d'emploi et la préservation de la paix. En Suède, les jeunes sont les seuls à accorder la priorité à la promotion de la démocratie fondée sur les droits de l'homme et des valeurs européennes communes (40 %). Les attentes des jeunes en Irlande sont centrées sur l'économie: l'augmentation des possibilités d'emploi vient en premier (39%), la lutte contre la pauvreté et les inégalités économiques et sociales en deuxième position (33%), tandis que le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale figurent parmi les plus bas des 27 (26%, seulement moins en Slovaquie avec 23%). En ce qui concerne la promotion d'une politique respectueuse de l'environnement, les pourcentages les plus élevés sont enregistrés au Luxembourg et en Slovénie, avec 30 % chacun, suivis du Danemark (29 %), de Malte (28 %), de l'Estonie (27 %) et de la Belgique (26 %).

D'un point de vue sociodémographique, il existe un fort écart entre les hommes et les femmes dans ce qu'ils disent attendre le plus de l'Union européenne.

Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de citer la lutte contre la pauvreté (35 % contre 30 % pour les hommes), la préservation de la paix et le renforcement de la sécurité internationale (35 % contre 30 %), les possibilités d'emploi pour les jeunes (33 % contre 28 %), la promotion des droits de l'homme/de la démocratie (30 % contre 25 %) et, enfin, la promotion de sociétés inclusives, y compris l'égalité entre les hommes et les femmes (24 % contre 18 %). Des proportions similaires d'hommes et de femmes mentionnent la promotion d'une politique respectueuse de l'environnement et le fait de jouer un rôle important dans la résolution des problèmes de santé. Les hommes sont plus susceptibles que les femmes de mentionner la numérisation de la société (17 % contre 10 %) et de rassembler des jeunes de différentes régions de l'UE (17 % contre 14 %). L'âge, en revanche, a peu d'incidence sur les attentes de l'Union européenne, avec des scores pour les 15-18 ans et les 19-30 ans rapprochés, y compris sur les possibilités d'emploi (30% contre 31%) et la politique environnementale (20% contre 21%). La seule variation notable est que 34 % des 15-18 ans mentionnent la lutte contre la pauvreté et les inégalités économiques et sociales, contre 31 % chez les 19-24 ans et 32 % chez les 25-30 ans. Dans le même temps, les diplômés de l'enseignement supérieur sont nettement plus susceptibles de mentionner la promotion de sociétés inclusives (24 % contre 18 % chez les répondants ayant un faible niveau d'éducation), la promotion d'une politique respectueuse de l'environnement (24 % contre 19 %) et la préservation de la paix (33 % contre 30 %). En ce qui concerne les possibilités d'emploi et la lutte contre la pauvreté, toutefois, les pourcentages de répondants sont presque identiques, quel que soit le niveau d'éducation atteint (contre 30 %), les possibilités d'emploi pour les jeunes (33 % contre 28 %), la promotion des droits de l'homme/de la démocratie (30 % contre 25 %) et, enfin, la promotion de sociétés inclusives, y compris l'égalité entre les hommes et les femmes (24 % contre 18 %). Des proportions similaires d'hommes et de femmes mentionnent la promotion d'une politique respectueuse de l'environnement et le fait de jouer un rôle important dans la résolution des problèmes de santé. Les hommes sont plus susceptibles que les femmes de mentionner la numérisation de la société (17 % contre 10 %) et de rassembler des jeunes de différentes régions de l'UE (17 % contre 14 %). L'âge, en revanche, a peu d'incidence sur les attentes de l'Union européenne, avec des scores pour les 15-18 ans et les 19-30 ans rapprochés, y compris sur les possibilités d'emploi (30% contre 31%) et la politique environnementale (20% contre 21%). La seule variation notable est que 34 % des 15-18 ans mentionnent la lutte contre la pauvreté

et les inégalités économiques et sociales, contre 31 % chez les 19-24 ans et 32 % chez les 25-30 ans. Dans le même temps, les diplômés de l'enseignement supérieur sont nettement plus susceptibles de mentionner la promotion de sociétés inclusives (24 % contre 18 % chez les répondants ayant un faible niveau d'éducation), la promotion d'une politique respectueuse de l'environnement (24 % contre 19 %) et la préservation de la paix (33 % contre 30 %). Toutefois, en ce qui concerne les possibilités d'emploi et la lutte contre la pauvreté, les pourcentages de répondants sont presque identiques, quel que soit leur niveau d'éducation.

3. Participation des jeunes à la vie civique

3.1 Attentes concernant les politiques en faveur de la jeunesse

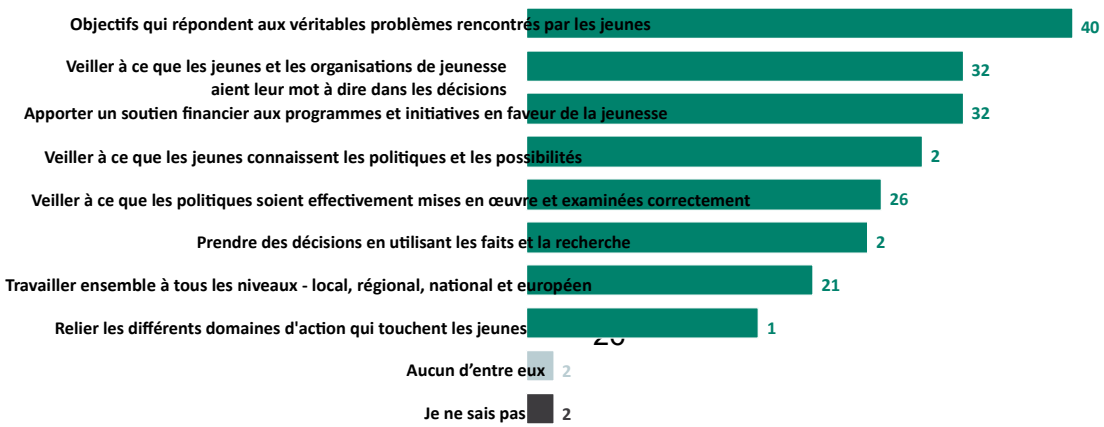
Les jeunes Européens demandent tout d'abord que les politiques en faveur de la jeunesse s'attaquent aux véritables problèmes auxquels ils sont confrontés.

Le point qui ressort clairement parmi les répondants comme le plus important pour obtenir des résultats dans les politiques de la jeunesse est que leurs objectifs doivent aborder les vrais problèmes auxquels les jeunes sont confrontés. Ce chiffre est cité par 40 % des jeunes de 15 à 30 ans dans l'UE, bien en avance sur les deux points suivants, qui sont sélectionnés au même niveau: veiller à ce que les jeunes et les organisations de jeunesse aient leur mot à dire dans les décisions (32 %) et apporter un soutien financier aux programmes et initiatives en faveur de la jeunesse (32 %). Trois autres critères suivent, entre 25 % et 29 %: s'assurer que les jeunes connaissent les politiques et les possibilités existantes (29 %), s'assurer que les politiques sont effectivement mises en œuvre et examinées correctement (26 %) et prendre des décisions en utilisant les faits et la recherche (25 %). Enfin, la coopération institutionnelle aux niveaux local, régional, national et de l'UE est sélectionnée par un répondant sur cinq (21 %), et la mise en relation de différents domaines d'action touchant les jeunes est citée par 17 %.

S'attaquer aux véritables problèmes rencontrés par les jeunes est de loin la réponse la plus courante: elle se classe au premier rang dans 21 des 27 pays.

Dans la majorité des États membres de l'UE, les jeunes considèrent que les objectifs visant à résoudre les véritables problèmes auxquels ils sont confrontés sont les plus importants pour obtenir des résultats dans les politiques en faveur de la jeunesse. La note la plus élevée pour ce poste dans l'ensemble de l'UE est enregistrée à Chypre (54 %), même s'il ne s'agit pas du poste le plus cité, suivie de la Finlande (52 %) et de Malte (47 %). Dans quatre pays, l'octroi d'un soutien financier aux programmes en faveur de la jeunesse est l'option la plus fréquemment retenue: Chypre (61 %), la Roumanie (40 %), la Grèce (46 %) et la Lituanie (36 %). En Suède, «veiller à ce que les jeunes connaissent les politiques et les possibilités» occupe la première place (37 %), tandis qu'au Danemark, «veiller à ce que les jeunes et les organisations de jeunesse aient leur mot à dire dans les décisions» est l'option la plus fréquemment choisie (37 %).

T1 Selon vous, lesquels des éléments suivants sont les plus importants pour obtenir des résultats dans les politiques destinées aux jeunes? Sélectionnez jusqu'à trois options.



Un écart entre les sexes est observé pour presque tous les critères de réussite proposés.

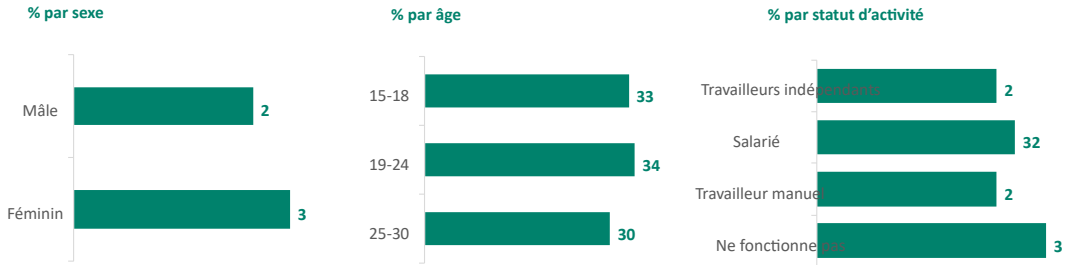
Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de sélectionner la plupart des thèmes proposés: «objectifs qui répondent aux véritables problèmes rencontrés par les jeunes» (43 % contre 36 % pour les hommes), «jeunes ayant leur mot à dire dans les décisions» (35 % contre 29 %), «soutien financier aux programmes et initiatives en faveur de la jeunesse» (34 % contre 30 %) et «garantir que les jeunes connaissent les politiques et les possibilités» (31 % contre 28 %). Les hommes sont plus susceptibles de choisir: «décisions fondées sur des données

Q1 Selon vous, lesquels des éléments suivants sont les plus importants pour obtenir des résultats dans les politiques destinées aux jeunes? Sélectionnez jusqu'à trois options.

	UE-27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	Informatique	CY	LV	LT	LU	HU	MT	Pays-Bas	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Objectifs qui répondent aux véritables problèmes rencontrés par les jeunes	40	37	41	45	36	38	38	41	44	38	40	46	41	54	41	34	44	42	47	39	38	41	42	33	46	44	52	35
Veiller à ce que les jeunes et les organisations de jeunesse aient leur mot à dire dans les décisions	32	32	30	29	37	29	37	39	34	29	34	30	37	41	33	33	40	25	36	29	28	34	38	32	33	27	38	31
Apporter un soutien financier aux programmes et initiatives en faveur de la jeunesse	32	33	33	28	29	23	35	36	46	31	32	43	39	61	39	36	30	42	33	34	24	33	33	40	35	30	33	30
Veiller à ce que les jeunes connaissent les politiques et les possibilités	29	31	28	26	32	26	36	28	24	35	31	25	32	25	25	27	33	25	34	30	28	23	35	25	34	27	28	37
Veiller à ce que les politiques soient effectivement mises en œuvre et examinées correctement	26	26	27	12	35	28	29	25	24	29	20	31	28	26	19	20	36	22	34	27	28	33	29	23	30	18	13	28
Prendre des décisions en utilisant les faits et la recherche	25	26	27	23	30	22	33	22	23	30	29	27	24	24	33	28	30	24	39	24	23	25	22	20	32	24	24	24
Travailler ensemble à tous les niveaux: local, régional, national et européen	21	21	28	20	23	24	30	22	23	17	16	24	22	19	28	26	24	20	16	21	23	23	23	25	27	25	19	20
Relier les différents domaines d'action qui touchent les jeunes	17	17	18	20	21	16	26	18	16	20	18	17	14	11	20	18	24	18	29	17	17	18	18	15	26	18	18	20

Q1 Selon vous, laquelle des options suivantes est la plus importante pour obtenir des résultats dans les politiques destinées aux jeunes? Choisissez jusqu'à trois options.

Veiller à ce que les jeunes et les organisations de jeunesse aient leur mot à dire dans les décisions

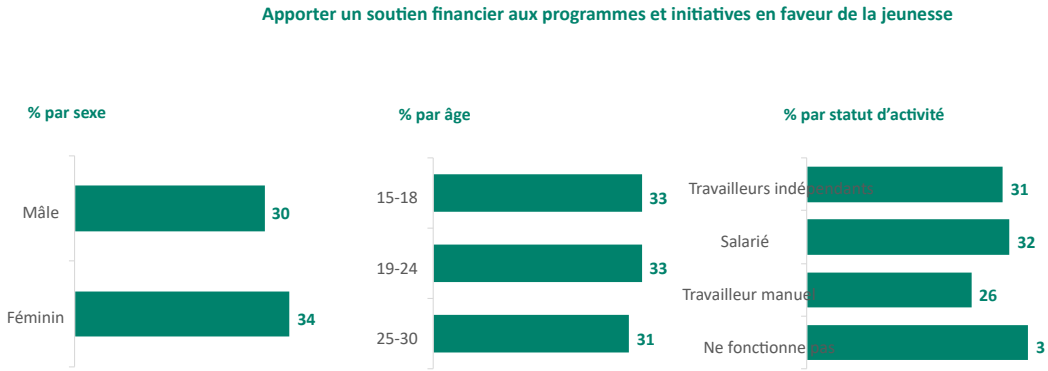


probantes et des recherches» (27 % chez les hommes contre 23 % chez les femmes), «travailler ensemble à tous les niveaux» (22 % contre 20 %) et «connecter différents domaines d'action qui touchent les jeunes» (18 % contre 17 %). La demande pour que les jeunes et les organisations de jeunesse aient leur mot à dire dans les décisions est tout aussi forte parmi les répondants qui ont pris part aux activités d'une organisation au cours des 12 derniers mois et parmi ceux qui n'ont pas: 32% sélectionnent cet élément dans les deux groupes. C'est le seul élément où les deux groupes sont au même niveau. La sélection de ce poste varie néanmoins selon le statut d'activité, ceux qui n'ont pas d'emploi le sélectionnant plus souvent (37 %) que les travailleurs indépendants et les travailleurs manuels (29 % chacun). Des variations selon l'âge sont également observées: 33 % chez les 15 à 18 ans, 34 % chez les 19 à 24 ans et 30 % chez les 25 à 30 ans. Il est également sélectionné plus souvent par les femmes (35%) que par les hommes (29%).

De même, le «soutien financier aux programmes en faveur de la jeunesse» est plus souvent cité par les jeunes sans emploi (35 %) que par les salariés (32 %), les travailleurs indépendants (31 %) et les travailleurs manuels (26 %). Ce poste est plus fréquemment choisi par les moins de 25 ans (33 % chez les 15 à 18 ans et les 19 à 24 ans) que par les 25 à 30 ans (31 %). Une différence entre les groupes de genre est également observée, avec plus de femmes que d'hommes citant cet élément (34% contre 30%).

y compris le dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse ou les panels de citoyens européens) est sélectionnée par 29 % comme l'un des moyens les plus efficaces pour les jeunes de faire entendre leur voix auprès des décideurs. Un quart des jeunes mentionnent la participation à des organisations d'étudiants ou de jeunes (27 %) et la «participation à des mouvements politiques, à des partis ou à des syndicats» (26 %). Une personne sur cinq (20 %) estime qu'il est efficace de faire du bénévolat pour une organisation caritative ou une organisation de campagne, et 17 %

Q1 Selon vous, lesquels des éléments suivants sont les plus importants pour obtenir des résultats dans les politiques destinées aux jeunes? Sélectionnez jusqu'à trois options.



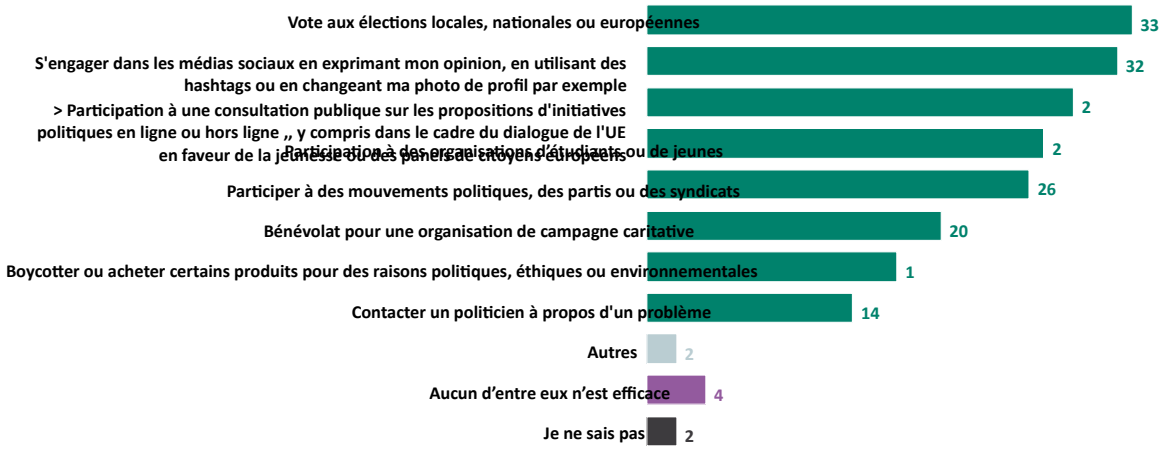
Le vote aux élections et la participation aux médias sociaux sont considérés comme les actions les plus efficaces pour faire entendre la voix des jeunes auprès des décideurs.

33 % des jeunes pensent que voter aux élections locales, nationales ou européennes est l'un des moyens les plus efficaces de faire entendre leur voix, au même niveau que l'engagement sur les médias sociaux, par exemple au moyen de hashtags ou en modifiant une photo de profil (32 %). Dans l'Eurobaromètre Flash 2024, le vote a été sélectionné par 38 % et la participation aux médias sociaux par 32 %. Bien que la proportion de répondants ayant choisi «l'engagement dans les médias sociaux» n'ait pas changé, l'écart entre l'efficacité perçue du vote et l'engagement dans les médias sociaux s'est réduit.

La participation aux consultations publiques sur les initiatives politiques (en ligne ou hors ligne,

considèrent que le boycott ou l'achat de produits pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales est efficace. Contacter un politicien au sujet d'un problème est la moins souvent sélectionnée des actions testées: 14 % des jeunes de 15 à 30 ans ont choisi cette action. Presque tous les jeunes voient au moins une façon de faire entendre leur voix, seulement 4% considèrent qu'aucune des actions énumérées n'est efficace. Il convient également de noter que d'autres canaux institutionnels de participation sont relativement bien placés dans les résultats (plus de 25 %), alors qu'à l'inverse, les formes individuelles de mobilisation telles que le boycottage ou l'achat de certains produits ou la prise de contact avec des responsables politiques sur une question sont considérées comme moins efficaces.

Q4 Selon vous, quelles sont les mesures les plus efficaces pour faire entendre la voix des jeunes auprès des décideurs? Vous pouvez sélectionner jusqu'à trois réponses.



La proportion de répondants ayant choisi le «vote aux élections» comme l'un des moyens les plus efficaces de faire entendre la voix des jeunes auprès des décideurs varie d'environ un quart à un peu plus de 40 % d'un pays à l'autre.

Le vote aux élections est l'action la plus fréquemment sélectionnée dans la plupart des États membres. Dans aucun d'entre eux, cependant, il n'est sélectionné par une majorité de répondants. Les actions sélectionnées sont les plus élevées en Italie et à Chypre (41%), suivies par la Bulgarie (40%), la Slovénie (39%), la France et le Portugal (38% chacun), et la Grèce et la Pologne (37%). À l'autre extrémité de l'échelle, les parts les plus faibles sont enregistrées en Autriche (25 %), en Allemagne, en Lituanie et aux Pays-Bas (26 % chacun) et en Belgique, en Lettonie et en Slovaquie (28 % chacun). En Autriche, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Belgique, les répondants choisissent de s'engager dans les médias sociaux plus fréquemment que de voter: l'Autriche (37 % contre 25 % pour le vote), l'Allemagne (35 % contre 26 %), les Pays-Bas (31 % contre 26 %) et la Belgique (32 % contre 28 %, la consultation publique ayant été sélectionnée par 30 %). En revanche, les répondants en Lituanie, en Lettonie et en Slovaquie sont plus susceptibles de choisir des mécanismes de consultation ou des formes collectives d'organisation. En Lettonie, la consultation publique domine (36 %, y compris le dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse/les panels de citoyens), devant la participation aux organisations de jeunesse et aux médias sociaux (33 % dans les deux cas). En Slovaquie, la consultation publique arrive également en tête (33 %), juste devant les médias sociaux (32 %). En Lituanie, les organisations d'étudiants ou de jeunes arrivent en première position (32 %), suivies d'une consultation publique (30 %), les médias sociaux n'occupant que la troisième place (28 %).

Les jeunes des pays dans lesquels une part importante des répondants conviennent que les décideurs politiques tiennent compte des conséquences à long terme de leurs décisions sont plus susceptibles de choisir «s'engager dans les médias sociaux» comme une action efficace pour faire entendre la voix des jeunes auprès des décideurs: c'est le cas au Luxembourg, à Malte et en Estonie.

En Italie et à Chypre, où la part de ceux qui conviennent que les décideurs politiques tiennent compte des conséquences à long terme de leurs décisions est faible, l'action la plus fréquemment sélectionnée est le «vote». Les pourcentages les plus élevés de répondants ayant choisi de «participer à des organisations de jeunesse» se trouvent à Malte (43 %), suivi du Luxembourg (39 %), du Portugal (36 %), de la Slovénie (35 %), de la Croatie (34 %), de la Lettonie (33 %), de l'Estonie et de la Lituanie (32 % chacune) et de l'Italie (31 %).

L'efficacité perçue des organisations de jeunesse semble être associée à l'efficacité

perçue de la participation à un mouvement ou à un parti politique. Cette tendance peut être observée au Luxembourg, où de nombreux répondants ont sélectionné les deux actions (39 % et 37 %). De même, les répondants qui considèrent que communiquer avec un politicien est efficace semblent également avoir tendance à considérer les consultations publiques comme efficaces. L'Estonie, par exemple, figure parmi les pays les mieux classés pour les deux formes d'action (24 % et 38 %).

Parmi les jeunes qui ne sont impliqués dans aucune organisation, le vote est l'action la plus souvent sélectionnée comme efficace.

40 % des répondants qui n'ont pas participé aux activités d'une organisation au cours de l'année écoulée pensent que le vote est un moyen efficace de faire entendre la voix des jeunes, contre seulement 32 % de ceux qui ont participé aux activités d'au moins une organisation. Cependant, les autres actions ont été moins souvent sélectionnées par ceux qui n'ont pas participé à une organisation que ceux qui l'ont fait. Ceux qui n'ont pas participé à une organisation sont également beaucoup plus susceptibles de croire qu'aucune des actions énumérées n'est efficace (9 % «aucune d'entre elles», contre 4 % au total).

Parmi les profils qui ont tendance à considérer les différentes formes d'action comme globalement moins efficaces, les travailleurs manuels se distinguent, étant généralement en dessous de la moyenne sur presque tous les leviers testés, sauf lorsqu'il s'agit de contacter un politicien sur une question (16%, sur un pied d'égalité avec les autres groupes de travail, tandis que ceux qui n'ont pas d'emploi s'élèvent à 12%). Les répondants ayant un niveau d'éducation inférieur (CITE 0-2) suivent le même schéma, inférieur à la moyenne pour 5 des 8 actions.

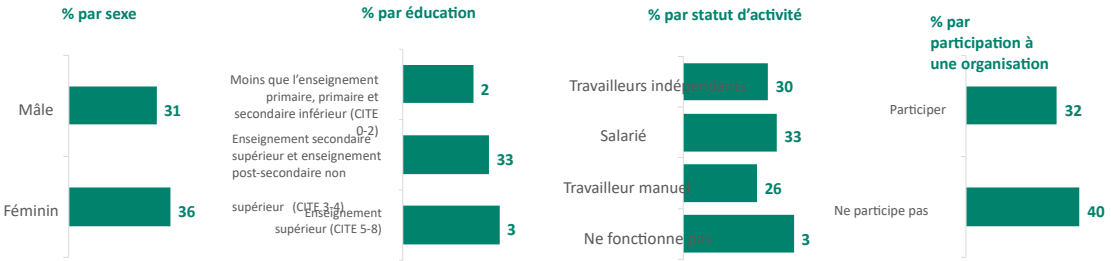
Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de considérer le vote comme l'une des actions les plus efficaces (36 % contre 31 % pour les hommes). L'efficacité perçue du vote varie également en fonction du niveau d'éducation: elle est sélectionnée par 27 % des personnes ayant un niveau d'éducation inférieur, 33 % des personnes ayant un niveau d'éducation secondaire et 37 % des personnes ayant un niveau d'éducation supérieur. Les travailleurs manuels sont parmi les moins susceptibles de choisir de voter (26 %), tandis que ceux qui n'ont pas d'emploi semblent accorder plus d'importance au vote (39 %).

Q4 Selon vous, quelles sont les mesures les plus efficaces pour faire entendre la voix des jeunes auprès des décideurs? Vous pouvez sélectionner jusqu'à trois réponses.

	UE-27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	Information	CY	LV	LT	LU	HU	MT	Pays-Bas	AT	PL	PT
Vote aux élections locales, nationales ou européennes	33	28	40	30	34	26	35	32	37	34	38	32	41	41	28	26	32	29	29	26	25	37	38
S'engager dans les médias sociaux en exprimant mon opinion, en utilisant des hashtags ou en changeant ma photo de profil par exemple	32	32	23	33	35	35	38	36	31	34	33	27	27	36	33	28	40	33	39	31	37	34	22
Participation à une consultation publique sur les initiatives politiques proposées (en ligne ou hors ligne), y compris dans le cadre du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse ou des panels de citoyens européens	2	30	34	28	35	25	38	27	35	31	25	28	33	41	36	30	37	33	39	26	24	31	29
Participation à des organisations d'étudiants ou de jeunes	2	28	23	27	28	24	32	28	22	26	28	34	31	25	33	32	39	28	43	27	26	24	36
Participer à des mouvements politiques, des partis ou des syndicats	26	27	24	22	26	28	25	26	23	25	27	26	28	17	27	26	37	24	25	25	25	23	35
Bénévolat pour une organisation caritative/de campagne	20	18	22	17	22	19	30	23	25	18	20	23	19	20	27	22	25	19	30	18	15	22	26
Boycotter ou acheter certains produits pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales	17	22	16	12	20	15	28	22	17	12	23	24	16	13	19	19	19	12	21	15	17	15	12
Contacter un politicien à propos d'un problème	14	17	17	16	16	14	24	19	21	12	14	15	11	22	18	19	21	17	18	15	14	16	11

Q4 Selon vous, quelles sont les mesures les plus efficaces pour faire entendre la voix des jeunes auprès des décideurs? Vous pouvez sélectionner jusqu'à trois réponses.

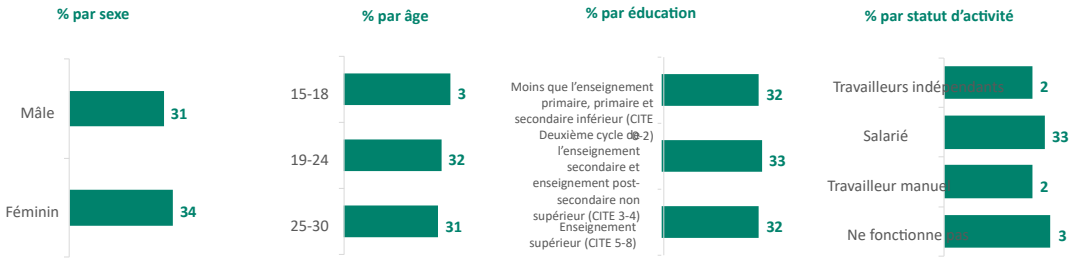
Vote aux élections locales, nationales ou européennes



Il y a peu de variations dans l'efficacité perçue de l'engagement dans les médias sociaux entre les groupes sociodémographiques. Il semble qu'il s'agisse d'une action davantage valorisée par les jeunes: 35 % chez les 15 à 18 ans, contre 32 % chez les 19 à 24 ans et 31 % chez les 25 à 30 ans. Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de choisir cet élément comme une action efficace (34% contre 31% pour les hommes). Toutefois, la proportion de répondants ayant choisi cette action reste globalement cohérente, indépendamment du niveau d'éducation ou de la participation aux activités d'une organisation.

Q4 Selon vous, quelles sont les mesures les plus efficaces pour faire entendre la voix des jeunes auprès des décideurs? Vous pouvez sélectionner jusqu'à trois réponses.

«S'engager dans les médias sociaux en exprimant mon opinion, en utilisant des hashtags ou en modifiant ma photo de profil, par exemple»

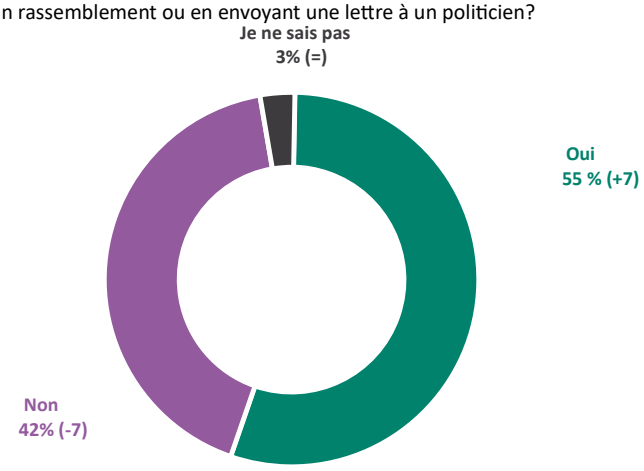


3.2 Participation aux actions de changement sociétal

Plus de la moitié des jeunes de 15 à 30 ans ont pris des mesures au cours de la dernière année pour changer la société, par exemple en signant une pétition, en participant à un rassemblement ou en envoyant une lettre à un politicien.

55 % des jeunes Européens déclarent avoir pris des mesures pour changer la société, par exemple en signant une pétition, en participant à un rassemblement ou en envoyant une lettre à un homme politique, au cours de l'année écoulée. Cette proportion augmente par rapport à 2024, en hausse de 7 points, et se situe désormais au-dessus de la barre des 50 %. Une minorité (42 %) n'a pas participé à ce type d'action.

Q7a Au cours de la dernière année, avez-vous pris des mesures pour changer la société, par exemple en signant une pétition, en participant à un rassemblement ou en envoyant une lettre à un politicien?

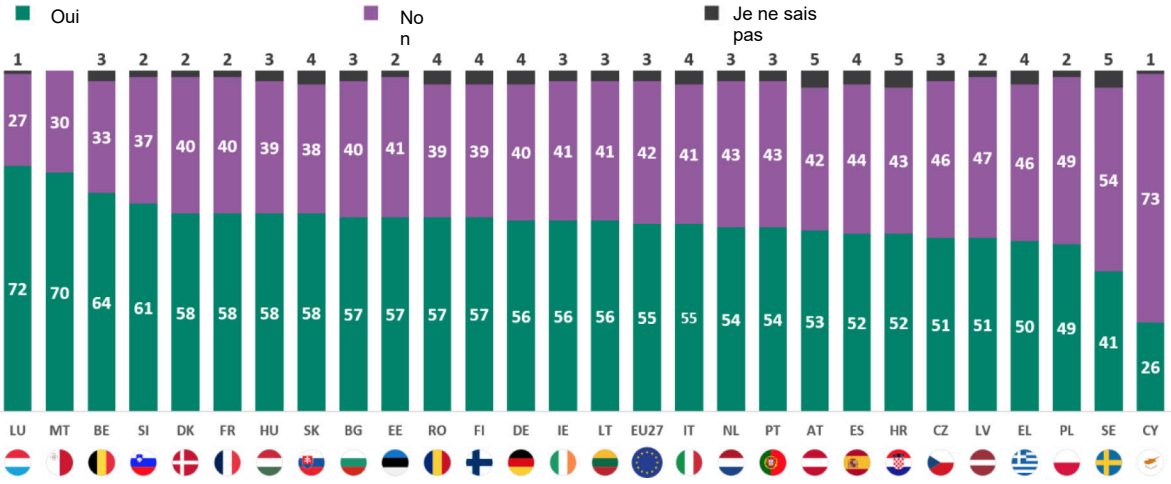


Les analyses des tendances sont fondées sur des comparaisons avec l'Eurobaromètre Flash 545 (Jeunesse et démocratie), réalisé entre le 3 et le 12 avril 2024.

Dans l'ensemble de l'UE, une majorité de jeunes s'impliquent dans des actions visant à changer la société, à quelques exceptions notables près dans certains pays.

Alors qu'une majorité de jeunes Européens ont pris part à au moins une action concrète visant à apporter des changements sociétaux au cours de l'année écoulée, seul un quart des jeunes déclarent l'avoir fait à Chypre (26 %). Il s'agit de la part la plus faible des pays de l'UE-27; la deuxième part la plus faible est celle de la Suède, avec 41 % des jeunes, suivie de la Pologne (49 %), de la Grèce (50 %) et de la Lettonie et de la Tchéquie, qui franchissent le seuil de la majorité à 51 %. À l'inverse, au Luxembourg et à Malte, près des trois quarts des jeunes ont pris des mesures pour changer la société au cours de l'année écoulée (72 % et 70 % respectivement), tandis que plus de six sur dix l'ont fait en Belgique (64 %) et en Slovénie (61 %). Les pays dans lesquels une part importante des jeunes ont pris des mesures au cours de l'année écoulée sont également ceux dans lesquels de nombreux répondants estiment que les leviers collectifs (participation à des organisations d'étudiants ou de jeunes, participation à des mouvements politiques, à des partis ou à des syndicats, volontariat pour une organisation caritative ou une organisation de campagne, boycott ou achat de certains produits) sont efficaces pour faire entendre la voix des jeunes auprès des décideurs. Les jeunes au Luxembourg et à Malte combinent des niveaux élevés d'action concrète avec des scores élevés sur les leviers collectifs, qu'il s'agisse de la participation à des mouvements de jeunesse (39 % et 43 %, contre 27 % en moyenne pour l'UE-27) ou du volontariat (25 % et 30 %, contre 20 % pour l'UE-27).

Q7a Au cours de la dernière année, avez-vous pris des mesures pour changer la société, par exemple en signant une pétition, en participant à un rassemblement ou en envoyant une lettre à un politicien?



L'implication dans les organisations est la répartition produisant la plus grande différence sur cette question: 62% de ceux qui ont participé aux activités d'une organisation au cours des 12 derniers mois ont pris des mesures pour changer la société au cours de l'année, contre 34% de ceux qui ne l'ont pas fait. Seuls 47 % des jeunes de 15 à 18 ans ont participé à une action, contre 56 % des jeunes de 19 à 24 ans et 57 % des jeunes de 25 à 30 ans. Les jeunes vivant dans les villes sont plus susceptibles d'avoir pris des mesures pour changer la société: 60 %, contre 52 % des habitants des villes et des banlieues et 51 % des habitants des zones rurales. Les personnes ayant un niveau d'éducation plus élevé sont également plus susceptibles d'y avoir participé (62 %), contre 45 % des personnes ayant un niveau d'éducation plus faible.

Les jeunes Européens sont également actifs dans différents domaines d'engagement. Les scores pour chaque domaine d'engagement varient entre un tiers et un quart

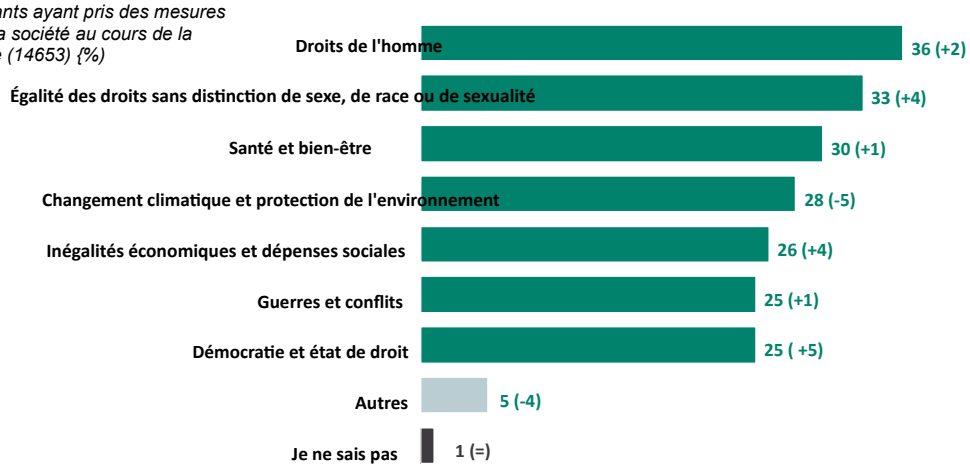
Les principaux domaines d'engagement des jeunes étaient, premièrement, les droits de l'homme (36 %), suivis de l'égalité des droits sans distinction de genre, d'origine ou d'orientation sexuelle (33 %), et la santé et le bien-être (30 %). Ces trois domaines de préoccupation et d'action rassemblent environ un tiers des jeunes répondants. Suivent ensuite la protection du climat et de l'environnement

(28 %), les inégalités économiques et les dépenses sociales (26 %), les guerres et les conflits (25 %), ainsi que la démocratie et l'état de droit (25 %). Par rapport à l'Eurobaromètre Flash 545, réalisé en avril 2024, le changement climatique et la protection de l'environnement passent de la deuxième à la quatrième place et constituent le seul domaine dans lequel la part diminue (28 %, soit une baisse de 5 points). L'égalité des droits sans distinction de sexe, de race ou de sexualité passe de la troisième à la deuxième, et les inégalités économiques et les dépenses sociales de la sixième à la cinquième. La démocratie et l'état de droit enregistrent la plus forte augmentation (de 20 % à 25 %). Il convient également de noter, en ce qui concerne les attentes exprimées au Q15, que la santé et l'égalité des droits sont des sujets sur lesquels les jeunes agissent presque autant qu'ils l'attendent de l'UE (pour l'ensemble des répondants, 17 % des jeunes se sont engagés sur une question liée à la santé, ce qui est comparable aux 18 % qui attendent une action de l'UE; de même, 18 % contre 21 % sur le thème de l'égalité des droits). À l'inverse, la paix/les conflits (14 % d'engagement contre 33 % d'attentes) et la pauvreté/l'inégalité économique (14 % d'engagement contre 32 %) présentent l'écart le plus important: il s'agit d'attentes fortes de l'UE, mais de domaines dans lesquels une plus faible proportion de répondants déclarent avoir pris une mesure.

Les jeunes Européens sont également actifs dans tous les domaines d'engagement, avec des scores compris entre un tiers et un quart. Les principaux domaines d'engagement sont les droits de l'homme et l'égalité des droits sans distinction de sexe, de race ou d'orientation sexuelle.

Q7b Dans quels domaines avez-vous essayé de changer la société (par exemple, en signant une pétition, en participant à un rassemblement ou en envoyant une lettre à un politicien)?

Base : répondants ayant pris des mesures pour changer la société au cours de la dernière année (14653) {%)



Les analyses des tendances sont fondées sur des comparaisons avec l'Eurobaromètre Flash 545 (Jeunesse et démocratie), réalisé entre le 3 et le 12 avril 2024.

Les droits de l'homme sont le domaine d'action le plus fréquemment cité dans 23 des 27 pays

Les droits de l'homme sont le domaine d'action le plus fréquemment cité chez les jeunes à Chypre (54 %), suivi du Luxembourg (48 %), de Malte (47 %), de la Croatie et de la Slovénie (45 %). Dans deux États membres, les droits de l'homme occupent la première place: la Belgique (32 %, niveau d'inégalité économique) et l'Autriche (30 %, niveau de santé). Dans quatre États membres, les droits de l'homme ne sont pas le domaine le plus souvent cité par les jeunes qui ont pris des mesures pour changer la société: la Tchéquie, où la santé et le bien-être sont les domaines les plus fréquemment mentionnés (32 %); la France et les Pays-Bas, où l'égalité des droits vient en tête (respectivement 39 % et 34 %); et enfin, l'Estonie, où le climat et l'égalité des droits sont liés pour la première place (40 % chacun), les droits de l'homme étant à la traîne (38 %). En ce qui concerne le changement climatique et la protection de l'environnement, les pourcentages sont nettement supérieurs à la moyenne de l'UE-27 parmi les répondants à Malte (45 %), en Slovénie (41 %), en Estonie et au Luxembourg (40 % chacun). En ce qui concerne l'égalité des droits sans distinction de sexe, de race ou de sexualité, les pourcentages les plus faibles concernent les répondants en Bulgarie (22 % contre 33 % pour la moyenne de l'UE-27), en Slovaquie (24 %) et en Hongrie (25 %). En ce qui concerne les guerres et les conflits, les pourcentages les plus faibles figurent parmi les répondants en Slovaquie (18 %), à Malte (17 %) et en Bulgarie (15 %).

Q7b Dans quels domaines avez-vous essayé de changer la société (par exemple, en signant une pétition, en participant à un rassemblement ou en envoyant une lettre à un politicien)?

	UE-27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	Informatique	CY	LV	LT	LU	HU	MT	Pays-Bas	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Droits de l'homme	36	32	40	29	39	31	38	39	43	36	36	45	39	54	44	36	48	40	47	33	30	37	41	38	45	35	36	41
Égalité des droits sans distinction de sexe, de race ou de sexualité	33	29	22	27	34	30	40	34	26	35	39	27	38	31	35	31	44	25	36	34	29	27	39	34	39	24	28	33
Santé et bien-être	30	29	28	32	33	28	34	30	28	34	34	31	24	27	34	25	34	32	37	31	30	29	34	28	35	31	33	31
Changement climatique et protection de l'environnement	28	29	24	28	34	28	40	30	26	27	30	28	28	22	29	23	40	21	45	28	26	25	22	22	41	24	23	29
Inégalités économiques et dépenses sociales	26	32	33	21	32	22	36	24	31	31	24	27	29	24	34	19	33	25	32	26	24	22	28	25	35	25	26	29
Guerres et conflits	25	28	15	20	26	23	23	29	28	22	25	22	34	36	20	29	27	22	17	25	24	27	21	20	23	18	23	27
Démocratie et état de droit	25	24	25	23	30	29	31	20	37	25	21	26	23	37	29	26	37	32	33	22	20	26	22	27	34	28	19	28

Les domaines d'action diffèrent selon le sexe, l'âge et le niveau d'éducation

Dans l'ensemble, parmi les jeunes qui se sont impliqués au cours de l'année écoulée, les hommes sont plus susceptibles de déclarer avoir pris des mesures en faveur de la démocratie et de l'état de droit (27 % contre 23 % pour les femmes), tandis que les femmes sont plus susceptibles de déclarer avoir pris des mesures en faveur des droits de l'homme (41 % contre 31 % pour les hommes), de l'égalité des droits sans distinction de genre, d'origine ou d'orientation sexuelle (38 % contre 28 %) et de la santé (32 % contre 28 %).

Parmi les jeunes de 15 à 18 ans qui s'impliquent, les parts sont plus faibles en ce qui concerne le changement climatique et la protection de l'environnement (23 % contre 28 % dans l'ensemble) ou les inégalités économiques (23 % contre 26 %), mais plus élevées en ce qui concerne l'égalité des droits, indépendamment du genre, de l'origine ou de l'orientation sexuelle (35 % contre 33 %). Dans l'ensemble, les citadins sont constamment sur un pied d'égalité avec, ou au-dessus, les résidents ruraux sur tous les sujets, à l'exception de la santé et du bien-être (30% dans tous les types d'établissement). Enfin, en ce qui concerne le niveau d'éducation, une

nette différence apparaît sur le climat (32 % parmi les personnes ayant un niveau d'éducation supérieur, contre 20 % parmi les personnes ayant un niveau d'éducation inférieur) et sur les inégalités économiques (29 % parmi les personnes ayant un niveau d'éducation supérieur, contre 24 % parmi les personnes ayant un niveau d'éducation secondaire et 24 % parmi les répondants ayant un niveau d'éducation inférieur au primaire, au primaire ou au premier cycle de l'enseignement secondaire).

3.3 Connaissance des moyens de dialoguer avec l'UE

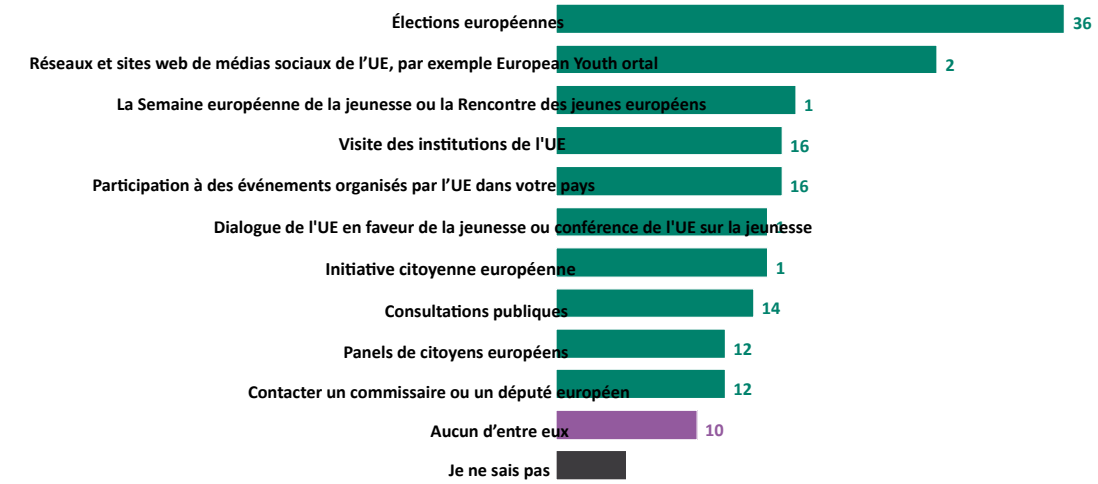
Les élections européennes sont le moyen le plus connu de dialoguer avec l'UE. Pourtant, seulement un peu plus d'un tiers des jeunes les connaissent

Alors qu'une majorité de jeunes Européens ont pris des mesures pour changer la société et estiment que les mesures prises par l'UE ont une incidence sur leur vie quotidienne, seule une minorité connaît chacune des manières suggérées de dialoguer avec l'Union européenne. Le vote aux élections européennes est de loin le moyen le plus connu de dialoguer avec l'UE parmi les jeunes de 15 à 30 ans, mais seuls 36 % déclarent le connaître. En outre, 10 % des jeunes déclarent ne pas connaître l'une des manières énumérées de dialoguer avec l'UE, et 5 % répondent «ne sait pas»: ce qui signifie qu'au total, 15 % déclarent ne pas connaître l'une des manières énumérées de dialoguer avec l'UE. Viennent ensuite les canaux et sites de médias sociaux de l'UE (à savoir le portail européen de la jeunesse), qui touchent environ un quart des jeunes (27 %), tandis que le reste des canaux mis en place par l'UE se situe entre 12 % et 17 %. La Semaine européenne de la jeunesse ou la Rencontre des jeunes européens s'élève à 17 %, les visites des institutions de l'UE et la participation aux manifestations de l'UE organisées dans son propre pays s'élèvent à 16 % chacune, le dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse et l'initiative citoyenne européenne à 15 % chacune, les consultations publiques à 14 % et, enfin, les panels de citoyens européens et les contacts avec un commissaire ou un député au Parlement européen à 12 % chacun, soit trois fois moins que les élections européennes. En fin de compte, ces résultats suggèrent que la sensibilisation aux différentes manières de dialoguer avec l'UE reste concentrée sur le vote et la présence numérique institutionnelle, tandis que moins de répondants sont conscients des mécanismes plus spécifiques de la démocratie participative (panels de citoyens européens, consultations publiques, dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse), même si la participation à une consultation publique sur les initiatives politiques proposées, y compris dans le cadre du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse ou des panels de citoyens européens, a été perçue comme une action efficace par 29 % des jeunes au quatrième trimestre.

C yprus et G reece sont les seuls pays où une majorité de jeunes se disent familiers avec les élections européennes comme moyen de dialoguer avec l'Union européenne.

La proportion la plus élevée de répondants qui connaissent bien les élections européennes comme moyen de dialoguer avec l'UE se trouve à Chypre: 61 % des jeunes de 15 à 30 ans se considèrent familiers avec les élections européennes, contre 36 % en moyenne dans l'ensemble de l'UE. Comme indiqué précédemment, 41 % des jeunes Chypriotes

Q8 Connaissez-vous l'une des manières suivantes de nouer le dialogue avec l'Union européenne?



considèrent le vote comme un levier efficace pour faire entendre leur voix. En dehors des élections, cependant, 13 % des jeunes à Chypre déclarent ne pas connaître de mécanisme, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne de l'UE-27 (10 %). En Grèce, 50 % des jeunes déclarent connaître les élections européennes, suivis de la Slovénie (43 %), de la France et du Portugal (40 %), puis de la Croatie (39 %) et de l'Allemagne (38 %). Ce sont Malte (48 %), le Luxembourg (48 %) et, dans une moindre mesure, la Slovénie (37 %), l'Estonie (36 %) et l'Espagne (35 %) qui connaissent le mieux les réseaux sociaux et les sites web de l'UE. Les Pays-Bas sont les plus nombreux à dire qu'ils ne connaissent aucune des options testées: 21 % des jeunes déclarent ne pas connaître de mécanisme, suivis par la Bulgarie (18 %), contre 10 % dans la moyenne de l'UE-27. Il convient également de noter que la proportion la plus élevée de répondants qui connaissent bien les contacts avec un commissaire ou un député au Parlement européen se trouve en Estonie (28 %); tandis que la Slovaquie affiche la part la plus élevée en matière de consultations publiques (30 %, également la note la plus élevée); et la Finlande affiche la part la plus élevée en ce qui concerne l'initiative citoyenne européenne (24 %).

Les jeunes qui participent à une organisation sont plus susceptibles de déclarer qu'ils sont conscients des différentes manières de dialoguer avec l'Union européenne.

Lorsqu'on leur demande quelles sont les manières de dialoguer avec l'Union européenne qu'ils connaissent, les jeunes qui ont participé aux activités d'au moins une organisation connaissent mieux presque toutes les options proposées. L'écart entre ceux qui sont impliqués dans une organisation et ceux qui ne le sont pas est important: Panels de citoyens européens (connus par 14 % des personnes impliquées dans des organisations, contre 6 % de celles qui ne le sont pas), contact avec un commissaire ou un député européen (14 % contre 6 %), Semaine européenne de la jeunesse (20 % contre 9 %), participation à des événements de l'UE (19 % contre 8 %). Surtout, la part disant qu'ils ne sont familiers avec aucune des options proposées s'élève à 25% parmi ceux qui ne sont pas impliqués dans les organisations. D'autre part, les personnes qui ne sont pas impliquées dans une organisation sont plus susceptibles de déclarer qu'elles sont familiarisées avec le vote aux élections européennes (43 %, contre 34 % pour les personnes impliquées dans une

Q8 Connaissez-vous l'une des manières suivantes de nouer le dialogue avec l'Union européenne?

	UE-27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	Informatique	CY	LV	LT	LU	HU	MT	Pays-Bas	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Élections européennes	36	30	33	34	30	38	36	33	50	34	40	39	36	61	31	35	35	36	33	27	37	33	40	32	43	35	35	35
Réseaux et sites web de médias sociaux de l'UE (portail européen de la jeunesse)	27	24	21	22	33	30	36	27	28	35	24	21	26	24	31	24	48	21	48	20	31	31	28	22	37	22	22	22
La Semaine européenne de la jeunesse ou la Rencontre des jeunes européens	17	20	17	15	25	13	29	14	17	19	20	19	17	19	23	22	33	12	28	13	12	20	26	17	30	18	13	16
Visite des institutions de l'UE	16	19	14	15	18	13	25	17	17	16	19	18	16	19	22	15	27	16	25	13	15	17	16	17	24	13	13	14
Participation à des événements organisés par l'UE dans votre pays	16	19	14	14	13	17	16	13	19	15	18	15	16	17	13	15	19	15	15	13	19	13	16	16	22	16	14	12
Dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse ou conférence de l'UE sur la jeunesse	15	17	13	11	22	12	26	14	17	15	17	13	19	16	20	17	24	11	26	11	11	14	18	19	26	16	12	13
Initiative citoyenne européenne	15	12	12	12	7	15	9	12	13	16	16	18	16	7	9	14	9	14	10	12	15	15	13	14	11	13	24	9
Consultations publiques	14	14	13	18	18	12	24	13	12	16	13	11	13	14	19	13	22	18	26	10	11	20	12	16	20	30	18	14
Panels de citoyens européens	12	12	10	10	18	12	26	12	15	12	12	12	8	12	20	11	24	11	24	8	10	14	10	13	21	10	14	13
Contacter un commissaire ou un député européen	12	16	10	10	19	9	28	17	14	12	16	12	9	18	18	17	21	13	16	11	8	13	11	10	17	13	14	16

organisation). Parmi les personnes sans emploi, 43 % déclarent connaître les élections européennes, tandis qu'elles sont inférieures à la moyenne ou conformes à la moyenne de toutes les autres options proposées et qu'elles représentent la part la plus importante parmi les groupes de répondants ayant le statut d'activité qui ne connaissent aucune des options proposées (15 %). Les diplômés de l'enseignement supérieur sont systématiquement et nettement supérieurs à la moyenne de l'UE-27 pour presque toutes les options proposées (18 à 20 % pour le dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse, les établissements en visite, la Semaine européenne de la jeunesse) et comptent la plus faible proportion de répondants qui ne connaissent aucune des options proposées (8 %). La part disant qu'ils ne connaissent aucune des options proposées est de 14% chez les répondants ayant un niveau d'éducation inférieur. Enfin, le genre joue un rôle mineur: les femmes connaissent légèrement mieux les élections (38 % contre 35 % pour les hommes) et les médias sociaux de l'Union (29 % contre 25 %), tandis que les hommes connaissent légèrement mieux les panels de citoyens européens (13 % contre 10 % pour les femmes) et contactent un député européen (13 % contre 11 %).

3.4 Sources pour rester informé sur l'UE

Les médias sociaux restent la principale source d'information sur l'UE pour les jeunes (pour plus de la moitié d'entre eux), suivis de la télévision (pour plus d'un tiers).

Plus de la moitié des répondants utilisent les médias sociaux pour se tenir informés sur l'UE (52 %), leur principale source d'information sur le sujet, soit quatre points de moins que le niveau de 2024 (56 %).[4] La presse/les podcasts en ligne sont cités par près d'un tiers (31%). Ensemble, les médias sociaux et la presse en ligne ou les podcasts sont les principales sources d'information utilisées par les jeunes pour se tenir informés sur l'UE. Cette constatation est cohérente avec ce qui a été observé au troisième trimestre, où les médias (traditionnels et numériques combinés) étaient le principal canal d'apprentissage sur les problèmes sociétaux. Cela dit, la deuxième chaîne la plus citée est la télévision (38 %), bien qu'elle ait fortement diminué par rapport à 2024 (49 %), où elle ne se situait qu'à 7 points en dessous des médias sociaux en tant que source d'information sur l'UE. Néanmoins, la télévision reste une source importante d'informations sur l'UE, contrairement à la presse écrite (imprimée) et à la radio, qui arrivent en dernière position, à 16 % chacune (avec une baisse de 7 points par rapport à 2024). L'école ou l'université est citée par moins d'un quart des jeunes de 15 à 30 ans, soit 23 %, ce qui la rend nettement moins importante que les conversations avec des amis, de la famille ou des collègues (31 %).

Les médias sociaux sont la principale source d'information sur l'UE pour les jeunes de tous les États membres. À Chypre, à Malte, au Luxembourg, en Slovénie, au Danemark et en Estonie, au moins trois sources d'information sont utilisées par une proportion significative de jeunes.

Les médias sociaux sont la source d'information la plus couramment utilisée sur l'UE parmi les jeunes de tous les États membres de l'UE, bien qu'ils n'atteignent pas une majorité en Roumanie (44 %), aux Pays-Bas (47 %), en Belgique et en Espagne (49 % chacun). Cela dit, au moins trois sources d'information sont utilisées par plus de 40 % des jeunes dans six pays: Chypre, avec les médias sociaux (74 %), la presse en ligne (45 %) et les discussions avec la famille et les amis (43 %); Malte, avec les médias sociaux (69 %), les conversations avec les amis, la famille ou les collègues (52 %) et la presse en ligne (51 %); Luxembourg, avec les médias sociaux (64 %), la presse en ligne et les discussions (49 % chacune); Estonie, avec les médias sociaux (58 %), la presse en ligne (44 %) et les conversations avec des amis, des membres de la famille ou des collègues (43 %); et le Danemark, avec les médias sociaux (56 %), la presse en ligne (41 %) et les conversations avec des amis, des membres de la famille ou des collègues (40 %). Enfin, les jeunes slovènes citent quatre sources supérieures à 40 %: les médias sociaux (53 %), la presse et les discussions en ligne (45 % chacune) et la télévision (41 %). En ce qui concerne l'école ou l'université en tant que source d'information sur l'UE, les jeunes luxembourgeois se distinguent: 38 % citent l'école/l'université (contre 23 % dans l'UE-27), suivis par les jeunes en Estonie (32 %), à Malte (31 %), en Belgique et en Slovénie (30 % chacun).

4 Eurobaromètre Flash sur la jeunesse et la démocratie (FL545) réalisé en avril 2024 https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/3181

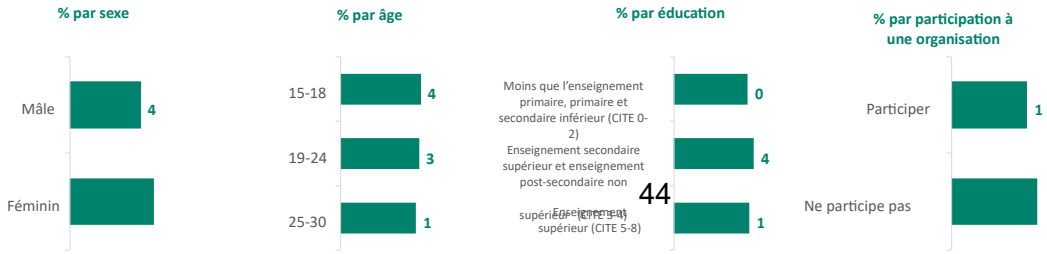
Q9 Parmi les sources suivantes, lesquelles utilisez-vous pour vous tenir informé(e) de l'UE?

	UE-27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	Informatique	CY	LV	LT	LU	HU	MT	Pays-Bas	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Médias sociaux	52	49	56	56	56	51	58	60	58	49	54	55	52	74	55	51	64	51	69	47	52	57	54	44	53	56	55	52
télévision	38	36	40	38	37	33	38	33	36	45	42	41	43	28	33	35	31	27	25	32	31	38	51	39	41	39	35	37
Presse en ligne, podcasts et/ou plateformes d'information	31	29	39	34	41	27	44	32	33	29	29	39	33	45	42	41	49	34	51	24	25	36	35	40	45	28	35	27
Conversations avec des amis, de la famille ou des collègues	31	31	30	28	40	31	43	34	40	31	29	32	29	43	36	28	49	33	52	29	31	31	32	28	45	29	30	32
École ou université	23	30	15	22	25	24	32	27	23	20	28	26	25	20	27	18	38	17	31	22	24	18	20	17	30	23	23	24
Presse écrite (imprimée) (p. ex. journaux, magazines hebdomadaires ou mensuels, etc.)	16	21	9	13	24	15	35	15	12	20	17	18	14	5	26	17	39	12	35	16	17	12	17	17	32	10	16	18
Radio	16	23	11	14	13	18	15	20	10	15	18	13	12	10	15	17	13	15	8	18	19	20	15	13	16	18	18	16

Les femmes sont plus susceptibles d'utiliser les médias sociaux (57 %, contre 48 % pour les hommes) et les discussions avec leur famille et leurs amis (35 % contre 27 %) pour se tenir informées sur l'UE, tandis que les hommes déclarent plus souvent utiliser des médias traditionnels tels que la presse écrite (imprimée) (18 % contre 15 % pour les femmes) et la radio (17 % contre 15 %). L'âge a une forte incidence sur l'information par l'intermédiaire de l'école ou de l'université: 35 % des jeunes de 15 à 18 ans utilisent l'école ou l'université comme source d'information sur l'UE, contre 15 % des jeunes de 25 à 30 ans. À l'inverse, l'utilisation de la presse écrite (imprimée), de la radio et de la presse en ligne comme source d'information sur l'UE augmente avec l'âge. Les personnes ayant au moins un niveau d'éducation secondaire sont plus susceptibles d'utiliser les médias sociaux pour se tenir informées sur l'UE (54 % des personnes ayant un niveau d'éducation secondaire, 51 % des personnes ayant un niveau d'éducation supérieur), contre 50 % des personnes ayant un niveau d'éducation inférieur. Il s'agit toujours de la source d'information la plus couramment utilisée sur l'UE dans son ensemble. L'utilisation des médias sociaux pour rester informé sur l'UE varie peu selon l'âge (54 % chez les 15-18 ans, 53 % chez les 19-24 ans et 51 % chez les 25-30 ans). En outre, 58 % des personnes qui ne sont pas impliquées dans une organisation citent les médias sociaux comme source d'information sur l'UE, contre 51 % des personnes impliquées dans au moins une organisation. Les jeunes qui n'ont pas participé aux activités d'une organisation sont également trois fois plus susceptibles de dire qu'ils ne se tiennent pas du tout informés sur l'UE (12 % contre 4 %).

Q9 Parmi les sources suivantes, lesquelles utilisez-vous pour vous tenir informé(e) de l'UE?

«Médias sociaux »



4. Participation à des organisations et activités dans un autre pays de l'UE

4.1 Participation à des organisations

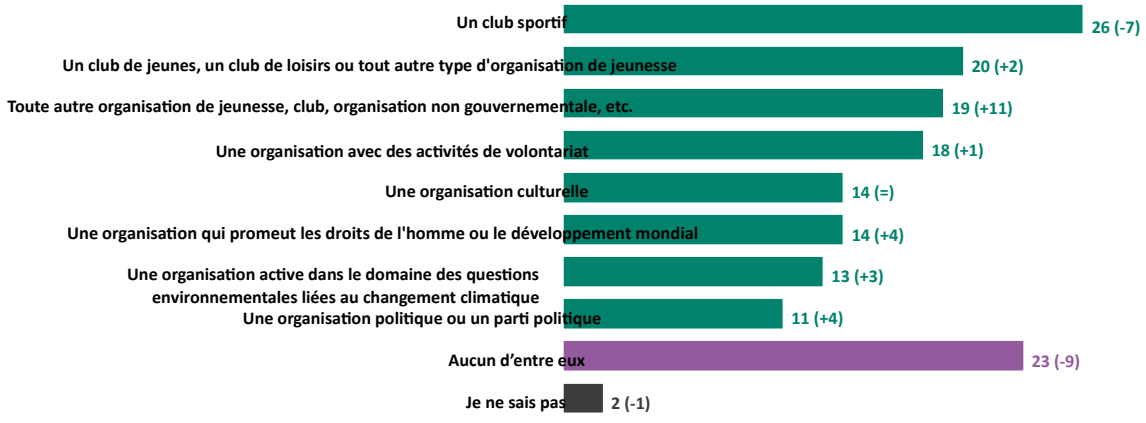
La participation des jeunes aux organisations a augmenté depuis 2024. Les types d'organisations auxquelles ils participent restent variés.

Au total, 75 % des jeunes interrogés ont participé aux activités d'une ou de plusieurs organisations au cours des 12 derniers mois, contre 64 % en 2024. Près d'un jeune européen sur quatre âgé de 15 à 30 ans n'a participé à aucune des activités des organisations énumérées dans l'enquête (23 %), une proportion qui a fortement diminué depuis 2024 (-9 points de pourcentage). Les jeunes sont toujours les plus susceptibles de participer à des clubs sportifs (26 %), malgré une baisse depuis 2024 (-7 points). Les clubs sportifs sont suivis par les clubs de jeunes, les clubs de loisirs ou tout autre type d'organisation de jeunesse (20 %), toute autre organisation de jeunesse, club ou ONG (19 %) ayant des activités de volontariat (18 %), les organisations culturelles et les organisations de promotion des droits de l'homme ou du développement mondial (14 % dans les deux cas) et les organisations actives dans le domaine du changement climatique ou des questions environnementales (13 %). La plus forte augmentation depuis 2024 de la participation des jeunes concerne d'autres organisations de jeunesse, clubs ou ONG (+11 points). Toutefois, la participation à une organisation politique ou à un parti politique (11 %) reste la forme de participation la moins courante, malgré une augmentation de 4 points depuis 2024.

Les formes et les niveaux de participation aux organisations varient considérablement d'un État membre à l'autre

Les résultats par pays montrent de fortes différences dans la participation des jeunes aux organisations. Les types d'organisations auxquelles les jeunes participent varient d'un pays à l'autre. La participation aux clubs sportifs est particulièrement importante en France (36 %), en Irlande et en Lituanie (31 % dans les deux cas), tandis que la participation aux clubs de jeunes, aux clubs de loisirs ou aux organisations de jeunesse atteint ses niveaux les plus élevés à Malte (40 %), au Luxembourg (38 %) et en Estonie (35 %). Les jeunes répondants de ces trois pays se distinguent également lorsqu'il s'agit de participer à

Q5 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous participé à des activités des organisations suivantes? Sélectionnez toutes les activités qui s'appliquent.



Les analyses des tendances sont fondées sur des comparaisons avec l'Eurobaromètre Flash 545 (Jeunesse et démocratie), réalisé entre le 3 et le 12 avril 2024.

plusieurs types d'organisations: Malte et le Luxembourg enregistrent des niveaux élevés de participation aux organisations culturelles (41 % et 38 %) et aux organisations de volontariat (36 % et 30 %), tandis que de nombreux jeunes Estoniens participent aux activités d'organisations promouvant les droits de l'homme ou le développement mondial (32 %), d'organisations actives dans le domaine du changement climatique ou des questions environnementales (31 %) et d'organisations ou de partis politiques (28 %). Les répondants des pays où la part de participation est la plus élevée participent également à un plus large éventail d'organisations.

Les pourcentages les plus élevés de jeunes qui n'ont participé à aucune activité des organisations inscrites sur la liste au cours des 12 derniers mois sont observés à Chypre (46 %), en Grèce et en Hongrie (31 % dans les deux cas), ainsi qu'en Bulgarie, en Croatie et en Suède (tous 30 %). En revanche, à Malte, seuls 4 % des répondants déclarent n'avoir participé à aucune activité des organisations inscrites sur la liste au cours des 12 derniers mois. Les pourcentages de répondants non participants sont également faibles au Luxembourg (6 %) et en Estonie (11 %) et restent inférieurs à la moyenne de l'UE-27 en Belgique (14 %), au Danemark, en Lettonie et en Slovénie (tous 16 %) et en France (17 %).

Les femmes, les jeunes sans emploi et les personnes ayant un faible niveau d'éducation sont moins susceptibles de dire qu'ils ont participé à une activité d'une organisation

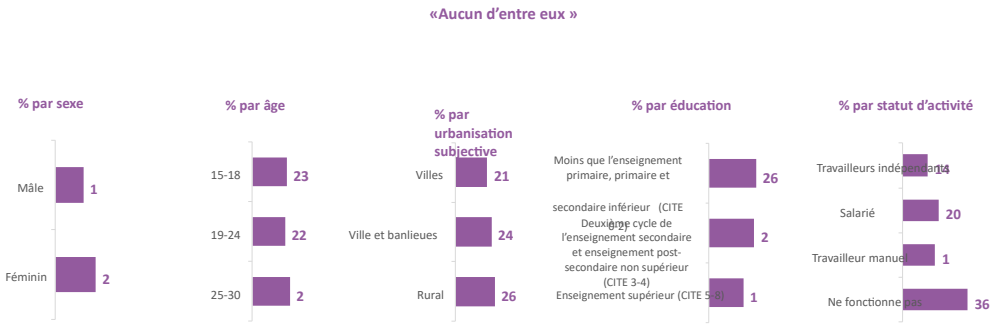
Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de dire qu'elles n'ont pris part à aucune activité dans l'une des organisations répertoriées au cours des 12 derniers mois (27 % contre 19 % pour les hommes), un écart largement lié à une participation plus faible dans les clubs sportifs (21 % contre 31 % chez les hommes). Les différences d'âge sont plus limitées: la non-participation varie de 22 % chez les 19-24 ans à 25 % chez les 25-30 ans, ce qui suggère que la participation aux organisations reste relativement stable dans le groupe d'âge des 15-30 ans.

Les différences les plus évidentes sont liées au statut d'activité et à la situation éducative des jeunes. Plus d'un tiers des personnes sans emploi ne déclarent aucune participation (36 %), contre 20 % des salariés et 14 % des travailleurs indépendants. De même, la non-participation est plus élevée chez les jeunes ayant un niveau d'éducation inférieur (26 %) que chez les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (19 %). Le lieu de résidence joue également un rôle, bien que dans une moindre mesure: les jeunes vivant dans les zones rurales sont plus susceptibles de ne pas déclarer de participation que ceux vivant dans les villes (26% contre 21%).

Les raisons de ne pas participer à une organisation sont avant tout pratiques, mais semblent également refléter un manque de possibilités de s'engager.

Parmi les jeunes Européens qui n'ont pas participé aux activités d'une organisation au cours des 12 derniers mois, le manque de temps est de loin la principale raison mentionnée (41 %). Cela est suivi par le fait qu'ils n'y ont pas encore pensé (23 %) et par un manque d'intérêt (20 %), bien que ce dernier ait diminué par rapport à l'enquête Eurobaromètre Flash 545 de 2024 (-6 points de pourcentage). Cela suggère que la non-participation ne

Q5 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous participé à des activités des organisations suivantes? Sélectionnez tout ce qui s'applique.



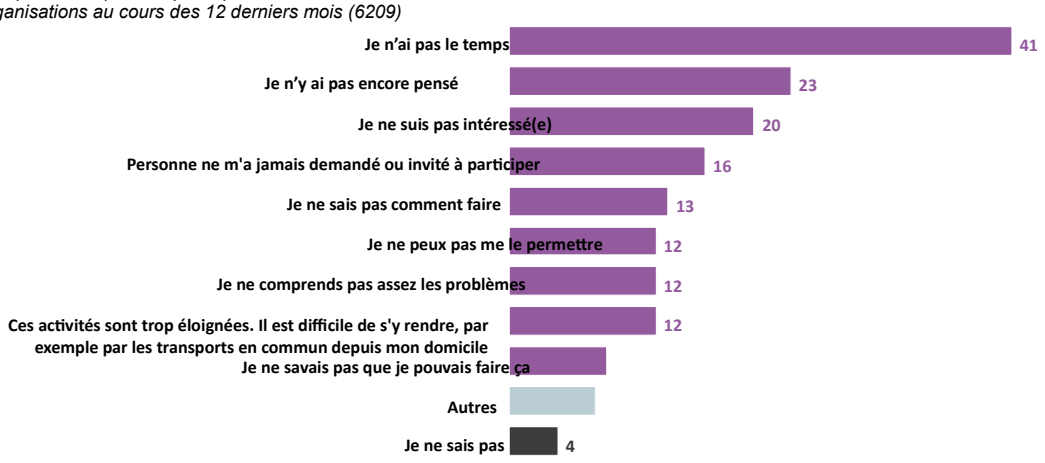
s'explique pas principalement par le rejet de ces activités, mais plus souvent par des priorités concurrentes ou par l'absence d'un déclencheur clair pour s'impliquer.

D'autres raisons indiquent des obstacles plus concrets à la participation. Certains jeunes disent que personne ne leur a jamais demandé ou invité à participer (16%), tandis que d'autres ne savent pas comment s'impliquer (13%) ou ne comprennent pas suffisamment les problèmes (12%). Les obstacles financiers et géographiques sont également mentionnés par environ un répondant sur huit: 12% disent qu'ils ne peuvent pas se le permettre, et la même proportion disent que les activités sont trop éloignées ou difficiles à atteindre.

contraintes de temps. En Bulgarie, le manque de temps est mentionné par 31%, alors que le fait de ne pas avoir pensé à participer (29%) et de ne pas comprendre suffisamment les problèmes (18%) est plus visible que dans de nombreux autres pays. Les personnes interrogées en Pologne se distinguent encore plus clairement sur ce point, 39 % d'entre elles déclarant ne pas encore avoir songé à y participer. Les répondants suédois, en revanche, combinent un manque de temps (44 %) avec un niveau relativement élevé de manque d'intérêt (26 %) et de contraintes

Q6 Pour quelles raisons n'avez-vous pas participé à ces activités? Veuillez sélectionner toutes les options qui s'appliquent.

Base : répondants qui n'ont participé à aucune activité de ces organisations au cours des 12 derniers mois (6209) (%)



Les analyses des tendances sont fondées sur des comparaisons avec l'Eurobaromètre Flash 545 (Jeunesse et démocratie), réalisé entre le 3 et le 12 avril 2024.

Les résultats par pays montrent différentes raisons de ne pas participer à des organisations

Le manque de temps est la principale raison de ne pas participer aux activités des organisations dans de nombreux pays. La proportion de répondants déclarant manquer de temps est particulièrement élevée à Malte (70 %), en Grèce (48 %), à Chypre (47 %), en Croatie et en Hongrie (46 % dans les deux cas) et en Suède (44 %). À Chypre, cependant, la raison de la non-participation n'est pas seulement pratique: près d'un tiers des non-participants déclarent que personne ne leur a jamais demandé ou invité à participer (32 %), tandis qu'un sur cinq déclare ne pas comprendre suffisamment les questions (20 %).

Dans d'autres pays, la raison de la non-participation semble moins directement liée aux

financières (17 %). L'Italie se démarque également sur le plan de l'accès: 20 % des non-participants déclarent que les activités sont trop éloignées ou difficiles à atteindre, soit le niveau le plus élevé de l'UE. Les contraintes financières se distinguent également en Belgique et en France, où 24 % et 22 % respectivement citent le caractère abordable, suivies par la Finlande (21 %) (alors qu'elle est de 12 % dans l'UE-27).

Les résultats sociodémographiques montrent également différentes raisons de ne pas participer à des organisations

La proportion de répondants qui ont répondu que le manque de temps est une raison de ne pas participer aux activités des organisations varie selon les différents groupes sociodémographiques. Le manque de temps est mentionné à parts égales par les hommes et les femmes (41 % dans les deux cas), mais

augmente avec l'âge, passant de 36 % chez les 15-18 ans à 43 % chez les 25-30 ans. Il est également particulièrement élevé chez les salariés (47 %) et les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (46 %).

Les jeunes non-participants sont plus susceptibles de dire qu'ils n'ont pas encore pensé à participer à une organisation (28 % chez les 15-18 ans, contre 19 % chez les 25-30 ans), et plus susceptibles de dire que personne ne leur a jamais demandé ou invité à participer (20 %). Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de mentionner ne pas savoir comment s'impliquer (15 % contre 10 %) ou ne pas avoir été interrogées ou invitées (18 % contre 14 %), tandis que les hommes disent plus souvent qu'ils ne sont pas intéressés (24 % contre 18 %). La proportion de répondants déclarant que personne ne les a jamais interrogés ou invités est nettement plus élevée chez les jeunes qui ne travaillent pas (20 % chez les jeunes inactifs) que chez les travailleurs indépendants ou les salariés (14 % chacun). Il est également plus élevé chez les 15 à 18 ans (20 %). De même, 18 % des habitants des zones rurales déclarent n'avoir jamais été interrogés (contre 15 % des citadins). En outre, les personnes ayant un faible niveau d'instruction (18 %) sont plus susceptibles que les diplômés de l'enseignement supérieur (16 %) de donner cette raison de leur non-participation.

Enfin, l'accès pratique semble rester un problème pour certains groupes: la proportion de répondants déclarant que les activités des organisations sont trop éloignées est plus de deux fois plus élevée chez les jeunes vivant dans les zones rurales que chez ceux vivant dans les villes (18 % contre 8 %). Les personnes ayant un faible niveau d'éducation sont plus susceptibles que les diplômés de l'enseignement supérieur de déclarer qu'elles ne peuvent pas se permettre ces activités (14 % contre 8 %).

4.2 Activités dans un autre pays de l'UE

Par rapport à 2024, plus de jeunes Européens ont participé à des activités dans un autre pays de l'UE, bien que plus d'un tiers des jeunes Européens ne l'aient pas fait.

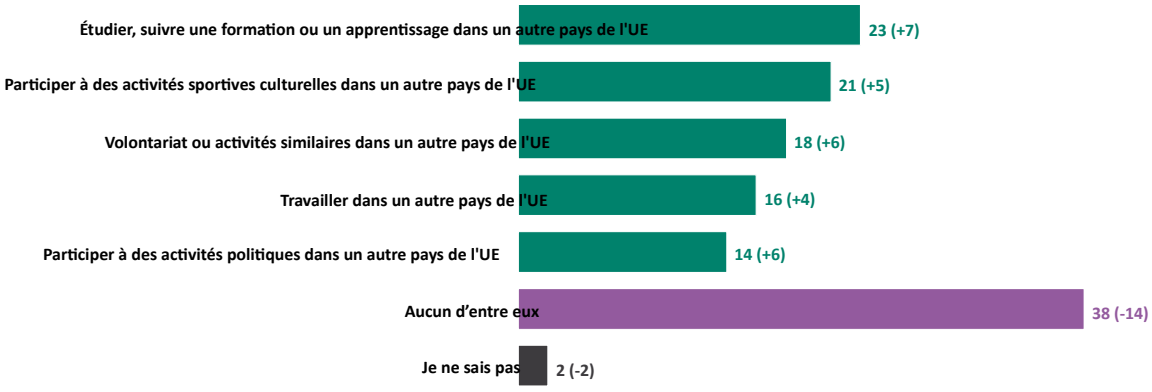
Au total, 60 % des jeunes Européens âgés de 15 à 30 ans ont participé à au moins une des activités indiquées dans l'enquête dans un autre pays de l'UE. Étudier, se former ou faire un apprentissage dans un autre pays de l'UE est le plus fréquent chez les jeunes Européens (23 %), devant les activités culturelles ou sportives dans un autre pays de l'UE (21 %). De plus petites proportions déclarent avoir participé à des activités de volontariat ou à des activités similaires (18 %), travaillé dans un autre pays de l'UE (16 %) ou participé à des activités politiques dans un autre pays de l'UE (14 %). La plus forte hausse depuis l'Eurobaromètre 2024 concerne les études, la formation ou l'apprentissage dans un autre pays de l'UE (+7 points). Le volontariat et les activités politiques dans un autre pays de l'UE ont également augmenté (+6 points chacun).

38 % des jeunes Européens déclarent ne participer à aucune de ces activités. Toutefois, cette part a fortement diminué depuis 2024 (-14 points de pourcentage), tandis que la proportion de répondants ayant participé à des activités dans un autre pays de l'UE a augmenté.

Les résultats par pays montrent des différences majeures dans la participation des jeunes à des activités dans un autre pays de l'UE.

Étudier, se former ou faire un apprentissage dans un autre pays de l'UE est l'activité la plus souvent signalée dans 13 États membres, et être impliqué dans des activités culturelles ou sportives dans un autre pays de l'UE dans 9. En outre, les deux sont signalés au même niveau en France (25 % chacun), en Hongrie (18 % chacun), en Lituanie (22 % chacun) et à Malte (39 % chacun). Le volontariat ou des activités similaires dans un autre pays de l'UE arrivent en tête uniquement en Lettonie (32 %). La part indiquant qu'ils n'ont pris part à aucune des activités énumérées est la plus élevée à Chypre et en Suède (50 % dans les deux cas), suivies de la Hongrie et du Portugal (46 % dans les deux cas), de la Grèce et de la Pologne (45 % dans les deux cas) et de la Croatie (44 %). En revanche, seuls 12 % des jeunes à Malte et au Luxembourg et 19 % en Estonie déclarent ne pas avoir pris part à des activités dans un autre pays de l'UE. Certains des taux de participation les plus élevés pour plusieurs types d'activités sont également observés dans ces pays: les études, la formation ou l'apprentissage atteignent 40% en Estonie, 39% à Malte et 36% au Luxembourg, les activités culturelles ou sportives sont également particulièrement élevées (41%, 39% et 42% respectivement). Le volontariat à l'étranger suit le même schéma: 38 % au Luxembourg, 37 % à Malte et 34 % en Estonie. La participation à

Q10 Avez-vous déjà participé à l'une des activités suivantes?



Les analyses des tendances sont fondées sur des comparaisons avec l'Eurobaromètre Flash 545 (Jeunesse et démocratie), réalisé entre le 3 et le 12 avril 2024.

des activités politiques dans un autre pays de l'UE est le plus souvent signalée en Estonie et au Luxembourg (31 % chacun). Le travail dans un autre pays de l'UE suit un classement similaire, mené par l'Estonie (29 %), la Slovénie (24 %) et Malte (23 %) ou le Luxembourg (22 %), tandis que la part la plus faible est observée en Suède (11 %). Cela donne à penser que dans les pays où les activités dans un autre pays de l'UE sont les plus répandues, elles ne se limitent pas à un seul type d'activité, mais sont réparties entre plusieurs types d'activités.

part à aucune des activités énumérées dans un

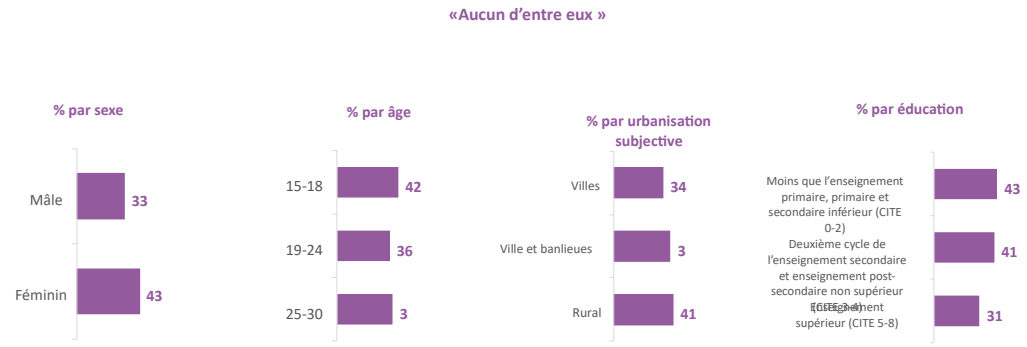
Q10 Avez-vous déjà participé à l'une des activités suivantes?

	UE-27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	Informatique	CY	LV	LT	LU	HU	MT	Pays-Bas	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Étudier, suivre une formation ou un apprentissage dans un autre pays de l'UE	23	25	20	18	31	23	40	23	18	28	25	20	26	28	30	22	36	18	39	20	21	21	22	19	29	27	23	13
Participer à des activités culturelles/sportives dans un autre pays de l'UE	21	29	18	22	28	22	41	21	20	21	25	19	18	14	29	22	42	18	39	21	20	14	18	23	33	21	21	21
Volontariat ou activités similaires dans un autre pays de l'UE	18	24	14	18	26	19	34	18	19	16	19	17	17	16	32	21	38	13	37	18	16	18	17	21	32	21	15	16
Travailler dans un autre pays de l'UE	16	18	19	16	16	17	29	15	13	14	17	16	13	12	21	20	22	15	23	15	17	15	14	19	24	20	14	11
Participer à des activités politiques dans un autre pays de l'UE	14	20	12	12	23	15	31	14	15	15	13	12	12	9	22	16	31	14	24	16	13	14	13	14	23	16	14	13
Aucun d'entre eux	38	28	42	36	29	34	19	39	45	38	36	44	42	50	23	34	12	46	12	39	39	45	46	36	26	30	40	50

La proportion de répondants ayant pris part à une activité dans un autre pays de l'UE varie selon le sexe, le niveau d'éducation et le lieu de résidence

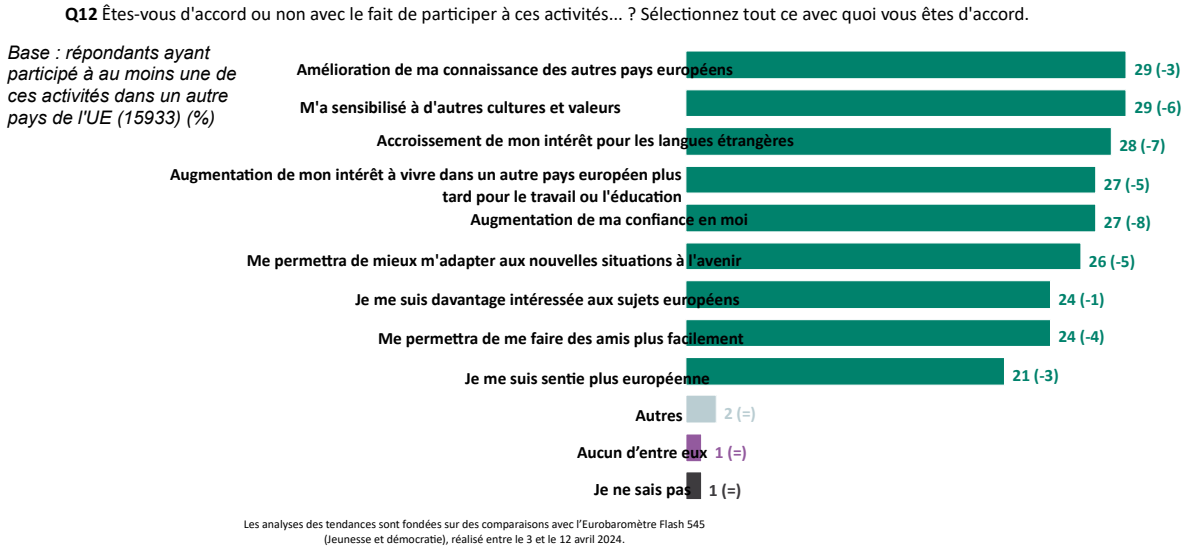
Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de dire qu'elles n'ont pris part à aucune des activités énumérées dans un autre pays de l'UE (43 % contre 33 %). De fortes différences sont également observées en ce qui concerne l'éducation et le lieu de résidence. Les jeunes ayant un niveau d'éducation inférieur ou moyen sont beaucoup plus susceptibles de déclarer qu'ils n'ont pas participé à des activités dans un autre pays de l'UE que les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (43 % et 41 %, contre 31 %). De même, les jeunes vivant dans les zones rurales sont plus susceptibles de ne pas avoir eu une telle expérience que ceux vivant dans les villes (41 % contre 34 %). Les répondants diplômés de l'enseignement supérieur sont également plus susceptibles d'avoir étudié dans un autre pays de l'UE (29 % contre 18 % chez les personnes ayant un niveau d'éducation inférieur) et d'avoir fait du bénévolat dans un autre pays de l'UE (21 % contre 16 %). Les répondants les plus jeunes sont, sans surprise, plus susceptibles de déclarer qu'ils n'ont pris autre pays de l'UE: 42 % des 15-18 ans n'ont participé à aucune de ces activités, contre 36 % des 19-24 ans et 38 % des 25-30 ans.

Q10 Avez-vous déjà participé à l'une des activités suivantes?



Parmi les jeunes Européens qui ont participé à au moins une activité dans un autre pays de l'UE, les avantages perçus restent positifs.

Les avantages les plus fréquemment mentionnés de la participation à des activités dans un autre pays de l'UE sont une meilleure connaissance des autres pays européens et une plus grande sensibilisation aux autres cultures et valeurs (29 % dans les deux cas), suivie de près par un intérêt accru pour les langues étrangères (28 %). Environ un quart des répondants mentionnent également d'autres avantages: 27% disent que l'expérience a accru leur intérêt à vivre dans un autre pays européen plus tard, que ce soit pour le travail ou l'éducation, et la même proportion disent que cela a augmenté leur confiance en soi. 26% pensent que cela les aidera à mieux s'adapter aux nouvelles situations à l'avenir. Les avantages les plus directement liés à l'identité européenne et aux liens sociaux sont légèrement inférieurs: 24% disent que l'expérience les a rendus plus intéressés par les sujets européens, 24% qu'elle les aidera à se faire des amis plus facilement, et 21% qu'elle les a fait se sentir plus européens. La part indiquant que ces activités n'ont eu aucune des incidences positives décrites reste marginale (1 %, inchangée depuis 2024). Toutefois, la proportion de répondants qui ont signalé ces effets positifs a diminué pour la plupart des avantages inclus dans la question. Les baisses les plus importantes concernent l'augmentation de la confiance en soi (-8 points), l'intérêt pour les langues étrangères (-7 points) et la sensibilisation aux autres cultures et valeurs (-6 points). Cette baisse s'ajoute à l'augmentation de la participation: le nombre de répondants ayant répondu à la question sur les prestations a augmenté d'environ 38 % par rapport à l'Eurobaromètre 2024, la proportion de jeunes ayant participé à au moins une activité dans un autre pays de l'UE ayant augmenté de 14 points. Il est possible qu'une part importante des répondants de 2026 ait eu une expérience plus récente ou plus limitée à l'étranger, ce qui pourrait abaisser les niveaux déclarés d'avantages perçus.



Les répondants de certains États membres font état d'une perception plus forte et plus répandue de l'incidence des activités dans un autre pays de l'UE

Aucune prestation ne domine d'un État membre à l'autre. Une plus grande sensibilisation aux autres cultures et valeurs vient en premier dans 11 États membres et une meilleure connaissance des autres pays européens dans 8. Dans huit États membres, deux ou trois prestations sont déclarées exactement au même niveau. Par conséquent, la principale différence entre les États membres réside moins dans le type de prestation mentionné que dans l'intensité avec laquelle ces prestations sont exprimées. Les répondants à Chypre se distinguent le plus clairement: à travers les avantages testés; les scores vont de 27 % à 57 %, avec des niveaux particulièrement élevés de sensibilisation à d'autres cultures et valeurs (57 %), de connaissance accrue d'autres pays européens (51 %) et d'intérêt à vivre plus tard dans un autre pays européen (47 %). Les répondants en Slovénie et en Estonie présentent une tendance similaire, bien que moins prononcée. Parmi les répondants en Slovénie, la plupart des avantages déclarés se situent entre 29 % et 38 %, avec les scores les plus élevés pour l'intérêt à vivre plus tard dans un autre pays européen (38 %) et la sensibilisation à d'autres cultures et valeurs (37 %). En Estonie, les scores varient de 26% à 37%, la connaissance d'autres pays européens (37%), l'intérêt pour vivre à l'étranger plus tard (36%) et l'adaptation à de nouvelles situations (35%) se démarquent légèrement plus.

En revanche, l'incidence perçue est plus modérée dans plusieurs États membres, dont l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche et la Suède. Dans ces pays, les parts varient de 18 % à 28 %, et aucun des effets positifs décrits n'atteint les niveaux déclarés à Chypre, en Slovénie ou en Estonie.

Les avantages de la participation à des activités dans un autre pays de l'UE sont largement partagés entre différents groupes sociodémographiques. Les femmes et les répondants ayant un niveau d'éducation plus élevé sont plus susceptibles de noter ces avantages.

Les différences sociodémographiques sont généralement modérées. Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de dire que leur expérience dans un autre pays a augmenté leur connaissance des autres pays européens (31% contre 27%), et de mentionner leur intérêt pour les langues étrangères (31% contre 26%) ainsi que leur connaissance des autres cultures et valeurs (32% contre 27%).

Les niveaux d'éducation et le statut d'activité montrent des différences plus claires. Les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur mentionnent plus souvent plusieurs avantages, en particulier une connaissance accrue d'autres pays européens (31 %, contre 25 % chez les

répondants n'ayant pas suivi l'enseignement primaire, primaire ou secondaire inférieur), l'intérêt de vivre plus tard dans un autre pays européen (30 % contre 22 %) et la sensibilisation à d'autres cultures et valeurs (32 % contre 25 %). Par statut d'activité, les personnes qui ne travaillent pas sont plus susceptibles de noter la connaissance d'autres pays européens (35%), la connaissance d'autres cultures et valeurs (37%), l'intérêt pour les langues étrangères (36%) et l'adaptation à de nouvelles situations (32%). En revanche, les travailleurs manuels sont moins susceptibles de noter ces impacts positifs. Une différence selon le lieu de résidence est également observée, quoique moins visible: les jeunes vivant dans les villes sont un peu plus susceptibles que ceux vivant dans les zones rurales de mentionner la sensibilisation à d'autres cultures et valeurs (31 % contre 27 %) et l'adaptation à de nouvelles situations (29 % contre 23 %).

Les contraintes financières restent la principale raison de ne pas participer à des activités dans un autre pays de l'UE

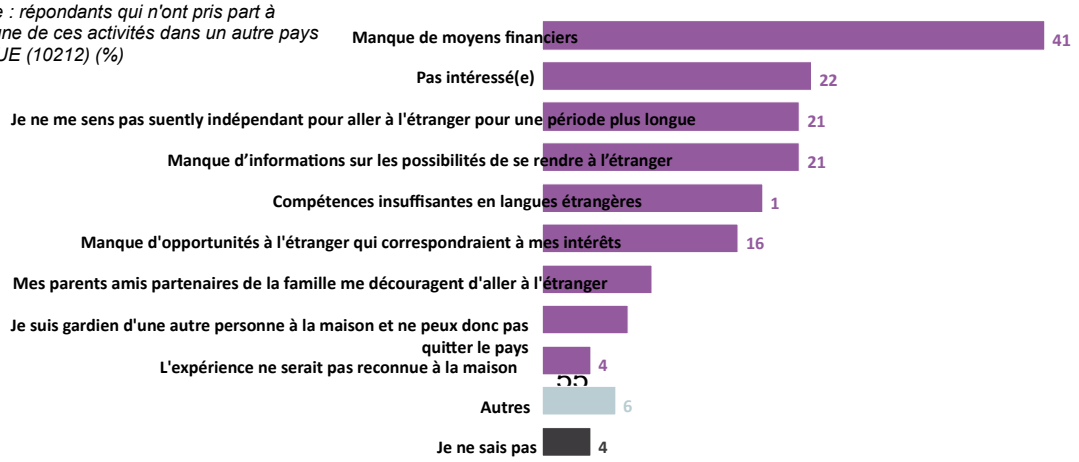
Parmi les jeunes Européens qui n'ont pas pris part à des activités dans un autre pays de l'UE, le manque de moyens financiers est de loin la principale raison invoquée (41 %, +4 points de pourcentage depuis 2024), bien au-dessus de toutes les autres raisons proposées. «Non intéressé» est la deuxième raison la plus courante (22 %), mais elle a diminué depuis 2024 (-6 points). Des proportions similaires indiquent qu'ils ne se sentent pas suffisamment indépendants pour partir à l'étranger plus longtemps (21 %) ou manquent d'informations sur les possibilités de le faire (21 %). Les compétences insuffisantes en langues étrangères sont mentionnées de 18 %, soit une augmentation de 3 points depuis 2024.

Les résultats par pays montrent diverses raisons de ne pas participer à des activités dans un autre pays de l'UE

Parmi les répondants de pays où une grande partie des jeunes n'a pris part à aucune activité dans un autre pays de l'UE, les contraintes financières sont souvent la raison la plus courante, mais avec une intensité variable. Cela est particulièrement évident en Grèce, où 45 % déclarent ne pas avoir pris part à des activités dans un autre pays de l'UE; 50% d'entre eux mentionnent un manque de moyens financiers. Le manque de moyens financiers est également fréquemment mentionné par les répondants d'Italie (46 %), de France (49 %) et de Chypre (44 %). Au-delà de ce schéma principal, des raisons supplémentaires de non-participation apparaissent dans plusieurs pays. À Chypre et en Grèce, le manque d'informations est mentionné respectivement par 35% et 28%. En Croatie, un quart mentionne un manque de possibilités à l'étranger qui correspondraient à leurs intérêts (25 %). En Suède, le manque d'intérêt est la raison la plus courante (34 %) et l'une des raisons les plus fréquemment mentionnées dans l'UE. En Pologne, le manque de moyens financiers (35 %) est mentionné moins souvent que la moyenne de l'UE-27, tandis que la proportion de répondants ne se sentant pas suffisamment indépendants pour partir à l'étranger (26 %) atteint le niveau le plus élevé de l'UE, combiné à un niveau élevé de désintérêt (30 %). Les compétences insuffisantes en langues étrangères sont beaucoup plus souvent mentionnées par les répondants en France (27 %), en Pologne (23 %) et en Belgique (22 %) qu'au niveau de l'UE-27 (18 %). En revanche, la proportion de répondants mentionnant cette raison est

Q11 Qu'est-ce qui vous a empêché de participer à de telles activités? Sélectionnez tout ce qui s'applique.

Base : répondants qui n'ont pris part à aucune de ces activités dans un autre pays de l'UE (10212) (%)



Les analyses des tendances sont fondées sur des comparaisons avec l'Eurobaromètre Flash 545 (Jeunesse et démocratie), réalisé entre le 3 et le 12 avril 2024.

particulièrement faible au Luxembourg (3 %), en Roumanie (8 %) et en Autriche (10 %).

Le manque de moyens financiers est la principale raison de la non-participation entre les différents groupes socio-démographiques, mais la motivation et la confiance varient selon les profils

Les résultats sociodémographiques confirment que le manque de moyens financiers est la raison la plus courante de la non-participation dans la plupart des groupes. Il est mentionné plus souvent par les femmes que par les hommes (44% contre 37%) et est également particulièrement fréquent chez les jeunes sans emploi par rapport aux salariés (45% contre 39%).

D'autres raisons de ne pas participer à des activités dans un autre pays de l'UE varient plus clairement selon le profil. Les hommes sont plus susceptibles que les femmes de dire qu'ils ne sont pas intéressés (27 % contre 19 %), tandis que les femmes mentionnent plus souvent des compétences insuffisantes en langues étrangères (20 % contre 15 %) et ne se sentent pas suffisamment indépendants pour partir à l'étranger plus longtemps (23 % contre 19 %). Les répondants plus jeunes sont plus susceptibles de dire qu'ils ne se sentent pas suffisamment indépendants (23 % chez les 15-18 ans et les 19-24 ans, contre 19 % chez les 25-30 ans). Les compétences insuffisantes en langues étrangères montrent une nette différence entre les zones rurales et les villes (19 % dans les zones rurales et les villes contre 15 % dans les villes). En ce qui concerne les niveaux d'éducation, la proportion de répondants déclarant avoir des compétences insuffisantes en langues étrangères est la plus faible parmi les diplômés de l'enseignement supérieur (15 %) et la plus élevée parmi ceux ayant un niveau d'éducation secondaire supérieur ou post-secondaire non supérieur (19 %), tandis que ceux ayant un niveau d'éducation inférieur déclarent un niveau intermédiaire (17 %). Enfin, les jeunes qui n'ont pas participé aux activités d'une organisation au cours de l'année écoulée sont beaucoup plus susceptibles de dire qu'ils ne sont pas intéressés par des activités dans un autre pays de l'UE (28 % contre 18 % parmi ceux qui ont participé à des organisations), tandis que ceux qui ont participé à des organisations mentionnent plus souvent un manque d'information (24 % contre 18 %).

4.3 Connaissance des possibilités de séjour dans un autre pays de l'UE financées par l'UE

Erasmus+ pour les étudiants reste la possibilité la plus connue, financée par l'UE, de séjourner dans un autre pays de l'UE, malgré une baisse par rapport à 2024

Erasmus+ pour les étudiants reste de loin la possibilité la plus connue, financée par l'UE, pour les jeunes de séjourner dans un autre pays de l'UE. 41 % des jeunes Européens sont conscients de cette possibilité. Toutefois, la proportion de répondants qui en ont entendu parler a diminué depuis 2024 (-8 points de pourcentage). La proportion de répondants ayant entendu parler d'autres volets d'Erasmus+ a également diminué par rapport à 2024, bien que dans une moindre mesure: 32 % ont entendu parler d'Erasmus+ pour les élèves (-1 point de pourcentage), 31 % des échanges de jeunes Erasmus+ (-2), 20 % d'Erasmus+ pour les apprentis (-2) et 16 % d'Erasmus+ pour les jeunes entrepreneurs (-3).

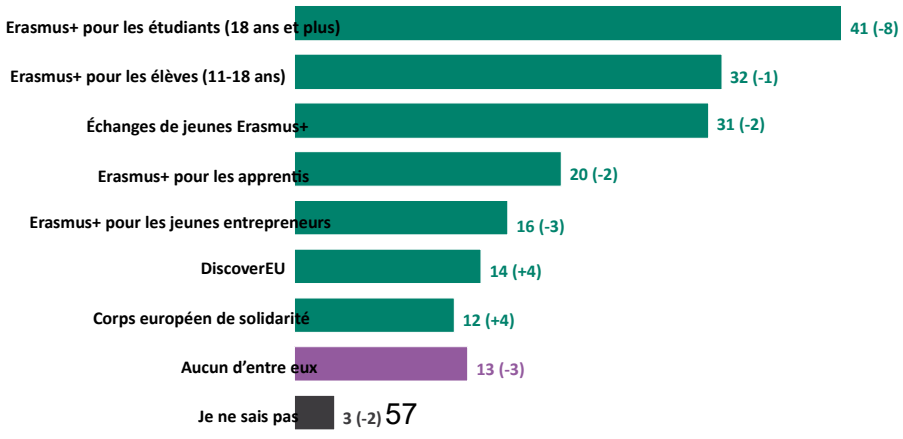
D'autre part, la sensibilisation aux possibilités moins connues de l'UE s'est accrue depuis 2024. DiscoverEU est désormais connu par 14 % des jeunes Européens (+ 4 points), tandis que 12 % ont entendu parler du corps européen de solidarité (+ 4 points). Dans le même temps, 13 % des jeunes déclarent n'avoir entendu parler d'aucune des possibilités de séjour dans un autre pays de l'UE inscrites sur la liste et financées par l'UE, une proportion qui a diminué depuis 2024 (-3 points) et 3 % «ne sait pas».

Un niveau élevé de connaissance d'Erasmus+ peut également aller de pair avec un faible niveau de participation à des activités dans un autre pays de l'UE.

Les résultats par pays confirment qu'Erasmus+ pour les étudiants est la possibilité la plus connue dans tous les États membres, mais la proportion de répondants en ayant entendu parler varie considérablement. La proportion de jeunes qui connaissent Erasmus+ est la plus élevée à Chypre (64 %), en Slovénie (59 %), en Grèce (57 %) et en Croatie (56 %), suivie du Portugal (54 %), du Luxembourg et de Malte (53 % dans les deux cas). En revanche, la part est beaucoup plus faible en Suède (25 %), aux Pays-Bas (26 %) et en Allemagne (27 %), où des niveaux de sensibilisation plus faibles sont également observés pour plusieurs autres volets d'Erasmus+.

Les pays où les jeunes sont les plus sensibilisés à Erasmus+ pour les étudiants sont souvent ceux où les répondants sont les plus sensibilisés aux autres formats Erasmus+. Les répondants à Chypre se distinguent sur plusieurs volets, notamment Erasmus+ pour les élèves (59 %), les échanges de jeunes Erasmus+ (52 %), Erasmus+ pour les apprentis (38 %) et Erasmus+ pour les étudiants (64 %). Des niveaux élevés de sensibilisation sont également observés en Slovénie pour les étudiants Erasmus+ (59 %) et les échanges de jeunes (45 %), tandis que de nombreux répondants en Croatie connaissent les étudiants Erasmus+ (56 %), les élèves (46 %) et les échanges de jeunes (44 %).

Q13 Vous trouverez ci-dessous quelques possibilités de séjour dans un autre pays de l'UE financées par l'UE pour les jeunes. Dont, le cas échéant, avez-vous entendu parler?



Les analyses des tendances sont fondées sur des comparaisons avec l'Eurobaromètre Flash 545 (Jeunesse et démocratie), réalisé entre le 3 et le 12 avril 2024.

Les pourcentages de répondants ayant entendu parler de DiscoverEU sont les plus élevés à Malte (30 %), en Estonie et en Slovénie (28 % dans les deux cas). La connaissance du corps européen de solidarité reste plus limitée et répartie de manière plus uniforme entre les pays, atteignant au maximum 15 % en Espagne et en Slovénie.

Toutefois, dans certains pays, les niveaux de connaissance d'Erasmus+ contrastent avec les niveaux de participation à des activités dans un autre pays de l'UE. Les pourcentages de répondants qui connaissent Erasmus+ pour les étudiants sont particulièrement élevés en Grèce et à Chypre, où 57 % et 64 % des répondants connaissent respectivement le programme. Dans le même temps, les deux pays comptent parmi ceux qui affichent la plus forte proportion de répondants n'ayant pas pris part à des activités dans un autre pays de l'UE (45 % en Grèce et 50 % à Chypre) et qui citent les contraintes financières comme un obstacle (50 % et 44 %, contre 41 % en moyenne dans l'UE-27).

Une tendance similaire est observée en Croatie et au Portugal, avec une forte sensibilisation (56 % et 54 %) combinée à une non-participation élevée (44 % et 46 %), même si la proportion de répondants invoquant des contraintes financières se situe exactement à la moyenne de l'UE-27 (41 % chacun). La proportion de répondants qui n'ont entendu parler d'aucune de ces possibilités financées par l'UE est la plus élevée en Suède (29 %), où le niveau de non-participation à des activités dans un autre pays est le plus élevé de l'UE (50 %, à égalité avec Chypre).

En revanche, en Allemagne et aux Pays-Bas, la faible connaissance d'Erasmus+ ne semble pas freiner la mobilité réelle. Les deux pays comptent parmi les plus faibles niveaux de sensibilisation à Erasmus+ pour les étudiants de l'UE (respectivement 27 % et 26 %), mais leur niveau global de non-participation à des activités dans un autre pays de l'UE est proche de la moyenne de l'UE-27 (34 % et 39 %, contre 38 % au niveau de l'UE-27). Ces résultats suggèrent que les jeunes de ces pays semblent participer à des activités dans un autre pays de l'UE sans les identifier comme financés par l'UE.

Q13 Vous trouverez ci-dessous quelques possibilités de séjour dans un autre pays de l'UE financées par l'UE pour les jeunes. Dont, le cas échéant, avez-vous entendu parler?

	UE-27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	Information	CY	LV	LT	LU	HU	MT	Pays-Bas	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Erasmus+ pour les étudiants (18 ans et plus)	41	42	46	45	35	27	50	46	57	51	47	56	48	64	49	52	53	37	53	26	31	40	54	45	59	46	35	25
Erasmus+ pour les élèves (11-18 ans)	32	30	36	33	25	24	35	27	45	31	33	46	40	59	36	38	35	31	29	16	28	38	41	39	41	35	31	19
Échanges de jeunes Erasmus+	31	31	34	34	29	20	42	26	42	38	31	44	38	52	43	37	42	32	43	20	23	40	42	30	45	38	25	16
Erasmus+ pour les apprentis	20	19	27	17	21	18	33	15	38	18	19	18	20	38	26	15	33	24	29	15	18	26	28	13	26	14	17	11
Erasmus+ pour les jeunes entrepreneurs	16	18	23	12	22	14	28	16	17	19	16	19	17	18	26	19	33	15	37	13	12	16	22	18	28	17	16	13
DiscoverEU	14	16	15	12	22	12	28	19	16	14	11	15	16	12	18	19	22	16	30	15	13	12	13	15	28	14	16	20
Corps européen de solidarité	12	13	11	12	11	12	12	10	9	15	14	11	8	8	9	9	12	11	13	12	12	10	9	11	15	10	13	11

La sensibilisation aux possibilités de séjour dans un autre pays de l'UE financées par l'UE est plus élevée chez les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur et ceux qui ont participé aux activités d'une organisation

Les résultats sociodémographiques montrent que la sensibilisation aux possibilités de séjour dans un autre pays de l'UE financées par l'UE est inégalement répartie. Les différences entre les hommes et les femmes restent modérées, bien que les femmes soient plus susceptibles que les hommes d'avoir entendu parler d'Erasmus+ pour les étudiants (44 % contre 38 %) et des échanges de jeunes Erasmus+ (34 % contre 28 %). Sans surprise, la connaissance d'Erasmus+ par les élèves est la plus élevée chez les 15-18 ans (41 %), tandis qu'Erasmus+ pour les étudiants est surtout connu chez les 19-24 ans (45 %).

Les différences les plus évidentes sont liées à l'éducation, au lieu de résidence et à la participation aux organisations. La connaissance d'Erasmus+ par les étudiants varie de 30 % chez les jeunes n'ayant pas suivi l'enseignement primaire, primaire ou secondaire inférieur à 48 % chez ceux ayant suivi un enseignement supérieur, et la même tendance apparaît pour les échanges de jeunes Erasmus+ (24 % contre 35 %). Les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur sont également beaucoup moins susceptibles de dire qu'ils n'ont entendu parler d'aucune de ces possibilités (8 %, contre 20 % chez les personnes ayant un faible niveau d'éducation). Le lieu de résidence est un autre facteur; les jeunes vivant dans les villes sont plus susceptibles que ceux vivant dans les zones rurales d'avoir entendu parler d'Erasmus+ pour les étudiants (44 % contre 38 %), des échanges de jeunes Erasmus+ (33 % contre 28 %) et de DiscoverEU (16 % contre 12 %), alors qu'ils sont moins susceptibles de dire qu'ils n'ont entendu parler d'aucune de ces possibilités (11 % contre 16 %). Enfin, les jeunes qui ont participé aux activités d'au moins une organisation au cours de l'année écoulée sont plus conscients des possibilités moins connues, telles que DiscoverEU (16 % contre 8 % parmi ceux qui n'ont pas participé aux activités d'une organisation) et le corps européen de solidarité (14 % contre 5 %).

5. Éducation numérique

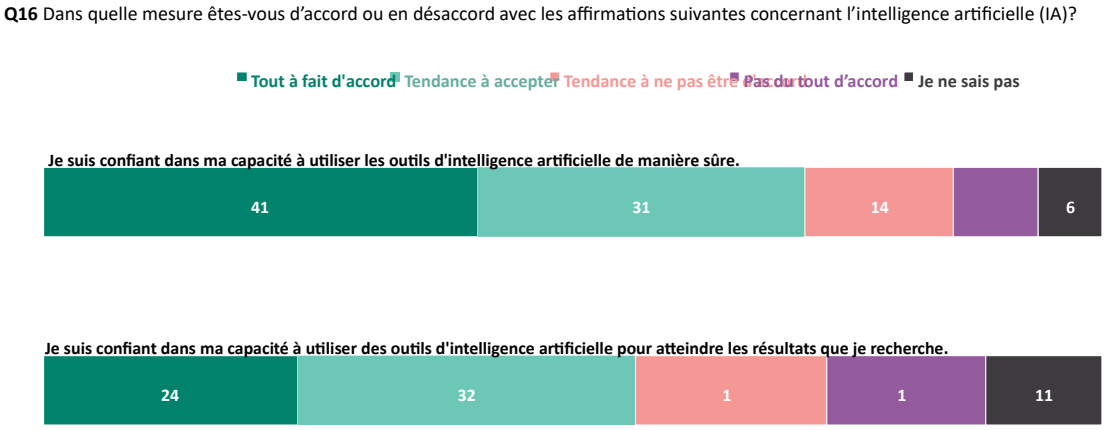
5.1 Confiance dans la capacité d'utiliser des outils d'IA

Les jeunes Européens sont plus confiants dans leur capacité à utiliser les outils d'IA de manière sûre que dans leur capacité à obtenir les résultats qu'ils recherchent.

Près des trois quarts disent qu'ils se sentent confiants dans leur capacité à utiliser les outils d'IA de manière sûre (72%), dont 41% qui sont totalement d'accord avec cette déclaration. En revanche, la confiance est plus faible lorsque la question se concentre sur la capacité d'utiliser les outils d'IA pour atteindre les résultats qu'ils recherchent: 56% sont d'accord, dont seulement 24% sont totalement d'accord. La confiance dans sa capacité semble plus forte au niveau de l'utilisation générale que lors de l'utilisation de l'IA pour obtenir des résultats spécifiques. La différence est plus nette sur l'accord fort, qui passe de 41% à 24%, que sur l'accord global, qui passe de 72% à 56%.

Les résultats par pays montrent que la confiance dans la capacité d'une personne à utiliser les outils d'IA en toute sécurité est répandue dans tous les États membres, mais avec de nettes différences d'intensité. Il est le plus élevé à Malte (97 %), au Luxembourg (90 %) et en Estonie (89 %), suivis de la Lettonie et de la Slovénie (84 % dans les deux cas) et du Danemark (82 %). À l'autre extrémité de l'échelle, les jeunes des Pays-Bas se distinguent par le niveau de confiance le plus faible dans l'utilisation sûre de l'IA (57 %), suivis de la Belgique (66 %), de la Suède (68 %) et de l'Autriche (69 %). Même dans ces pays, cependant, une majorité de jeunes se sentent encore confiants dans leur capacité à utiliser les outils d'IA de manière sûre.

La confiance dans la capacité d'une personne à utiliser des outils d'IA pour obtenir les résultats recherchés par les répondants est plus faible presque partout. Les répondants à Malte, au Luxembourg et en Estonie enregistrent à nouveau les niveaux de confiance les plus élevés (respectivement 95 %, 87 % et 85 %), tandis que les répondants aux Pays-Bas (42 %), en Allemagne (48 %) et en Autriche (49 %) enregistrent les niveaux les plus bas.



La confiance dans la capacité d'utiliser l'IA en toute sécurité est la plus élevée chez les jeunes à Malte, au Luxembourg et en Estonie. L'écart entre une utilisation sûre et efficace varie d'un pays à l'autre

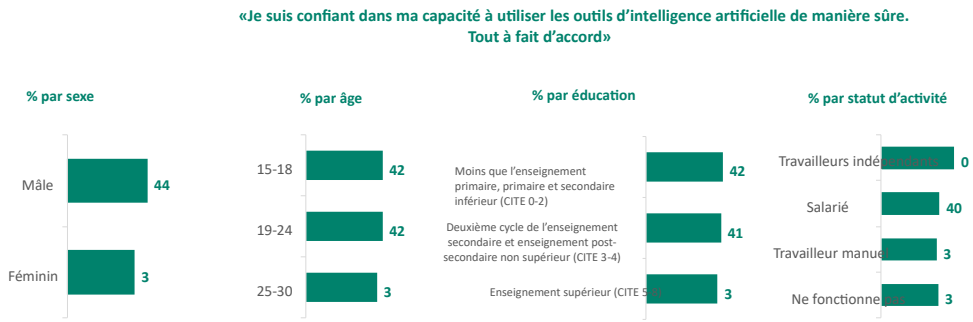
L’écart entre une utilisation sûre et efficace est particulièrement marqué parmi les répondants en Allemagne, en Autriche, en Pologne et en Roumanie, ce qui suggère que dans ces pays, les jeunes peuvent se sentir relativement capables d’utiliser les outils d’IA de manière sûre, mais moins confiants dans leur capacité à les utiliser pour obtenir les résultats qu’ils recherchent. En revanche, à Malte, au Luxembourg, en Estonie et à Chypre, les deux formes de confiance sont beaucoup plus proches.

Les différences sociodémographiques montrent que la confiance dans la capacité d'utiliser les outils d'IA en toute sécurité n'est pas répartie uniformément

Les hommes sont plus susceptibles que les femmes de dire qu'ils se sentent totalement confiants dans leur capacité à utiliser les outils d'IA de manière sûre (44% contre 37%). Les différences d'âge sont plus limitées, bien que la proportion de répondants qui sont tout à fait d'accord soit légèrement plus faible chez les 25-30 ans (39 %) que chez les 15-18 ans et les 19-24 ans (42 % dans les deux cas).

Les différences selon le statut d'activité sont plus prononcées. La moitié des jeunes indépendants déclarent se sentir totalement confiants dans leur capacité à utiliser l’IA en toute sécurité (50 %), contre 40 % des salariés, 39 % des personnes qui ne travaillent pas et 38 % des travailleurs manuels. Les différences selon l'éducation sont faibles et contrastent avec la plupart des autres questions du présent rapport: 42 % des personnes ayant le niveau d’éducation le plus faible sont totalement d’accord, contre 41 % des personnes ayant suivi un enseignement secondaire supérieur ou post-secondaire non supérieur et 39 % des personnes ayant suivi un enseignement supérieur. Dans l’ensemble, les résultats suggèrent que les différences les plus importantes en matière de confiance dans l’utilisation sûre de l’IA sont liées au statut d’activité et au sexe, plutôt qu’à l’éducation.

Q16 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes concernant l'intelligence artificielle (IA)?



5.2. Apprendre à utiliser l'IA

Les jeunes acquièrent principalement des compétences liées à la compréhension et à l'utilisation des outils d'IA au moyen de médias ou de contenus en ligne et de lectures, de recherches ou de pratiques autodirigées.

Au cours des 12 derniers mois, les jeunes Européens ont le plus souvent acquis des compétences liées à la compréhension et à l'utilisation des outils d'IA par l'intermédiaire de médias ou de contenus en ligne, tels que les médias sociaux, les podcasts, les blogs ou les actualités (39 %). La lecture, la recherche ou la pratique autodirigée joue également un rôle important (33%), légèrement en avance sur l'apprentissage à l'école ou à l'université (31%). Les discussions avec la famille ou les amis sont mentionnées par 28%, tandis que les contextes plus collectifs ou organisés sont moins fréquents: 16 % ont acquis des compétences liées à la compréhension et à l'utilisation des outils d'IA dans un cadre communautaire ou volontaire, et 15 % dans le cadre d'événements publics ou de campagnes de sensibilisation.

Ces résultats suggèrent que l'apprentissage de l'IA est actuellement davantage motivé par l'exposition numérique quotidienne et l'expérimentation individuelle que par des contextes éducatifs structurés. Dans le même temps, seuls 7 % de tous les répondants déclarent ne pas avoir acquis de compétences liées à l'IA par l'un des canaux énumérés, ce qui ne signifie pas nécessairement qu'ils n'en ont appris aucune, étant donné que d'autres modes d'apprentissage n'ont pas été testés. Les canaux par lesquels ils apprennent restent divers et souvent informels.

Q17 Au cours des 12 derniers mois, où, le cas échéant, avez-vous acquis des compétences liées à la compréhension et à l'utilisation des outils d'IA?



Les canaux d'apprentissage de l'IA varient d'un État membre à l'autre. Dans certains pays, un plus grand nombre de répondants ont acquis des compétences en IA à l'école ou à l'université

Les résultats par pays montrent que les médias et les contenus en ligne sont les canaux les plus courants d'apprentissage des compétences liées à l'IA dans de nombreux États membres. Elles sont particulièrement importantes parmi les répondants au Luxembourg (57 %) et à Malte (55 %), suivis de l'Estonie et de la Slovénie (48 % chacune), de l'Italie (45 %), de la Croatie et de la France (42 % chacune). L'apprentissage autonome est également particulièrement important dans plusieurs pays, en particulier pour les répondants de Chypre (50 %), de Slovénie (49 %), de Bulgarie (48 %), de Croatie (47 %) et de Malte (46 %).

L'apprentissage des compétences liées à l'IA dans les écoles et les universités semble plus important dans certains États membres. Ils sont le premier canal en Belgique (38%) et le deuxième canal le plus important au Luxembourg (44%), au Danemark (39%), en France (36%), au Portugal (34%), ainsi qu'en Espagne et en Italie (tous deux 33%). Cela montre que, bien que l'apprentissage de l'IA au niveau de l'UE reste principalement axé sur les contenus en ligne et les pratiques autodirigées, l'éducation formelle semble déjà jouer un rôle important dans plusieurs pays. Les pays où les répondants mentionnent le plus souvent les écoles et les universités sont également les pays où la proportion de répondants sans activité professionnelle (y compris une partie substantielle des étudiants) est la plus élevée. Les canaux plus organisés ou collectifs restent globalement moins courants, mais se distinguent à Malte, au Luxembourg, en Estonie et en Slovénie, en particulier dans les contextes communautaires ou bénévoles et lors d'événements publics. Malte, le Luxembourg et l'Estonie, où les répondants indiquent les niveaux de confiance les plus élevés, obtiennent des résultats supérieurs à la moyenne de l'UE-27 sur tous les canaux d'apprentissage, notamment «école ou université» (37 %, 44 % et 44 % contre 31 % dans l'UE-27), «médias ou contenu en ligne» (55 %, 57 % et 48 % contre 39 %) ou même «discussions avec la famille ou les amis» (43 %, 40 % et 36 % contre 28 %). Seuls 1 % à Malte et au Luxembourg, et 2 % en Estonie, déclarent apprendre par l'intermédiaire d'aucun des canaux énumérés, contre 7 % au niveau de l'UE-27.

Q17 Au cours des 12 derniers mois, où, le cas échéant, avez-vous acquis des compétences liées à la compréhension et à l'utilisation des outils d'IA?

	UE-27	BE	BG	CZ	DK	DE	EE	IE	EL	ES	FR	RH	Informatique	CY	LV	LT	LU	HU	MT	Pays-Bas	AT	PL	PT	RO	SI	SK	FI	SE
Par l'intermédiaire de médias ou de contenus en ligne (par exemple, médias sociaux, podcasts, blogs, actualités)	39	36	34	35	40	38	48	40	35	34	42	42	45	36	40	33	57	41	55	29	39	35	41	40	48	37	39	38
Grâce à la lecture autodirigée, à la recherche ou à la pratique	33	26	48	29	37	35	45	39	40	31	27	47	31	50	41	38	39	37	46	34	33	43	31	30	49	35	38	36
À l'école ou à l'université (par exemple, cours, activités parascolaires)	31	38	23	32	39	29	44	33	30	33	36	27	33	29	31	27	44	21	37	29	26	23	34	25	35	28	33	34
Par le biais de discussions en famille ou entre amis	28	27	23	26	33	28	36	26	30	31	29	25	29	36	30	23	40	25	43	25	27	26	30	23	38	23	28	26
Dans un cadre communautaire ou bénévole (par exemple, clubs de jeunes, ONG, volontariat, ateliers)	16	21	14	16	25	14	32	13	14	18	18	15	13	6	26	18	33	19	34	18	16	16	16	16	30	18	15	17
Lors d'événements publics ou de campagnes de sensibilisation	15	20	11	15	22	16	30	14	12	13	17	14	13	8	24	16	25	13	33	15	14	12	15	14	25	14	12	12

Les canaux d'apprentissage de l'IA sont globalement similaires d'un groupe à l'autre. Les répondants les plus jeunes sont les plus susceptibles d'avoir acquis des compétences liées à la compréhension et à l'utilisation des outils d'IA à l'école au cours des 12 derniers mois, étant donné que l'exposition à l'IA est un phénomène récent.

Les résultats sociodémographiques montrent que les principaux canaux d'apprentissage des compétences liées à l'IA restent globalement similaires d'un groupe à l'autre. Les médias et le contenu en ligne sont mentionnés à un niveau presque identique pour les femmes et les hommes (39 % contre 38 %), et ne varient que légèrement selon l'âge, passant de 37 % chez les 25-30 ans à 41 % chez les 15-18 ans. L'apprentissage autodirigé, en revanche, est plus fréquent chez les répondants plus âgés: 36 % des personnes âgées de 25 à 30 ans ont appris par la lecture, la recherche ou la pratique autodirigée, comparativement à 31 % des 15-18 ans.

La différence d'âge la plus claire concerne l'école et l'université. 40% des 15-18 ans disent avoir acquis des compétences liées à l'IA dans ce contexte au cours des 12 derniers mois. Pour ce groupe d'âge, l'apprentissage à l'école est aussi courant que l'apprentissage par les médias ou le contenu en ligne (41 %), ce qui en fait les deux canaux les plus courants pour l'apprentissage des compétences liées à l'IA. Parmi les 19-24 ans, 34% déclarent avoir acquis des compétences liées à l'IA à l'école ou à l'université au cours des 12 derniers mois. En faire leur deuxième canal d'apprentissage le plus courant après les médias ou le contenu en ligne (39%). Parmi les personnes âgées de 25 à 30 ans, 23 % disent avoir acquis des compétences liées à l'IA à l'école ou à l'université au cours des 12 derniers mois.

Les différences en matière d'éducation sont plus limitées, mais les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur sont légèrement plus susceptibles que ceux ayant un faible niveau d'éducation de mentionner l'apprentissage

autonome (35 % contre 29 %) et les milieux communautaires ou volontaires (18 % contre 14 %). Par statut d'activité, les jeunes sans activité professionnelle sont plus susceptibles que les salariés d'avoir appris à utiliser l'IA au cours des 12 derniers mois par l'intermédiaire de médias ou de contenus en ligne (43 % contre 39 %) et en particulier par l'école ou l'université (38 % contre 29 %).

Enfin, la différence la plus visible est observée entre ceux qui participent à des organisations et ceux qui ne le font pas. Les jeunes qui participent à des organisations sont beaucoup plus susceptibles que ceux qui n'ont pas acquis de compétences liées à la compréhension et à l'utilisation des outils d'IA au cours des 12 derniers mois dans un cadre communautaire ou volontaire (20 % contre 4 %). Le même écart apparaît pour les manifestations publiques ou les campagnes de sensibilisation (18 % contre 5 %). Dans l'ensemble, l'apprentissage de l'IA est répandu dans tous les profils, mais les canaux structurés et collectifs sont signalés plus souvent par les jeunes répondants et par ceux qui ont pris part aux activités d'une organisation.

6. Spécifications techniques

Entre le 19 juin et le 1er juillet 2026, Demoscopy a réalisé cet Eurobaromètre Flash 585 à la demande de la direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture (DG EAC) de la Commission européenne. Il s'agit d'une enquête coordonnée par la direction générale de la communication (unité « Opinion publique et engagement des citoyens » de la DG COMM).

Cet Eurobaromètre Flash couvre les jeunes âgés de 15 à 30 ans dans les 27 États membres de l'UE. Cette population cible correspond au STG1 (groupe cible spécifique 1) tel que défini dans le contrat-cadre Eurobaromètre Flash. Au total, 26 806 entrevues ont été réalisées au moyen d'entrevues Web assistées par ordinateur (EIA).

Nombre d'entretiens par pays			
UE	26807	Lettonie	00:00:00
Belgique	1022	Lituanie	104
Bulgarie	1031	Luxembourg	501
Tchéquie	1024	Hongrie	1009
Danemark	1023	Malte	503
Allemagne	1172	Pays-Bas	1003
Estonie	1003 .	Autriche	105
République d'Irlande	1073 -	Pologne	1001
Grèce	1007	Portugal	1192
Espagne	1007	Roumanie	1183
France	995	Slovénie	1013
Croatie	1021	Slovaquie	1030
Italie	1173	Finlande	1032
Chypre	521	Suède	1138

Marge d'erreur

Les résultats de l'enquête sont soumis à des tolérances d'échantillonnage. La «marge d'erreur» quantifie l'incertitude (ou la confiance) dans les résultats d'une enquête. En règle générale, plus il y a d'entrevues (taille de l'échantillon), plus la marge d'erreur est faible. Un échantillon de 500 produira une marge d'erreur ne dépassant pas 4,4 points de pourcentage, et un échantillon de 1 000 produira une marge d'erreur ne dépassant pas 3,1 points de pourcentage.

Marges statistiques dues aux tolérances d'échantillonnage

(au niveau de confiance de 95 %)

différentes tailles d'échantillons sont en rangées divers résultats observés sont en colonnes

	5,00 %	10,00 %	25,00 %	50,00 %	75,00 %	90,00 %	95,00 %
n=50	±6,0	±8,3	±12,0	±13,9	±12,0	±8,3	±6,0
n=100	±4,3	±5,9	±8,5	±9,8	±8,5	±5,9	±4,3
n=200	±3,0	±4,2	±6,0	±6,9	±6,0	±4,2	±3,0
n=500	±1,9	±2,6	±3,8	±4,4	±3,8	±2,6	±1,9
n=1000	±1,4	±1,9	±2,7	±3,1	±2,7	±1,9	±1,4
n=1500	±1,1	±1,5	±2,2	±2,5	±2,2	±1,5	±1,1
n=2000	±1,0	±1,3	±1,9	±2,2	±1,9	±1,3	±1,0

7. Questionnaire

Mode d'entretien: En ligne (CAWI)

Population cible: Jeunes âgés de 15 à 30 ans.

C overage : 27 États membres de l'UE

Dates des travaux sur le terrain: du 19 juin au 1er juillet 2026.

Échantillon si ze: 26 806 entretiens (environ 1 000 dans les grands pays et 500 dans les petits pays)

Questions sociodémographiques couvertes: âge, sexe, éducation, profession, région, urbanisation, composition du ménage

QUESTIONS TOPIQUES

Stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse

[TOUT SAVOIR]

Q1. Selon vous, lesquels des éléments suivants sont les plus importants pour obtenir des résultats dans les politiques destinées aux jeunes? Sélectionnez jusqu'à trois options.

(TROIS RÉPONSES MAXIMALES POSSIBLES)

(INSTRUCTIONS DE CRÉATION: POINTS DE RANDOMISE)

1. Objectifs qui répondent aux véritables problèmes rencontrés par les jeunes

2. Travailler ensemble à tous les niveaux - local, régional, national et européen

3. Veiller à ce que les jeunes et les organisations de jeunesse aient leur mot à dire dans les décisions

4. Veiller à ce que les jeunes connaissent les politiques et les possibilités

5. Apporter un soutien financier aux programmes et initiatives en faveur de la jeunesse

6. Prendre des décisions en utilisant les faits et la recherche

7. Veiller à ce que les politiques soient effectivement mises en œuvre et examinées correctement

8. Relier les différents domaines d'action qui touchent les jeunes

9. Aucun d'entre eux

10. Je ne sais pas

Éducation civique

[TOUT SAVOIR]

Q2 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous appris quelque chose de nouveau sur les sujets suivants?

(Réponses multiples possibles)

(INSTRUCTIONS DE CRÉATION: POINTS RANDOMIQUES 1 À 5)

1. Processus démocratiques, participation politique et institutions

2. Droits de l'homme et justice sociale

3. Égalité, diversité et lutte contre la discrimination

4. Durabilité environnementale

5. L'éducation aux médias et au numérique et la reconnaissance de la désinformation

6. Aucun des éléments ci-dessus

7. Je ne sais pas

[ASK IF Q2 = 1 ou 2 ou 3 ou 4 ou 5]

Q3 Comment avez-vous entendu parler de ces sujets?

(Réponses multiples possibles)

(INSTRUCTIONS DE CRÉATION: POINTS RANDOMIQUES 1 À 6)

1. Dans une école ou une université (cours, activités parascolaires)

2. En participant à des clubs de jeunes, à des organisations de la société civile et au volontariat

3. Par l'intermédiaire des médias traditionnels (par exemple, télévision, radio, journaux), des médias numériques (par exemple, médias sociaux, podcasts, blogs)

4. Grâce à la lecture ou à la recherche autodirigée

5. Par le biais de discussions avec votre famille ou vos amis

6. Lors d'événements publics ou de campagnes de sensibilisation

7. Aucun des éléments ci-dessus

8. Je ne sais pas

QUESTIONS DE TRENDE

Participation des jeunes à la vie civique

TENDANCE MODIFIÉE – FL 545 (2024) – T1

[TOUT SAVOIR]

Q4. Selon vous, quelles sont les actions les plus efficaces pour faire entendre la voix des jeunes auprès des décideurs? Vous pouvez sélectionner jusqu'à trois réponses.

(À TROIS RÉPONSES AUTORISÉES)

(INSTRUCTIONS DE CRÉATION: POINTS RANDOMIQUES 1 À 8)

1. Vote aux élections locales, nationales ou européennes

2. Participer à des mouvements politiques, des partis ou des syndicats

3. Contacter un politicien à propos d'un problème

4. Bénévolat pour une organisation caritative/de campagne

5. Boycotter ou acheter certains produits pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales

6. Participation à des organisations d'étudiants ou de jeunes

7. Participation à une consultation publique sur les initiatives politiques proposées (en ligne ou hors ligne), y compris dans le cadre du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse ou des panels de citoyens européens

8. S'engager dans les médias sociaux en exprimant mon opinion, en utilisant des hashtags ou en changeant ma photo de profil par exemple

9. Autres

10. Aucun d'entre eux n'est efficace

11. Je ne sais pas

TREND – FL 545 (2024) – T2

[TOUT SAVOIR]

Q5. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous participé à des activités des organisations suivantes? Sélectionnez tout ce qui s'applique.

(réponses multiples accordées)

(INSTRUCTIONS DE CRÉATION: POINTS RANDOMIQUES 1 À 7)

1. Un club sportif

2. Un club de jeunes, un club de loisirs ou tout autre type d'organisation de jeunesse

3. Une organisation culturelle

4. Une organisation politique ou un parti politique

5. Une organisation avec des activités de volontariat

6. Une organisation active dans le domaine du changement climatique/des questions environnementales

7. Une organisation qui promeut les droits de l'homme ou le développement mondial

8. Toute autre organisation de jeunesse, club, organisation non gouvernementale, etc.

9. Aucun d'entre eux

10. Je ne sais pas

TREND – FL 545 (2024) – T3

[ASK IF Q5 = 9 (Aucun d'entre eux)]

Q6. Pour quelles raisons n'avez-vous pas participé à ces activités? Veuillez sélectionner toutes les options qui s'appliquent.

(réponses multiples accordées)

(INSTRUCTIONS DE CRÉATION: POINTS RANDOMIQUES 1 À 6)

1. Je n’ai pas le temps

2. Je ne suis pas intéressé(e)

3. Je ne peux pas me le permettre

4. Je n’y ai pas encore pensé

5. Je ne sais pas comment faire

6. Je ne comprends pas assez les problèmes

7. Personne ne m'a jamais demandé ou invité à participer

8. Je ne savais pas que je pouvais faire ça

9. Ces activités sont trop éloignées. Il est difficile de s'y rendre (par exemple par les transports en commun) depuis mon domicile

10. Autres

11. Je ne sais pas

TREND – FL 545 (2024) – T4a

[TOUT SAVOIR]

Q7 bis. Au cours de la dernière année, avez-vous pris des mesures pour changer la société, par exemple en signant une pétition, en participant à un rassemblement ou en envoyant une lettre à un politicien?

(UNE RÉPONSE SEULEMENT)

(INSTRUCTIONS DE CRÉATION: EXCLUSIF)

1. Oui

2. Non

3. Je ne sais pas

TREND – FL 545 (2024) – T4b

[ASK IF Q7a = 1 (Oui)]

Q7b. Dans quels domaines avez-vous essayé de changer la société (par exemple, en signant une pétition, en participant à un rassemblement ou en envoyant une lettre à un politicien)?

(réponses multiples accordées)

(INSTRUCTIONS DE CRÉATION: POINTS RANDOMIQUES 1 À 7)

1. Changement climatique et protection de l'environnement
2. Santé et bien-être
3. Inégalités économiques et dépenses sociales
4. Égalité des droits sans distinction de sexe, de race ou de sexualité
5. Droits de l'homme
6. Guerres et conflits
7. Démocratie et état de droit
8. Autres
9. Je ne sais pas

Avis sur l’offre de l’UE/l’offre de l’UE en faveur de la jeunesse

TENDANCE MODIFIÉE – FL 545 (2024) – T5

[TOUT SAVOIR]

Q8. Connaissez-vous l’une des manières suivantes de nouer le dialogue avec l’Union européenne?

(réponses multiples accordées)

(INSTRUCTIONS DE CRÉATION: POINTS RANDOMIQUES 1 À 8)

1. Dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse ou conférence de l'UE sur la jeunesse
2. Panels de citoyens européens
3. Consultations publiques
4. Élections européennes
5. Réseaux et sites web de médias sociaux de l’UE (portail européen de la jeunesse)
6. Visite des institutions de l'UE
7. La Semaine européenne de la jeunesse ou la Rencontre des jeunes européens
8. Contacter un commissaire ou un député européen
9. Participation à des événements organisés par l’UE dans votre pays
10. Initiative citoyenne européenne

11. Aucun d’entre eux

12. Je ne sais pas

TREND – FL 545 (2024) – T6

[TOUT SAVOIR]

Q9. Parmi les sources suivantes, lesquelles utilisez-vous pour vous tenir informé(e) de l’UE?

(réponses multiples accordées)

(INSTRUCTIONS DE CRÉATION: POINTS RANDOMIQUES 1 À 7)

1. Médias sociaux

2. Presse en ligne, podcasts et/ou plateformes d’information

3. Presse écrite (imprimée) (p. ex. journaux, magazines hebdomadaires ou mensuels, etc.)

4. télévision

5. Radio

6. Conversations avec des amis, de la famille ou des collègues

7. École ou université

8. Autres

9. Néant, je ne reste pas informé(e) sur l’UE

10. Je ne sais pas

TREND – FL 545 (2024) – T7

[TOUT SAVOIR]

Q10. Avez-vous déjà participé à l'une des activités suivantes?

(réponses multiples accordées)

(INSTRUCTIONS DE CRÉATION: POINTS RANDOMIQUES 1 À 5)

1. Étudier, suivre une formation ou un apprentissage dans un autre pays de l'UE

2. Participer à des activités culturelles/sportives dans un autre pays de l’UE

3. Participer à des activités politiques dans un autre pays de l'UE

4. Volontariat ou activités similaires dans un autre pays de l'UE

5. Travailler dans un autre pays de l'UE

6. Aucun d’entre eux

7. Je ne sais pas

TREND – FL 545 (2024) – T8

[ASK IF Q10 = 6 (Aucun d'entre eux)]

Q11. Qu'est-ce qui vous a empêché de participer à de telles activités? Sélectionnez tout ce qui s'applique.

(réponses multiples accordées)

(INSTRUCTIONS DE CRÉATION: POINTS RANDOMIQUES 1 À 9)

1. Pas intéressé(e)

2. Compétences insuffisantes en langues étrangères

3. Je suis gardien d'une autre personne à la maison et ne peux donc pas quitter le pays

4. Mes parents/famille/partenaire/amis me découragent de partir à l'étranger

5. Je ne me sens pas suffisamment indépendant pour partir plus longtemps à l'étranger

6. Manque de moyens financiers

7. Manque d’informations sur les possibilités de se rendre à l’étranger

8. Manque d'opportunités à l'étranger qui correspondraient à mes intérêts

9. L'expérience ne serait pas reconnue à la maison

10. Autres

11. Je ne sais pas

TREND – FL 545 (2024) – T9

[ASK IF Q10 = 1, 2, 3, 4 ou 5]

Q12. Êtes-vous d'accord ou pas d'accord pour dire que la participation à ces activités...? Sélectionnez tout ce avec quoi vous êtes d'accord.

(réponses multiples accordées)

(INSTRUCTIONS DE CRÉATION: POINTS RANDOMIQUES 1 À 9)

1. Amélioration de ma connaissance des autres pays européens

2. Je me suis sentie plus européenne

3. Intérêt accru pour vivre plus tard dans un autre pays européen (pour le travail ou l'éducation)

4. Je me suis davantage intéressée aux sujets européens

5. Accroissement de mon intérêt pour les langues étrangères

6. M'a sensibilisé à d'autres cultures et valeurs

7. Augmentation de ma confiance en moi

8. Me permettra de mieux m'adapter aux nouvelles situations à l'avenir

9. Me permettra de me faire des amis plus facilement

10. Autres

11. Aucun d’entre eux

12. Je ne sais pas

TREND – FL 545 (2024) – T10

[TOUT SAVOIR]

Q13. Vous trouverez ci-dessous quelques possibilités, financées par l’UE, pour les jeunes de séjourner dans un autre pays de l’UE. De quoi, le cas échéant, avez-vous entendu parler?

(réponses multiples accordées)

(INSTRUCTIONS DE CRÉATION: POINTS DE RANDOMISE, ENTREPRISES 1-5 GROUPÉES)

1. Erasmus+ pour les étudiants (18 ans et plus)

2. Erasmus+ pour les élèves (11-18 ans)

3. Erasmus+ pour les apprentis

4. Échanges de jeunes Erasmus+

5. Erasmus+ pour les jeunes entrepreneurs

6. DiscoverEU

7. Corps européen de solidarité

8. Aucun d’entre eux

9. Je ne sais pas

TREND – FL 545 (2024) – T11

[TOUT SAVOIR]

Q14. Diriez-vous que les mesures prises par l’UE ont une incidence sur votre vie quotidienne ou non?

(UNE RÉPONSE SEULEMENT)

(INSTRUCTIONS DE CRÉATION: EXCLUSIF)

1. Oui, beaucoup

2. Oui, dans une certaine mesure

3. Non, pas grand-chose

4. Non, pas du tout

5. Je ne sais pas

TREND – FL 545 (2024) – T12

[TOUT SAVOIR]

Q15. Qu'attendez-vous de l'Union européenne pour votre génération? Vous pouvez sélectionner jusqu'à trois réponses.

(À TROIS RÉPONSES AUTORISÉES)

(INSTRUCTIONS DE CRÉATION: POINTS RANDOMIQUES 1 À 9)

1. Promouvoir une politique respectueuse de l'environnement et lutter contre le changement climatique

2. Accroître les possibilités d'emploi pour les jeunes

3. Lutte contre la pauvreté et les inégalités économiques et sociales

4. Jouer un rôle important dans la résolution des problèmes de santé

5. Préserver la paix, renforcer la sécurité internationale et promouvoir la coopération internationale

6. Promouvoir les droits de l'homme, la démocratie et les valeurs européennes communes

7. Promouvoir la numérisation de la société

8. Promouvoir des sociétés inclusives, y compris l'égalité des sexes et la lutte contre la discrimination

9. Rapprocher les jeunes de différentes régions de l'UE

10. Autres

11. Je ne sais pas

Éducation numérique / désinformation / éducation aux médias

[TOUT SAVOIR]

Q16. Dans quelle mesure êtes-vous d’accord ou en désaccord avec les affirmations suivantes concernant l’intelligence artificielle (IA)?

(UNE RÉPONSE PAR LIGNE)

(INSTRUCTIONS DE CRÉATION: EXCLUSIF PAR LIGNE – RANDOMIZE 1 À 4)

• Tout à fait d’accord

• Tendance à accepter

• Tendance à ne pas être d’accord

• Pas du tout d’accord

• Je ne sais pas

1. Je suis confiant dans ma capacité à utiliser les outils d'intelligence artificielle de manière sûre.

2. Je suis confiant dans ma capacité à utiliser des outils d'intelligence artificielle pour atteindre les résultats que je recherche.

[TOUT SAVOIR]

Q17. Au cours des 12 derniers mois, où, le cas échéant, avez-vous acquis des compétences liées à la compréhension et à l’utilisation des outils d’IA?

(réponses multiples accordées)

(INSTRUCTIONS DE CRÉATION: POINTS RANDOMIQUES 1 À 6)

1. À l'école ou à l'université (par exemple, cours, activités parascolaires)

2. Dans un cadre communautaire ou bénévole (par exemple, clubs de jeunes, ONG, volontariat, ateliers)

3. Par l’intermédiaire de médias ou de contenus en ligne (par exemple, médias sociaux, podcasts, blogs, actualités)

4. Grâce à la lecture autodirigée, à la recherche ou à la pratique

5. Par le biais de discussions en famille ou entre amis

6. Lors d’événements publics ou de campagnes de sensibilisation

7. Aucun des éléments ci-dessus

8. Je ne sais pas

6. Équité intergénérationnelle

[TOUT SAVOIR]

Q18. Dans quelle mesure êtes-vous personnellement d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes?

(UNE RÉPONSE PAR LIGNE)

(INSTRUCTIONS DE CRÉATION: POINTS DE RANDOMISE)

• Tout à fait d’accord

• Tendance à accepter

• Tendance à ne pas être d'accord

• Pas du tout d'accord

• Je ne sais pas

1. En (NOTRE PAYS), les décideurs politiques prennent en compte les conséquences à long terme de leurs décisions

2. Les décideurs politiques de l'UE tiennent compte des conséquences à long terme de leurs décisions

3. En (NOTRE PAYS), les jeunes ont les mêmes chances de réussir dans la vie que les jeunes du même âge il y a 30 ans

4. Dans (NOTRE PAYS), les jeunes d'ici 30 ans auront les mêmes chances de réussir que les jeunes du même âge aujourd'hui

Observations

Dans le fichier pdf original, les caractères apparaissent étranges, en particulier dans les illustrations: certains caractères disparaissent lors des opérations de copier-coller, notamment les apostrophes, les lettres majuscules et les points d'interrogation.

Par exemple, dans la première illustration à la page 8:

- Lors de la copie de la ligne supérieure (la ligne de titre), le numéro de question "Q18" est remplacé par " 1 ", et le point d'interrogation final disparaît.

- Dans les lignes suivantes, l'expression "(OUR COUNTRY)" entre parenthèses est transformée en "U U T Y".

Ces caractères étrangement manquants apparaissent également dans le texte lui-même (par exemple, à la page 6, dans la première colonne au début du dernier paragraphe, un mot disparaît au cours du processus de copie).

Il est possible que d'autres erreurs subsistent; s'il vous plaît envoyez-nous un message afin que nous puissions les corriger.

La question Q10 indique que la proportion de jeunes Européens exerçant des activités dans un autre pays de l'Union européenne est en hausse. Il s'agit d'une évolution positive (bien qu'il faille tenir compte de l'empreinte carbone: voyager à l'étranger entraîne une augmentation des émissions de $CO_{2)}$.

La question Q12 interroge ces mêmes personnes sur les avantages qu'elles ont tirés de leur séjour à l'étranger. Le pourcentage de réponses positives diminue considérablement.

Il semblerait donc que plus les jeunes Européens voyagent à l'étranger, moins l'expérience devient attrayante pour eux.

Éducation numérique : les seules questions posées concernent l'intelligence artificielle. Cela ne représente qu'une facette de l'éducation numérique, même si elle est la plus actuelle.